

L'organisation des milices valaisannes de 1815 à 1875

Jacques CALPINI

Avant-propos

Le 4 août 1815, le Valais est reçu dans l'alliance fédérale en qualité de 20^e canton.

Le pacte fédéral, que signent en son nom Michel Dufour et Gaspard-Eugène de Stockalper, lui imposent des obligations militaires auxquelles il doit faire face sans délai.

Le Valais sort à peine d'une des périodes les plus sombres de son histoire. Il a vu ses institutions militaires crouler sous les coups de l'envahisseur. Sa résistance héroïque, sa brutale séparation de la République helvétique, son incorporation forcée à l'empire de Napoléon et les incessants passages de troupes étrangères sur son territoire avec leur cortège de réquisitions l'ont ruiné.

En 1815, les caisses publiques sont vides. Vides aussi les arsenaux. Mais les Valaisans sont gens à tenir les engagements pris et l'on se met à l'ouvrage avec courage. Dès 1817, on jette les bases d'une organisation nouvelle ; une armée cantonale rajeunie renaît des ruines de l'ancienne. En 1820, l'élite est instruite, équipée, utilisable. En 1827, une nouvelle loi complète et perfectionne nos institutions, les adapte aux exigences des circonstances et des règlements fédéraux.

Mais, en 1830, après quinze années de calme intérieur, la Suisse entre dans une période de crise violente connue sous le nom de « Régénération ». La révolution qui éclate en France au mois de juillet fait exploser les idées démocratiques qui couvaient ; de nombreuses constitutions cantonales sont révisées sous la pression de la volonté populaire.

En même temps, les contrecoups provoqués dans toute l'Europe par l'agitation libérale font croire à l'imminence d'une guerre généralisée et obligent la Diète fédérale à prendre des mesures de défense. Un bataillon valaisan y participe et c'est à cette occasion que sont élevés les premiers ouvrages fortifiés de Saint-Maurice et de Gondo.

En Valais, deux questions agitent les esprits : la représentation proportionnelle à la Diète cantonale et la revision de la constitution. Pétitions, manifestations, plantations d'arbres de la liberté dans le Bas-Valais provoquent des interventions militaires. Le mouvement de la « Jeune Suisse » se crée et ne tarde pas à prendre une ampleur qui inquiète les autorités.

En 1839 la tension s'aggrave entre les dizains du Haut-Valais qui ont installé un gouvernement séparé à Sierre et ceux du Bas-Valais qui obéissent au gouvernement de Sion. L'intervention fédérale, demandée par les deux partis, échoue ; le recours aux armes constitue seul le moyen efficace pour dénouer la crise : et c'est le combat de Saint-Léonard, le 1^{er} avril 1840. On promulgue une constitution nouvelle ; on édicte une nouvelle loi d'organisation militaire ; la situation est rétablie. Momentanément du moins car, en 1844, les vaincus de 1840 se soulèvent à nouveau et le gouvernement se retrouve en présence d'une résistance organisée. Une nouvelle fois, l'intervention fédérale se révèle vaine. Le combat sanglant du Trient et l'écrasement des troupes de la « Jeune Suisse » par celles de la « Vieille Suisse », suscitent une constitution et une loi d'organisation militaire nouvelles.

Délivré de ses soucis intérieurs, le gouvernement valaisan adhère au Sonderbund. La crise éclate en 1847, et le Valais, après la chute de Fribourg et l'occupation de Lucerne par les troupes fédérales, renonce à une résistance désormais inutile. Il est occupé sans combat.

La constitution fédérale de 1848 met fin aux luttes intestines. La « Régénération » est terminée ; le pouvoir central est renforcé. La mainmise de la Confédération s'étend sur les institutions militaires. Il s'ensuit la loi militaire de 1850 qui oblige les cantons à refondre leurs institutions afin de les adapter aux nouvelles exigences du pouvoir central.

L'armée, libérée désormais de ses tâches intérieures, peut se consacrer à l'accomplissement de sa mission aux frontières. La tension avec l'Autriche, en 1853 ; la campagne du Rhin, lors du règlement de la question de Neuchâtel, en 1856-1857 ; la guerre d'Italie, en 1859 ; l'affaire de Savoie, en 1860 et 1861 ; la guerre entre l'Italie et l'Autriche d'une part, entre l'Autriche et la Prusse d'autre part, en 1866, obligent chaque fois le Conseil fédéral à prendre des mesures de défense. Les troupes valaisannes sont mobilisées partiellement en 1859 et en 1861. Les fortifications de Saint-Maurice et de Gondo sont complétées en 1859.

Mais l'épreuve décisive survient en 1871, lors de l'entrée en Suisse de l'armée de l'Est. Les dangers courus en cette circonstance découvrent les imperfections de notre organisation. La loi fédérale de 1875 permet d'y remédier et clôt définitivement l'ère des contingents cantonaux.

*

C'est un aspect de cette période transitoire de soixante années que nous avons étudié.

Nous n'avons pas voulu faire un historique des milices valaisannes. Nul récit de hauts faits, propre à enflammer les imaginations. Nous n'avons pas non plus entrepris une étude des lois relatives à notre organisation militaire, de leur élaboration et de leur application.

Notre propos est plus modeste. Nous nous sommes limité à décrire l'organisation de nos milices cantonales dans le cadre des ordonnances et des règlements. Nous avons tenté de dresser, à l'aide des lois, règlements et arrêtés, aussi bien fédéraux que cantonaux, le tableau de notre organisation militaire, à savoir : l'obligation de servir et le recrutement ; l'organisation des divers contingents avec leur habillement et leur équipement, leur armement et leur matériel de corps, et enfin le service d'instruction.

16 planches hors texte réunissent les documents destinés à illustrer notre exposé. Nous avons réuni six portraits de Valaisans afin de montrer les uniformes des armes et des grades divers. Nous avons enfin établi un état des officiers qui ont exercé un commandement effectif dans les unités de la milice cantonale de 1819 à 1875 ; nous l'avons fait suivre d'un index alphabétique de ces mêmes officiers que nous avons identifiés, quand cela nous fut possible.

*

Il nous reste, pour terminer, à exprimer notre gratitude à tous ceux qui nous ont aidé dans notre travail. Tout d'abord à MM. André Donnet et Grégoire Ghika, des Archives cantonales, qui nous ont conseillé et qui ont soutenu nos efforts ; à M. Michel Salamin, professeur au collège de Sion, qui a bien voulu relire le texte ; ensuite à M. Albert de Wolff, directeur de nos musées cantonaux, qui nous a facilité l'accès aux trésors du musée de Valère et qui nous a autorisé à reproduire des portraits qui constituent des documents à l'appui de notre étude.

Nous adressons également nos remerciements à la Société valaisanne des officiers qui a accepté de patronner cette étude et mis gracieusement à notre disposition sa documentation sur notre armement ancien, et aux Editions Zollikofer, à Saint-Gall, qui nous ont autorisé à reproduire leur cliché du drapeau cantonal.

J. C.

SOURCES

Abréviations

- RO = *Recueil officiel des pièces concernant le droit public de la Suisse...* Berne, 1832-1849, 3 vol., puis *Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération*, Berne, 1849-1874, 11 vol.
- RL = *Recueil des lois, décrets et arrêtés de la République et canton du Valais*, t. 1 et suivants, Sion, 1^{re} éd. 1808 et suiv. ; 2^e éd. 1844 et suiv.

A. — Législation fédérale

- A 1815 = *Acte concernant l'admission de la république de Valais comme canton dans la Confédération suisse du 4 août 1815*, RO, t. 1, 1832, pp. 36-40.
- AF 1816 = *Arrêté fédéral relatif à l'emploi des fonds de guerre fédéraux du 13 août 1816*, RO, t. 1, 1832, pp. 286-288.
- AF 1816b = *Arrêté relatif à l'administration des fonds fédéraux du 14 août 1816*, RO, t. 1, 1832, pp. 289-291.
- AF 1816-17 = *Echelle des contingents fédéraux tels qu'ils ont été fixés par les arrêtés de la Diète en 1816 et 1817*, RO, t. 1, 1832, pp. 57-59.
- AF 1819 = *Arrêté sur la perception des droits d'entrée à la frontière de la Confédération du 16 août 1819*, RO, t. 1, 1832, pp. 298-303.
- AF 1831 = *Arrêté relatif à l'organisation d'un premier contingent de landwehr des 17 et 27 janvier 1831*, RO, t. 2, 1838, pp. 296-299.
- AF 1840 = *Organisation des établissements fédéraux d'instruction militaire. Arrêté du 28 juillet 1840*, RO, t. 3, 1849, pp. 100-103.
- AF 1866 = *Arrêté du Conseil fédéral touchant le numérotage des unités tactiques de la landwehr suisse, du 8 juin 1866*, RO, t. 8, 1866, pp. 745-750.
- LF 1850 = *Loi fédérale sur l'organisation militaire du 8 mai 1850*, RO, t. 1, 1864, pp. 365-428.
- OF 1816 = *Ordonnance de la Diète fédérale sur la formation d'une caisse militaire du 1^{er} août 1816*, RL, t. 3, 2^e éd., 1890, pp. 90-94.
- OF 1843 = *Ordonnance sur les bouches à feu, projectiles et voitures de guerre de l'armée fédérale, approuvée par le Conseil fédéral de la guerre le 28 juillet 1843*, Berne, 178 p.
- OF 1860 = *Ordonnance sur l'organisation de la landwehr, du 5 juillet 1860*, RO, t. 6, 1860, pp. 508-512.

- PF 1815 = *Pacte fédéral entre les XXII cantons de la Suisse du 7 août 1815, RL, t. 3, 2^{me} éd., 1890, pp. 15-32.*
- RF 1817 = *Règlement militaire général pour la Confédération suisse de 1817, Zurich, 1819, 120 p.*
- RF 1840 = *Règlement militaire général pour la Confédération suisse du 20 août 1817, révisé le 21 juillet 1840, Berne, 1841, 132 p.*
- RF 1843a = *Règlement sur les cours d'instruction pour les instructeurs des milices dans les cantons. Arrêté du 13 juillet 1843, RO, t. 3, 1849, pp. 372-374.*
- RF 1843b = *Règlement sur les effets et ustensiles de campagne et de campement pour les troupes fédérales, adopté par la Diète le 18 juillet 1843. Lucerne, 1844, 20 p.*
- RF 1843c = *Règlement sur l'habillement et l'équipement des différentes armes de l'armée fédérale du 8 août 1843, Lucerne, 1844, 60 p.*
- RF 1845 = *Règlement militaire général pour la Confédération suisse du 20 août 1817, révisé le 14 août 1845, Zurich, 1846, 134 p.*

B. — Législation valaisanne

- AV 1816 = *Arrêté du Conseil d'Etat sur la perception des droits d'entrée du 25 septembre 1816, RL, t. 3, 2^e éd., 1890, pp. 95-97.*
- AV 1820 = *Arrêté pour le recouvrement de la taxe militaire qui devait être payée en 1819, du 24 janvier 1820, RL, t. 3, 2^e éd., 1890, pp. 253-257.*
- AV 1821a = *Arrêté pour la perception de douze mille francs à employer à l'organisation militaire, du 13 janvier 1821, RL, t. 4, 2^e éd., 1887, pp. 4-5.*
- AV 1821b = *Arrêté sur le recrutement pour les corps capitulés du 16 mars 1821, RL, t. 4, 2^e éd., 1887, pp. 10-11.*
- AV 1827 = *Arrêté concernant les logements militaires du 13 décembre 1827, RL, t. 5, 2^e éd., 1886, pp. 49-51.*
- AV 1828 = *Avis officiel aux militaires du canton sur la conservation de leur habillement, du 10 mars 1828, RL, t. 5, 2^e éd., 1886, pp. 147-148.*
- AV 1835 = *Arrêté renouvelant la défense de porter l'uniforme hors service, du 28 février 1835, RL, t. 5, 2^e éd., 1886, pp. 435-437.*
- AV 1848 = *Arrêté du 23 mars 1848 relatif à la recomposition du contingent fédéral, RL, t. 8, 2^e éd., 1884, p. 65.*
- AV 1849a = *Arrêté du 2 juillet 1849 qui interdit l'enrôlement pour le service militaire étranger, RL, t. 8, 2^e éd., 1884, pp. 131-132.*
- AV 1849b = *Arrêté du 26 juillet 1849 qui ordonne la mise de piquet du contingent fédéral, RL, t. 8, 2^e éd., 1884, pp. 134-135.*
- AV 1850 = *Arrêté du 28 août 1850 concernant la délivrance des fusils à percussion, RL, t. 8, 2^e éd., 1884, pp. 278-279.*

- AV 1857a = Arrêté du 7 janvier 1857 sur l'organisation de la landwehr, RL, t. 9, 2^e éd., 1886, pp. 419-421.
- AV 1857b = Arrêté du 7 janvier 1857 sur l'établissement des rôles du contingent de landwehr, RL, t. 9, 2^e éd., 1886, pp. 422-424.
- AV 1859a = Arrêté du 15 mars 1859 ordonnant le dépôt des fusils de munition, RL, t. 10, 1865, pp. 134-137.
- AV 1859b = Arrêté du 23 juillet 1859 ordonnant le dépôt des fusils du contingent de réserve, etc., RL, t. 10, 1865, pp. 148-152.
- AV 1859c = Arrêté du 19 septembre 1859 sur l'organisation de la landwehr, RL, t. 10, 1865, pp. 154-157.
- AV 1860a = Arrêté du 28 juin 1860 établissant des commis militaires, RL, t. 10, 1865, pp. 179-182.
- AV 1860b = Arrêté du 18 août 1860 relativement à l'organisation de la landwehr, RL, t. 10, 1865, pp. 187-190.
- AV 1861 = Arrêté du 6 juin 1861 sur l'organisation de la landwehr, RL, t. 10, 1865, pp. 222-228.
- CV 1815 = Constitution de la république et canton du Valais du 12 mai 1815, RL, t. 3, 2^e éd., 1890, pp. 1-14.
- CV 1839 = Constitution du canton du Valais du 30 janvier 1839, RL, t. 6, 2^e éd., 1889, pp. 1-16.
- CV 1844 = Constitution de la république et canton du Valais du 14 septembre 1844, RL, t. 7, 1847, pp. 1-23.
- CV 1848 = Constitution du canton du Valais du 10 janvier 1848, RL, t. 8, 2^e éd., 1884, pp. 25-42.
- CV 1852 = Constitution du canton du Valais du 23 décembre 1852, RL, t. 9, 2^e éd., 1886, pp. 1-21.
- DV 1832a = Décret concernant les militaires des contingents qui s'absentent ou s'enrôlent au service étranger, du 12 mai 1832, RL, t. 5, 2^e éd., 1886, pp. 354-360.
- DV 1832b = Autorisation de recrutement pour le service de Rome, du 9 juin 1832, RL, t. 5, 2^e éd., 1886, pp. 361-364.
- DV 1832c = Décret sur la formation du premier contingent de landwehr, du 19 décembre 1832, RL, t. 5, 2^e éd., 1886, pp. 376-381.
- DV 1840 = Décret du 20 mai 1840, qui substitue un inspecteur des milices aux commandants d'arrondissement, RL, t. 6, 2^e éd., 1889, pp. 61-62.
- DV 1843 = Décret du 21 novembre 1843 instituant un tribunal militaire, RL, t. 6, 2^e éd., 1889, pp. 320-323.
- DV 1844 = Décret du 23 novembre 1844 additionnel au règlement militaire pour l'instruction des milices, RL, t. 7, 1847, pp. 31-35.
- DV 1845 = Décret du 14 février 1845 ordonnant l'armement général du pays, RL, t. 7, 1847, pp. 64-66.
- DV 1847 = Décret du 1^{er} juin 1847 réglant les avancements militaires, RL, t. 7, 1847, pp. 346-347.

- DV 1848 = *Décret du 8 août 1848 qui alloue aux officiers nommés à nouveau ou rappelés dans le contingent*, RL, t. 8, 2^e éd., 1884, pp. 68-69.
- LV 1817-19 = *Loi sur l'organisation militaire du 24 mai 1817, et des 6, 7 et 16 décembre 1819*, RL, t. 3, 2^e éd., 1890, pp. 213-252.
- LV 1850 = *Loi du 24 mai 1850 sur les attributions des préfets*, RL, t. 8, 2^e éd., 1884, pp. 251-254.
- LV 1853 = *Loi militaire du 1^{er} décembre 1853*, RL, t. 9, 2^e éd., 1886, pp. 103-142.
- LV 1856 = *Loi du 30 mai 1856 sur la réquisition des chevaux et mulets pour le service militaire*, RL, t. 9, 2^e éd., 1886, pp. 264-266.
- LV 1859 = *Loi militaire additionnelle du 24 mai 1859*, RL, t. 10, 1865, pp. 141-146.
- LV 1863 = *Loi du 18 novembre 1863 sur l'indemnité à payer pour les logements militaires et la nourriture des troupes*, RL, t. 10, 1865, pp. 310-311.
- LV 1866 = *Loi du 26 mai 1866 modifiant quelques articles des lois militaires des 1^{er} décembre 1853 et 24 mai 1859*, RL, t. 11, 1874, pp. 10-12.
- PV 1819 = *Proclamation sur la perception d'une taxe militaire du 19 janvier 1819*, RL, t. 3, 2^e éd., 1890, pp. 204-212.
- RV 1827 = *Règlement militaire du 10 décembre 1827*, RL, t. 5, 2^e éd., 1886, pp. 52-115.
- RV 1841a = *Règlement du Conseil d'Etat du 3 juillet 1841*, RL, t. 6, 2^e éd., 1889, pp. 187-196.
- RV 1841b = *Règlement militaire du canton du Valais du 23 novembre 1841*, RL, t. 6, 2^e éd., 1889, pp. 204-250.
- RV 1846 = *Règlement militaire de la république et canton du Valais du 6 juin 1846*, RL, t. 7, 1847, pp. 176-259.
- RV 1846a = *Bases de l'organisation de l'armée et règlement pour la landwehr cantonale de la république et canton du Valais du 5 juin 1846*, Sion, 1846, pp. 1 à 16.
- RV 1846b = *Précis des attributions et devoirs attachés aux divers grades et emplois de l'armée cantonale de la république et canton du Valais, du 5 juin 1846*, Sion, 1846, pp. 1 à 16.
- RV 1854 = *Règlement du 6 septembre 1854 pour les officiers de section*, RL, t. 9, 2^e éd., 1886, pp. 162-166.
- RV 1856 = *Règlement du 12 décembre 1856 sur la fanfare cantonale*, RL, t. 9, 2^e éd., 1886, pp. 408-413.
- RV 1862 = *Règlement du 28 mars 1862 concernant l'arsenal*, RL, t. 10, 1865, pp. 244-251.
- RV 1863 = *Règlement du 9 novembre 1863 sur la remise des armes aux militaires*, RL, t. 10, 1865, pp. 305-309.

INTRODUCTION

Aperçu de l'organisation militaire fédérale

Quand la Suisse, rénovée par le traité de Vienne, recouvre son indépendance en 1815, elle sait tirer la leçon des événements : son premier soin est de se constituer une force armée capable de faire respecter sa souveraineté et l'intégrité de son territoire.

Le pacte fédéral du 7 août 1815, les actes d'adhésion des nouveaux cantons et le règlement militaire général pour la Confédération suisse du 20 août 1817 sont les fondements juridiques de toute notre organisation militaire.

Le pacte fédéral pose les principes sur lesquels repose tout l'édifice et précise les obligations militaires des cantons ¹. Les actes d'adhésion reprennent ces principes en les appliquant à l'Etat intéressé ². Quant au règlement militaire de 1817, il fixe dans le détail les questions d'organisation, d'administration, d'armement, d'équipement et d'instruction des troupes. Il reste en vigueur jusqu'en 1850, ne subissant que de légères modifications en 1840, en 1845 et en 1846. Un nouveau règlement, mieux adapté aux circonstances, le remplace en 1850 et ce n'est qu'en 1875 qu'une loi militaire, fondée sur des principes entièrement nouveaux, crée véritablement l'armée fédérale telle que nous la connaissons de nos jours.

*

Le service militaire est obligatoire pour tous ³, mais ce principe n'est pas appliqué absolument. Les cantons organisent le recrutement conformément aux dispositions du pacte fédéral ⁴ et ils règlent à leur guise les cas de dispense. Ils sont également compétents pour conclure des capitulations militaires avec les puissances étrangères ⁵.

Le financement est du ressort de la Confédération. Les cantons y contribuent cependant par un « contingent en argent » ⁶. On crée aussi une caisse

¹ PF 1815, art. 1, 2 et 3.

² A 1815, art. 3 et 4.

³ RF 1817, art. 1.

⁴ PF 1815, art. 2.

⁵ *Ibidem*, art. 8.

⁶ *Ibidem*, art. 3.

de guerre alimentée par la perception d'un droit sur les marchandises importées en Suisse et destinée à couvrir les frais des levées de troupes.

*

L'autorité militaire suprême appartient à la Diète, puis, dès 1848, à l'Assemblée fédérale qui peut seule prendre les mesures nécessaires à la sécurité de la Confédération. C'est à elle qu'incombent l'administration, l'organisation et l'instruction de l'armée ⁷.

La Diète exerce la direction des affaires militaires fédérales par l'organe d'une « Commission d'inspection militaire » qui deviendra, à la réforme de 1840, le « Conseil fédéral de guerre ». Cette commission disparaît en 1850 ; son rôle est repris par le Conseil fédéral et par le Département militaire que crée la constitution de 1848.

*

Les hommes aptes au service sont répartis en deux contingents : le *contingent fédéral* et le *contingent cantonal*.

Le *contingent fédéral*, qui constitue l'armée fédérale à proprement parler, comprend deux classes : l'*élite*, composée des hommes les plus jeunes et les plus aptes au combat, et destinée à entrer la première en campagne ; et la *réserve*, formée des hommes qui ont achevé leur temps en élite et destinée à appuyer celle-ci ⁸.

Recrutées par les cantons conformément aux clauses du pacte fédéral, ces deux classes réunissent le 2 % des hommes valides et constituent, en 1819, un effectif de 67.516 hommes. Avec la réforme de 1850, où le pourcentage est porté à 3,5 %, l'effectif passe à 104.354 hommes. Ces effectifs doivent toujours être au complet et disponibles à tout instant.

L'élite et la réserve sont organisées, équipées et instruites par les cantons selon des normes minutieusement réglées par la Confédération.

Le *contingent cantonal*, appelé *landwehr*, est composé du solde des hommes aptes au service et non incorporés dans le contingent fédéral (respectivement 98 %, puis 96,5 %).

La *landwehr* est organisée, équipée et instruite par les cantons, sans aucune intervention de la Confédération.

Mais en 1831, la Diète fédérale, inquiète des événements internationaux, prélève sur les *landwehrs* cantonales un premier contingent destiné en prévision d'éventuels dangers, à renforcer les contingents fédéraux.

En 1848, la Confédération accentue la centralisation et régit toutes les *landwehrs* cantonales.

*

⁷ *Ibidem*, art. 8.

⁸ RF 1817, art. 1.

Le contingent fédéral est formé d'unités diverses, selon les armes : infanterie, carabiniers, génie, artillerie, cavalerie, train ⁹.

Les compagnies d'infanterie sont groupées en bataillons ¹⁰ ; ceux-ci le sont en brigades et celles-ci, auxquelles sont adjoints des détachements d'autres armes, en divisions. Ces formations et la nomination de leurs chefs sont du ressort de la commission d'inspection en temps de paix, du général en temps de guerre ¹¹.

Les compagnies de carabiniers, réparties isolément dans les brigades, sont à la disposition du haut commandement. Après 1840, on peut les grouper en bataillons, mais il faut attendre la loi du 23 décembre 1870 pour rencontrer des bataillons de carabiniers régulièrement constitués ¹².

*

De 1819 à 1850, l'instruction de toutes les armes est confiée aux cantons. La Confédération organise toutefois chaque deux ans, des camps fédéraux qui réunissent pendant une dizaine de jours les contingents de plusieurs cantons. Elle crée aussi à Thounne une école militaire pratique destinée à perfectionner les connaissances des cadres. Réservée d'abord aux officiers du génie et de l'artillerie, cette école s'augmente, en 1828, d'une classe spéciale pour les officiers d'autres armes. A partir de 1843, on y organise des cours centraux pour instructeurs cantonaux.

De 1850 à 1875, l'instruction de l'infanterie est confiée aux cantons tandis que celle des armes spéciales est assumée par la Confédération.

⁹ RF 1817, art. 2.

¹⁰ RF 1817, art. 7.

¹¹ Les régiments ne sont créés que par la loi de 1875 et les corps d'armée ne sont organisés qu'en 1891.

¹² RF 1817, art. 6.

CHAPITRE PREMIER

L'ORGANISATION MILITAIRE CANTONALE

I. Les Autorités militaires cantonales

La constitution valaisanne de 1815 confie le pouvoir législatif suprême à la Diète¹. Celle-ci vote donc et promulgue les lois et les règlements militaires ; elle nomme les officiers supérieurs et, jusqu'en 1848, elle est seule compétente pour conclure des capitulations avec des puissances étrangères.

*

Issu de la Diète, le Conseil d'Etat est la première autorité exécutive militaire du canton². Responsable de l'état de préparation technique et matérielle, il élabore et soumet à la ratification de la Diète les lois et les règlements dont il surveille l'application. Il lui présente les candidats aux grades d'officiers supérieurs ; il nomme lui-même les officiers jusqu'au grade de capitaine, les adjudants sous-officiers, les tambours-majors, les fourriers d'état-major³, l'inspecteur des milices, le commissaire des guerres et le directeur de l'arsenal⁴ ; il fixe les dates des revues et le lieu où elles sont organisées. En cas de besoin, le Conseil d'Etat peut disposer de la force armée, quitte à informer ensuite les autorités désénales des mesures qu'il a prises⁵.

*

Pour s'aider dans l'exécution de ses tâches le Conseil d'Etat crée, en 1826, une « Commission militaire » présidée par un de ses membres, que la loi de 1827 transforme en un département militaire cantonal⁶. Responsable

¹ CV 1815, art. 14.

² LV 1817-19, art. 58.

³ LV 1817-19, art. 108 à 112.

⁴ LV 1846, art. 80.

⁵ CV 1815, art. 35.

⁶ LV 1827, art. 48, 49 et 50 ; LV 1841, art. 56 et 57 ; LV 1846, art. 46 et 47 ; LV 1854, art. 1.

du bon fonctionnement de tous les détails du service, ce département se soumet au Conseil d'Etat qui exerce un droit de contrôle sur sa gestion et qui peut lui adjoindre une commission chargée de l'examen d'affaires bien déterminées ⁷.

Le département nomme les officiers de ronde, les sous-officiers de l'état-major cantonal, l'officier et le maître de musique et le personnel d'instruction ⁸. Après 1844, il lui incombe d'organiser les revues et les exercices ⁹ et, après 1854, il pourvoit au ravitaillement en munitions et à la fourniture de l'armement et de l'équipement des troupes ¹⁰.

*

A partir de 1841, nos autorités militaires centrales sont complétées par la création d'un poste de commissaire des guerres et d'un directeur de l'arsenal.

Le commissaire des guerres est chargé, lors des rassemblements de troupes, d'en contrôler les effectifs, de pourvoir à leur transport et à leur entretien et de tenir à jour le registre des mutations. Il réquisitionne les chevaux de l'artillerie et du train ; il vérifie et arrête la comptabilité des corps levés ; il contrôle et règle les comptes des fournisseurs. Il établit et approvisionne les hôpitaux militaires qu'il administre. Responsable de sa gestion devant le Conseil d'Etat, il reste en constant rapport avec l'administration fédérale dont il reçoit les instructions. Lors des levées de troupes pour un service d'instruction, il doit informer le commissaire des guerres en chef des mesures qu'il a prises ¹¹. En cas de guerre, il passe sous les ordres directs du chef de l'état-major cantonal et il adresse aux commissaires des guerres, qui lui sont subordonnés, ses directives pour la bonne marche de l'administration de leurs unités.

Le directeur de l'arsenal est responsable de tout le matériel entreposé dans les magasins de l'Etat. Il en tient à jour les registres et, chaque trimestre, il arrête sa comptabilité qu'il soumet au département militaire avec un rapport. Chaque année, il adresse au département militaire un inventaire général des magasins. Il dispose d'un garde-magasin, d'un maître armurier et d'un maître tailleur ainsi que de sous-directeurs chargés de la surveillance et de l'entretien des dépôts isolés ¹². En 1862, un règlement sur l'arsenal précise tous les détails de l'administration de l'arsenal cantonal ¹³.

*

⁷ LV 1841, art. 56 et 57.

⁸ LV 1827, art. 71 et 72 ; LV 1841, art. 90 et 91 ; LV 1846, art. 85, 86 et 87 ; LV 1854, art. 30.

⁹ LV 1846, art. 132 et 143.

¹⁰ LV 1854, art. 1.

¹¹ LV 1841, art. 73 à 77 ; LV 1846, art. 66 à 72 ; LV 1854, art. 3.

¹² LV 1841, art. 78 ; LV 1846, art. 73, 74 et 75 ; LV 1854, art. 3.

¹³ RV 1862.

Pour faire face à leurs tâches multiples, le Conseil d'Etat puis le département militaire disposent de fonctionnaires : les commandants d'arrondissements, puis l'inspecteur des milices.

Les commandants d'arrondissement, choisis parmi les officiers supérieurs de la milice ou parmi les officiers rentrés du service étranger, sont les représentants de l'autorité cantonale à laquelle ils sont directement subordonnés. Responsables de l'organisation et de la préparation militaires de la troupe, ils sont les véritables chefs de l'arrondissement qui leur est confié ¹⁴.

Un décret du Grand Conseil, du 20 mai 1840 ¹⁵, supprime les postes de commandants d'arrondissement pour créer celui d'inspecteur des milices. Nommé pour une période de deux ans et choisi parmi les officiers brevetés par le Grand Conseil, l'inspecteur des milices assume les obligations des commandants d'arrondissement qu'il exerce dans toute l'étendue du canton. Il est en même temps directeur de l'école militaire et, en cas de mobilisation, il prend les mesures nécessaires pour la levée et la concentration des troupes mises sur pied. Chaque année, il adresse son rapport au département militaire ¹⁶.

Détail curieux : alors que les commandants d'arrondissement avaient le grade de colonel, l'inspecteur des milices n'a que celui de lieutenant-colonel et ce n'est qu'après avoir fonctionné pendant trois ans qu'il peut aspirer au grade supérieur ¹⁷.

Le poste d'inspecteur des milices est supprimé à son tour en 1853 quand le département militaire reprend à son compte les attributions de cet officier ¹⁸.

*

Les commandants d'arrondissement puis l'inspecteur des milices correspondent avec les communes sous leur juridiction par le truchement des présidents de dizains. Ils forment avec eux un « Conseil d'administration militaire » qui devient, en 1827, un « Conseil de recrutement », chargé de traiter toutes les questions relatives au recrutement et aux taxes militaires. Ce conseil subsiste sans changements jusqu'en 1875 ¹⁹.

*

Les commandants d'arrondissement et l'inspecteur des milices ont à leur tour sous leurs ordres des employés destinés à les seconder dans l'accomplissement de leurs tâches.

¹⁴ LV 1817-19, art. 59, 60 et 107 ; LV 1827, art. 51 et 60.

¹⁵ DV 1840.

¹⁶ LV 1841, art. 58 à 66, 80 ; LV 1846, art. 48 à 55, 77.

¹⁷ LV 1841, art. 66.

¹⁸ LV 1854, art. 46 et 47.

¹⁹ LV 1817-19, art. 61, 62 et 63 ; LV 1827, art. 53 et 54 ; LV 1841, art. 96 ; LV 1846, art. 89 ; LV 1854, art. 43.

Le secrétaire d'arrondissement, choisi en règle générale dans le corps des officiers et nommé par le Conseil d'Etat, est chargé de la tenue des rôles militaires et de la gestion de la caisse. A chaque mutation, il dresse une liste à l'intention du département militaire avec un double pour son commandant. Il adresse à chaque capitaine un état nominatif de sa compagnie et aux présidents des communes l'état militaire de leurs ressortissants. Le secrétaire est exempt de tout autre service pendant la durée de ses fonctions. Il reçoit un traitement annuel de Fr. 150.— outre le 2 % de ses recettes. Les secrétaires d'arrondissement disparaissent en 1841 ²⁰.

Dans chaque section, un officier choisi par le commandant d'arrondissement et nommé par le département militaire, est chargé de tout ce qui concerne l'instruction, l'armement, l'habillement et l'équipement. Directement subordonné au commandant d'arrondissement puis à l'inspecteur des milices, il ne reçoit d'ordre que de lui et il lui adresse ses rapports. Il surveille l'instruction de la troupe en effectuant des contrôles à l'époque des exercices. Les autorités désénales et communales lui doivent obéissance en matière militaire. Il inspecte l'armement et l'équipement. Il signale à son supérieur les communes qui font preuve de négligence ou de mauvaise volonté dans l'accomplissement de leurs obligations. Après 1841, il reprend les attributions du secrétaire d'arrondissement.

A partir de 1846, il est compétent pour accorder des congés jusqu'à un mois moyennant qu'il en informe l'inspecteur des milices. A cette époque, il prend alors le titre d'« officier de quartier » pour devenir, en 1854, « officier de section ».

Dès 1854, l'inspecteur des milices ayant été supprimé, l'officier de section passe directement sous les ordres du département militaire. Un règlement du Conseil d'Etat, du 6 septembre 1854, précise ses attributions. Il préside aux inspections et aux enquêtes sans que nul n'ait le droit de l'entraver dans l'exercice de ses fonctions. Devenu le véritable chef militaire de sa section, il est compétent pour infliger amendes et punitions et il peut faire appel à la gendarmerie en cas de nécessité ²¹.

*

En 1860, la tâche de l'officier de section étant devenue de plus en plus complexe et absorbante, le Conseil d'Etat lui adjoint dans chaque commune un « commis militaire » chargé de tenir les rôles militaires, de faire l'appel des hommes mis sur pied lors des levées de troupes, de retirer les objets d'équipement qui doivent faire retour à l'arsenal, de passer une avant-revue des hommes de sa commune le dimanche précédant les revues de section, de veiller à ce que les ressortissants de sa commune, désignés comme cadres dans les écoles fédérales et cantonales, se rendent à temps au lieu de rendez-vous. Choisi par le département militaire parmi les officiers ou les

²⁰ LV 1817-19, art. 66 à 69 ; LV 1827, art. 58.

²¹ LV 1817-19, art. 122 ; LV 1827, art. 52 ; LV 1841, art. 67 à 72 ; LV 1846, art. 58 à 65 ; LV 1854, art. 4.

sous-officiers de chaque commune, il est sous les ordres directs de l'officier de section dont il est le plus proche collaborateur ²².

L'institution des officiers de section et des commis militaires disparaît en 1875, au moment de la reprise par la Confédération de toute l'organisation militaire.

II. Les subdivisions militaires

La loi de 1819 divise le Valais en trois arrondissements subdivisés à leur tour en sections. On y trouve un arrondissement de deux sections et deux arrondissements de trois sections.

L'arrondissement oriental comprend les dizains de Conches et de Brigue (section N° 3), de Viège et de Rarogne (section N° 6) ; celui du Centre, les dizains de Loèche et de Sierre (section N° 8), de Sion et de Conthey (section N° 2), d'Hérens (section N° 5) ; l'arrondissement occidental, les dizains de Martigny (section N° 7), d'Entremont (section N° 1), de Saint-Maurice et de Monthey (section N° 4) ²³.

Cette division subsiste dans ses grandes lignes jusqu'en 1875. En 1827, l'arrondissement du Centre est amputé du dizain de Loèche qui passe à l'arrondissement oriental ; la section N° 3 est formée des dizains de Conches, de Brigue et de Rarogne oriental ; la section N° 6, de ceux de Viège, de Loèche et de Rarogne occidental, et le dizain de Sierre forme à lui tout seul la section N° 8 ²⁴.

La loi de 1841 supprime les arrondissements. Elle maintient les sections qui conservent leur ancienne composition, sauf la section N° 2 qui est formée des communes de Conthey, de Chamoson, d'Ardon, de Sion, de Savièse et d'Arbaz, et la section N° 5 qui comprend le dizain d'Hérens et les communes de Nendaz, de Bramois, de Salins et de Veysonnaz ²⁵.

Avec la loi de 1846 les arrondissements renaissent sensiblement modifiés et divisés uniformément en deux sections subdivisées chacune en deux quartiers.

Ces nouveaux arrondissements ont la composition suivante : l'arrondissement oriental comprend les dizains de Conches, de Brigue, de Viège, de Rarogne, de Loèche et les 10 communes suivantes du dizain de Sierre : Grimentz, Miège, Venthône, Mollens, Randogne, Montana, Saint-Luc, Chandolin, Ayer, Saint-Jean ; celui du Centre est formé des dizains de Sion, d'Hérens, de Conthey, des 18 communes suivantes du dizain de Sierre : Sierre, Veyras, Lens, Chermignon, Icogne, Chalais, Chippis, Grône, Granges, Saint-Léonard, et des 8 communes suivantes du dizain de Martigny : Riddes, Isérables, Saxon, Leytron, Fully, Saillon, Charrat et Martigny-Ville ; l'arrondis-

²² AV 1860 a.

²³ LV 1819, art. 11 et 12.

²⁴ LV 1827, art. 10 et 11.

²⁵ LV 1841, art. 11.

sement occidental se compose des dizains d'Entremont, de Saint-Maurice, de Monthey et du solde de celui de Martigny.

Les quartiers sont formés des communes les plus rapprochées les unes des autres de manière telle que les fusiliers qu'elles fournissent au contingent fédéral forment, une fois réunis, l'effectif d'une compagnie. Ils sont numérotés, dans le cadre de leur arrondissement, de 1 à 4²⁶.

Le Conseil d'Etat peut transférer une ou plusieurs communes d'un arrondissement dans un autre lorsqu'un recensement démontre la rupture de l'équilibre établi par cette nouvelle répartition²⁷.

La loi de 1853 conserve cette division et se contente de supprimer les quartiers pour ne conserver que les sections. Cette organisation subsiste sans changement jusqu'à l'entrée en vigueur, en 1875, de la loi fédérale de 1874²⁸.

²⁶ LV 1846, Tab.

²⁷ LV 1846, art. 8 à 11.

²⁸ LV 1853, art. 19, Tab.

CHAPITRE II

L'OBLIGATION DE SERVIR ET LE RECRUTEMENT

I. Généralités

1. *L'obligation de servir*

« Par une obligation héréditaire, tout Suisse en état de porter les armes est soldat et tenu au service militaire pour la défense de la patrie. »

C'est en ces termes que la loi fédérale de 1817 (art. 1) proclame l'obligation de servir. Les lois valaisannes la reprennent et l'appliquent aussi bien aux étrangers domiciliés depuis six ans et aux confédérés « domiciliés sur le territoire du Valais et y jouissant du droit de cité et de manance perpétuelle » qu'aux citoyens valaisans¹.

De 1819 à 1846, la durée de cette obligation est fixée de 18 à 50 ans². La loi de 1846 l'étend de 16 à 60 ans³. Elle reprend en cela un article de la loi de 1827 sur la levée en masse⁴ et le décret du 14 février 1845 sur l'armement général du pays⁵. Après la crise du Sonderbund, la loi valaisanne de 1853, d'accord avec la loi fédérale, ne soumet plus à l'obligation de servir que les hommes de 20 à 44 ans⁶.

Quant à la durée de cette obligation, la loi de 1819 stipule qu'on doit servir dans l'élite ou dans la réserve « aussi longtemps qu'on n'y est pas remplacé »⁷. A partir de 1827, la loi ordonne douze ans de service, dont six en élite et autant dans la réserve. En cas de nécessité cette obligation peut être prolongée⁸. La loi de 1853 semble rétrograder. Elle prévoit que le passage d'une classe à l'autre a lieu chaque année pour les hommes du même âge en nombre égal à celui des recrues entrant en élite. Elle établit en outre que

¹ LV 1817-19, art. 1 ; LV 1827, art. 1 ; LV 1841, art. 1 ; LV 1846, art. 1 ; LV 1853, art. 5.

² LV 1817-19, art. 2 ; LV 1827 et 1841, art. 1.

³ LV 1846, art. 1.

⁴ LV 1827, art. 9 : « dans le cas d'une levée en masse pour la défense de la patrie, tout individu de 16 à 60 ans est tenu de marcher ».

⁵ DV 1845, art. 1.

⁶ LV 1853, art. 22.

⁷ LV 1817-19, art. 50.

⁸ LV 1827, art. 28 ; LV 1841, art. 38 ; LV 1846, art. 29.

les hommes les plus jeunes d'une classe y seront retenus lorsque, sans cette opération, l'effectif du contingent serait incomplet⁹.

Ainsi, chacun a l'obligation théorique de servir ; il en est tout autrement en pratique.

Les cas de dispense sont aussi nombreux que variés ; ils sont motivés par des fonctions, par des charges de famille, par des marques d'infamie, par des infirmités, etc.

Les membres des autorités législatives, exécutives et judiciaires, les ecclésiastiques, les présidents de commune, l'ingénieur des ponts et chaussées, le directeur des postes aux lettres et le maître de la poste aux chevaux sont exemptés de tout service¹⁰. Cette exemption est étendue en 1827 aux professeurs de l'Ecole de droit, aux régents et aux étudiants des écoles publiques¹¹. La loi de 1846 et celle de 1853 réduisent quelque peu le nombre des cas¹². Quant aux ecclésiastiques et aux médecins, chirurgiens et pharmaciens, tout d'abord versés en landwehr et exemptés de tout service en élite et en réserve¹³, ils peuvent, dès 1827, être astreints aux obligations militaires à la condition qu'ils fonctionnent dans l'exercice de leur ministère ou de leur profession¹⁴.

Sont également exemptés les enfants, soutiens de parents âgés ou infirmes, les veufs chargés d'enfants en bas âge, les orphelins responsables de l'entretien de frères et sœurs¹⁵. Dans les familles nombreuses où ils vivent en commun avec leurs parents, la moitié des enfants seulement sont incorporés au contingent fédéral ; les autres le sont à la landwehr¹⁶. Lorsque disparaît le motif sur lequel sont fondées ces exceptions, l'obligation de servir reprend vigueur¹⁷.

Les individus privés de l'exercice du droit de cité ou frappés de peines infamantes sont exclus des rangs du contingent fédéral¹⁸.

D'autres cas exceptionnels sont des causes de réforme : défaut de taille, hernies, surdité et surtout bégaiement, très fréquents à cette époque dans nos vallées.

A ces motifs de dispense, certaines communes en ajoutent d'autres : ainsi celle de Bourg-Saint-Pierre demande en 1820 l'exemption d'un certain Jean-Bruno Dorsaz, en âge d'entrer en élite, « attendu qu'il est le tambour de la commune, ce qu'il ne pourrait plus être dans ce cas, et la commune aurait de nouveaux frais pour en instruire un nouveau »¹⁹.

Quant aux militaires rentrés du service étranger, ils sont incorporés

⁹ LV 1853, art. 23.

¹⁰ LV 1817-19, art. 13.

¹¹ LV 1827, art. 38 ; LV 1841, art. 44.

¹² LV 1846, art. 32 ; LV 1853, art. 6.

¹³ LV 1817-19, art. 13 et 16.

¹⁴ LV 1827, art. 43 ; LV 1841, art. 50 ; LV 1846, art. 38 ; LV 1853, art. 6.

¹⁵ LV 1817-19, art. 16 ; LV 1827, art. 39 ; LV 1841, art. 46 ; LV 1846, art. 35.

¹⁶ LV 1817-19, art. 15 ; LV 1827, art. 42 ; LV 1841, art. 49 ; LV 1846, art. 36.

¹⁷ LV 1827, art. 40 ; LV 1841, art. 47 ; LV 1846, art. 37.

¹⁸ LV 1827, art. 46 et 47 ; LV 1841, art. 54 et 55 ; LV 1846, art. 45.

¹⁹ Protocole des séances de la diète 1820.

dans le corps de troupe où leur âge les appellerait et ils y servent avec le grade qu'ils ont acquis à l'étranger ²⁰.

2. *Le service étranger*

Qu'en est-il du service étranger ?

Le Valais, à la Restauration, fournit à la France deux compagnies d'infanterie et une de grenadiers à la garde royale sans compter une compagnie au 2^e régiment suisse de ligne.

Par la capitulation du 11 août 1826 ²¹, le Valais s'engage à fournir au royaume de Naples un bataillon d'infanterie de 726 hommes pour le 3^e régiment de ligne, et, par l'arrêté du 9 juin 1832 ²², la diète cantonale autorise le recrutement de quatre compagnies pour le 2^e régiment suisse au service du Saint-Siège.

Les autorités, cependant, ne tardent pas à prendre conscience du danger que fait courir à « la puissance défensive du pays » le départ de la jeunesse pour le service étranger. Aussi jugent-elles bon de soumettre les engagements à des règles de plus en plus draconiennes.

Un arrêté sur le recrutement des corps capitulés, du 16 mars 1821, interdit tout engagement pour les hommes incorporés en élite ainsi qu'aux musiciens, tambours et trompettes de réserve ²³. Cette mesure s'étend, avec la loi de 1827, aux carabiniers et chasseurs qui n'ont pas accompli au moins six ans de service ²⁴. Dès 1841, elle atteint tout le contingent fédéral et la 1^{re} landwehr ²⁵ et, après 1846, les recrues ²⁶.

Les hommes qui s'engagent en dépit des interdictions, de même que les sergents recruteurs, sont passibles des peines les plus sévères pouvant aller jusqu'à une amende de Fr. 150.— et quatre mois de détention, pour les hommes de l'élite ; à une amende de Fr. 80.— et deux mois de détention pour ceux de la réserve ²⁷.

Le service étranger est interdit par l'arrêté du 2 juillet 1849 ²⁸ ; ce n'est toutefois qu'avec l'entrée en vigueur de la constitution fédérale de 1874 (art. 11) que les capitulations seront définitivement supprimées.

3. *Financement de l'organisation cantonale*

Le financement de l'organisation militaire pose un problème qui ne peut échapper aux autorités.

²⁰ LV 1817-19, art. 49 ; LV 1827, art. 65 ; LV 1841, art. 87 ; LV 1846, art. 82.

²¹ H. Ganter, *Histoire du service militaire des régiments suisses à la solde de l'Angleterre, de Naples et de Rome*, Genève, s. d., pp. 57-60.

²² DV 1832 b.

²³ AV 1821 b, art. 1.

²⁴ LV 1827, art. 35.

²⁵ LV 1841, art. 42.

²⁶ LV 1846, art. 43.

²⁷ DV 1832a, art. 2.

²⁸ AV 1849a.

Le pacte fédéral de 1815 prévoit un « contingent en argent » à verser par les cantons. Le Valais, pour sa part, est taxé pour un montant de Fr. 9600.—²⁹.

Ce problème revêt, en Valais, un double aspect. Il s'agit d'un côté, de faire face aux dettes accumulées depuis des années à la suite du passage incessant des armées étrangères ; il faut en outre permettre à l'Etat de satisfaire aux obligations contractées et aux dépenses qu'exige la réorganisation complète de nos milices.

Le premier de ces aspects sort de notre sujet et ne retiendra pas notre attention. Quant au second, une proclamation du Conseil d'Etat du 19 janvier 1819 demande un montant annuel de Fr. 24000.— payable par les citoyens non appelés à servir dans le contingent fédéral. Cette somme est répartie entre les arrondissements dans la proportion des hommes qu'ils ont à fournir. L'arrondissement oriental versera Fr. 5608.— ; celui du Centre, Fr. 8708.— et l'arrondissement occidental, Fr. 9784.—. Ces sommes sont réparties entre les dizains puis entre leurs communes dont les autorités établissent la liste des administrés touchés par cette mesure³⁰.

La moitié des sommes ainsi perçues est versée dans la caisse de l'arrondissement ; l'autre revient aux communes³¹.

En cas de conflit, le Conseil d'Etat arbitre sans que le recours pendant soit un motif de retard dans le recouvrement de la taxe³².

En 1820 déjà, cette taxe doit être ramenée à Fr. 12000.— « vu la pénurie de numéraire qui résulte du bas prix des denrées et du bétail, ainsi que de la stagnation du commerce »³³.

Avec la loi de 1827 le système se simplifie. Les recrues, aptes au service mais exemptées par la faveur du sort, doivent payer un montant proportionné à leur fortune. Les réformés payent une taxe de Fr. 1.— à 32.—, et les hommes qui demandent leur réforme ou qui se font remplacer doivent acquitter un montant allant de 5 batz à Fr. 50.—. Les pères et mères sont solidairement responsables des taxes dues par les enfants qu'ils ont sous leur puissance. Les taxes dues par les recrues et les réformés sont acquises aux communes ; les autres le sont à l'Etat, ainsi que les amendes statuées par le code de discipline³⁴.

²⁹ PF 1815, art. 3.

³⁰ PV 1819, art. 1 à 8.

³¹ PV 1819, art. 10 et 11.

³² PV 1819, art. 15 et 16.

³³ AV 1821a, art. 1 à 5.

³⁴ LV 1827, art. 219 à 229 ; LV 1841, art. 196 à 205 ; LV 1846, art. 205 à 212.

II. Le recrutement

1. *Autorités de recrutement*

La loi de 1817-1819 ne crée pas d'autorités de recrutement à proprement parler. Le conseil d'administration militaire qu'elle prévoit a charge, entre autres attributions, de s'occuper des demandes en exemption, des questions de réforme et de réclamations en fait de taxes militaires ³⁵.

Par contre, la loi de 1827 institue un conseil de recrutement qui subsistera jusqu'en 1875. Ce conseil est composé du commandant de l'arrondissement, puis de l'inspecteur des milices, du président du dizain, d'un officier supérieur et d'un secrétaire. Un chirurgien-major et l'officier de ronde assistent à ses séances. L'officier supérieur et le chirurgien-major sont désignés par le Conseil d'Etat. Le chirurgien-major examine les recrues qui demandent leur réforme pour des motifs non apparents ; le secrétaire tient les rôles et en dresse un double à l'intention du département militaire et un autre à celle du commandant d'arrondissement. Il adresse également à chaque capitaine un état des hommes de sa compagnie et un tableau des militaires de la commune au président et au commis d'exercice. L'officier de ronde, qui assiste le secrétaire, a voix consultative au conseil ³⁶.

Après 1846, le commandant et le chirurgien du bataillon, que l'arrondissement fournit au contingent fédéral, fonctionnent en lieu et place des officiers auparavant désignés par le Conseil d'Etat ³⁷. Dès 1853, après la suppression du poste d'inspecteur des milices, c'est le commandant du bataillon fédéral de l'arrondissement qui préside le conseil de recrutement. Un médecin nommé par le département militaire, l'officier de section et le secrétaire du département militaire l'assistent ³⁸.

2. *Le recrutement*

Le recrutement a lieu sur la base du tirage au sort et du volontariat.

Le tirage au sort se fait par commune ; tous les jeunes gens ayant atteint l'âge réglementaire, qu'ils soient absents ou présents, sont tenus d'y participer. Les parents ou, à leur défaut, le président ou le délégué de la commune tirent au sort pour les absents. Sont seuls dispensés ceux qui auraient déjà obtenu leur réforme ou qui sont notoirement reconnus incapables de servir ³⁹. Le tirage au sort, précédé d'un appel, se fait en commençant par les plus jeunes ⁴⁰.

³⁵ LV 1817-19, art. 62 et 63.

³⁶ LV 1827, art. 53 et 54 ; LV 1841, art. 96 et 97.

³⁷ LV 1846, art. 89 et 90.

³⁸ LV 1853, art. 44.

³⁹ LV 1827, art. 85 ; LV 1841, art. 107 ; LV 1846, art. 94 et 97.

⁴⁰ LV 1846, art. 94.

Les hommes qui, par quelque moyen illicite, cherchent à échapper à leurs obligations militaires, sont privés des faveurs du sort et sont les premiers incorporés dans l'élite avec obligation de s'habiller et de s'équiper à leurs frais ou de payer une amende de Fr. 50.—. S'ils n'en ont pas les moyens, ils sont passibles de deux mois de prison au maximum. Si, par l'effet de leur tentative, ils ont été rendus inaptes au service, ils sont remplacés à leurs frais et ils doivent en outre payer une amende de Fr. 100.—. A défaut, ils sont passibles d'une peine de prison de un à deux ans ⁴¹.

Les volontaires doivent ne pas avoir moins de 21 ni plus de 38 ans et être bien constitués. Le département militaire peut cependant déroger à cette règle en autorisant l'admission de volontaires au-dessous de l'âge prescrit ⁴². Le règlement de 1846 n'admet que des jeunes gens n'ayant pas encore atteint l'âge de tirer au sort. Ils sont alors portés en décharge de leur commune ; leur service, toutefois, ne commence à compter qu'à partir du moment où ils ont atteint l'âge prescrit ⁴³.

Les hommes désignés par le sort pour l'élite ou la réserve, les sous-officiers et les soldats déjà incorporés peuvent se faire remplacer. Le remplaçant doit être choisi dans le même arrondissement et dans la même section que le remplacé. Il doit posséder les mêmes aptitudes que lui et être agréé par le capitaine et par le commandant d'arrondissement ou par l'inspecteur des milices ⁴⁴. Ne peuvent être admis que des hommes ne dépassant pas l'âge de 38 ans pour l'élite, 44 ans pour la réserve et 60 ans pour la landwehr ⁴⁵. Après 1841 la loi n'admet pas comme remplaçants des hommes qui ne pourraient terminer les années de service qu'ils doivent faire pour le remplacé avant d'avoir atteint l'âge de 47 ans ⁴⁶.

Quant aux officiers, leur remplacement ne peut être accepté qu'après 17 années de service pour les officiers supérieurs, 12 ans de service pour les autres officiers. Les officiers ne sont autorisés à remplacer un fils ou un frère qu'à la condition qu'eux-mêmes aient rempli leurs obligations personnelles de service ⁴⁷.

Le remplacement n'est pas temporaire. Il s'étend sur toute la période des obligations militaires du remplacé. Celui-ci, cependant, est responsable de son remplaçant en cas de désertion ou de renvoi du corps ⁴⁸.

Les remplacements pour l'élite et pour la réserve ne peuvent avoir lieu, en règle générale, que devant le conseil de recrutement. Pour la landwehr, ils se font devant le commandant d'arrondissement, puis devant l'inspecteur des milices et l'officier de ronde. Si, toutefois, un soldat désire se faire remplacer dans l'intervalle d'un conseil de recrutement à l'autre, il doit se

⁴¹ LV 1827, art. 86 ; LV 1841, art. 108 ; LV 1846, art. 100.

⁴² LV 1827, art. 81 ; LV 1841, art. 103.

⁴³ LV 1846, art. 97.

⁴⁴ LV 1817-19, art. 55 ; LV 1827, art. 102 et 104 ; LV 1841, art. 125 et 127 ; LV 1846, art. 119 et 121.

⁴⁵ LV 1827, art. 104.

⁴⁶ LV 1841, art. 127 ; LV 1846, art. 121.

⁴⁷ LV 1827, art. 105 ; LV 1841, art. 128 ; LV 1846, art. 119 et 122.

⁴⁸ LV 1817-19, art. 56 ; LV 1827, art. 106, 107 et 108 ; LV 1841, art. 129, 130 et 131 ; LV 1846, art. 123, 124 et 125.

présenter avec son remplaçant devant l'inspecteur des milices qui l'y autorise sur préavis de l'officier de ronde et moyennant l'approbation du département militaire ⁴⁹.

Le remplacement est supprimé par la loi fédérale de 1850.

3. *Opérations de recrutement*

Le recrutement a lieu chaque deux ans, en février ou en mars, dans les chefs-lieux de commune ⁵⁰. Après 1853, il a lieu en automne, en des lieux centralisés, choisis pour le rendre plus facile et plus rapide ⁵¹.

La loi de 1817-19 prévoit un système des plus simples : les conseils de dizain répartissent entre les communes de leur ressort le contingent qui leur est assigné. Chaque année, dans la première quinzaine de janvier, ces conseils dressent la liste de leurs ressortissants qui ont atteint leur dix-huitième année au 1^{er} janvier précédent et ils l'adressent au commandant d'arrondissement qui les porte sur le rôle des recrues. Aux avant-revues de printemps, les recrues qui ont atteint leur vingtième année sont incorporées dans l'élite fédérale ; les soldats les plus âgés de l'élite passent en réserve et ceux de la réserve passent en landwehr. Ainsi, les effectifs sont continuellement tenus au complet. Aux revues d'inspection, les recrues qui ont quelque motif d'exemption ou de réforme à faire valoir, se présentent au conseil d'administration ⁵².

Après 1827, avec la création du conseil de recrutement, les opérations sont réglées jusque dans les moindres détails. Le conseil de recrutement, sur convocation du commandant d'arrondissement, puis de l'inspecteur des milices, révise et rectifie au besoin les tableaux militaires dressés par les communes ; il fait procéder au tirage au sort et il incorpore les recrues dans les différentes armes ⁵³. A chaque fois, l'élite se renouvelle par tiers, puis par sixième ⁵⁴. Le nombre de recrues assignées à chaque dizain est réparti entre les communes de façon à ne causer ni excédent ni déficit. S'il arrive qu'une commune n'ait pas assez de recrues pour le nombre de soldats qu'elle doit fournir, on rappelle les recrues incorporées en landwehr lors du tirage précédent ⁵⁵. Le tirage au sort doit avoir lieu même s'il y a suffisamment de volontaires, ceci afin de régler, en cas de rappel, le rang des recrues incorporées en landwehr ⁵⁶. Si un homme désigné par le sort pour entrer dans le contingent fédéral est absent du canton pour plus d'une année, il est remplacé par la recrue qui a tiré le numéro le moins élevé en landwehr ; à son retour, il doit reprendre sa place si son remplaçant le demande ; dans le cas contraire, le Conseil d'Etat fixe le montant de l'indemnité qu'il doit verser à son remplaçant ⁵⁷.

⁴⁹ LV 1817-19, art. 57 ; LV 1827, art. 103 ; LV 1841, art. 126 ; LV 1846, art. 120.

⁵⁰ LV 1827, art. 77 ; LV 1841, art. 97 ; LV 1846, art. 90.

⁵¹ LV 1853, art. 43.

⁵² LV 1817-19, art. 25, 51, 52, 53 et 54.

⁵³ LV 1827, art. 53 et 55 ; LV 1841, art. 97 et 98 ; LV 1846, art. 90 et 91.

⁵⁴ LV 1827, art. 79 ; LV 1841, art. 101 ; LV 1846, art. 93.

⁵⁵ LV 1827, art. 79 ; LV 1841, art. 113 ; LV 1846, art. 93 et 105.

⁵⁶ LV 1827, art. 84 ; LV 1841, art. 106 ; LV 1846, art. 95.

⁵⁷ LV 1827, art. 87 ; LV 1841, art. 109 ; LV 1846, art. 101.

Une fois les opérations de recrutement terminées, le secrétaire de la commission dresse le rôle militaire de la commune et en remet un double au président.

Quand, après la clôture des opérations de recrutement, il se trouve une différence entre le nombre des billets et celui des participants, l'opération est déclarée nulle et doit être recommencée à moins que cette différence ne soit due à une faute et qu'il ne soit possible de déterminer le moment où elle a eu lieu. Dans ce cas, les recrues ayant tiré au sort avant ce moment restent au bénéfice du sort et les autres, seules, doivent recommencer l'opération ⁵⁸.

Il peut être interjeté appel dans la quinzaine auprès du Conseil d'Etat des décisions du conseil de recrutement ⁵⁹.

4. Incorporation des recrues

L'incorporation des recrues dans les classes d'âge se fait suivant le numéro tiré par chacune. Celles qui ont tiré les numéros les plus bas sont incorporées en élite selon l'ordre et jusqu'au complètement de ce corps. Les soldats que se trouvent être en excédent en élite, par suite de l'incorporation des recrues, passent en réserve. Les recrues qui ont tiré les numéros les plus élevés sont versées en landwehr ⁶⁰.

Si une recrue a été oubliée dans le présent tirage ou dans un tirage précédent, on la fait tirer séparément en lui donnant les mêmes chances qu'à ses camarades, et elle est intercalée selon le rang que lui donne son numéro. Il en est de même pour les jeunes gens nouvellement établis dans le canton ⁶¹.

Les jeunes gens qui ont été réformés précédemment et qui sont devenus par la suite aptes au service sont placés en landwehr à moins qu'ils ne soient encore dans les deux premières années où l'âge les appellerait en élite ⁶². Les militaires qui changent de domicile continuent à faire partie du contingent de leur ancienne commune jusqu'au prochain renouvellement des rôles ⁶³. Les officiers attachés à une compagnie autre que celle de leur section comptent pour leur commune de domicile aussi longtemps que l'âge les retient dans le contingent fédéral. Ils sont ensuite portés en décharge de la commune pour laquelle ils ont été nommés ⁶⁴. S'ils changent de domicile, ils restent attachés au corps dans lequel ils se trouvent aussi longtemps qu'ils ne sont pas appelés dans un des corps dont font partie les contingents du lieu de leur nouveau domicile ⁶⁵.

⁵⁸ LV 1827, art. 88 ; LV 1841, art. 110 ; LV 1846, art. 102.

⁵⁹ LV 1827, art. 56 ; LV 1841, art. 99 ; LV 1846, art. 92 ; LV 1853, art. 45.

⁶⁰ LV 1827, art. 82 et 83 ; LV 1841, art. 104 et 105 ; LV 1846, art. 98 et 99.

⁶¹ LV 1827, art. 89 et 90 ; LV 1841, art. 111 et 112 ; LV 1846, art. 103 et 104.

⁶² LV 1827, art. 93 ; LV 1841, art. 115 ; LV 1846, art. 107.

⁶³ LV 1827, art. 94 ; LV 1841, art. 116 ; LV 1846, art. 108.

⁶⁴ LV 1827, art. 95 ; LV 1841, art. 117.

⁶⁵ LV 1846, art. 112.

Une fois le tirage au sort terminé et les recrues réparties dans les différentes classes, le conseil de recrutement procède à leur incorporation. La plupart des nouveaux soldats sont versés dans les fusiliers. Le choix des chasseurs, carabiniers, et soldats du train demande, par contre, plus de soins ; à tel point qu'il est, en 1819, du ressort du commandant d'arrondissement en personne sur présentation du conseil de dizain ⁶⁶.

Les carabiniers doivent être de constitution particulièrement robuste, avoir une bonne vue, être habitués au tir à la carabine et avoir une taille d'au moins cinq pieds six pouces (= 1,782 m.).

Les chasseurs doivent remplir à peu près les mêmes conditions que les carabiniers. Ils doivent être agiles, de taille moyenne et bons tireurs.

En 1819, carabiniers et chasseurs sont choisis parmi des volontaires ⁶⁷. Nous ne retrouvons pas cette clause dans les lois suivantes.

Sont versés dans le corps du train, les hommes robustes et intelligents, habitués à conduire chars et chevaux ⁶⁸.

Quant au choix des musiciens, il est fait par le commandant d'arrondissement, puis par l'inspecteur des milices, sur l'avis de l'officier et du maître de musique ⁶⁹.

⁶⁶ LV 1817-19, art. 30.

⁶⁷ LV 1817-19, art. 28.

⁶⁸ LV 1817-19, art. 29 ; LV 1827, art. 110 ; LV 1841, art. 133 ; LV 1846, art. 128.

⁶⁹ LV 1827, art. 111 et 115 ; LV 1841, art. 134 et 136 ; LV 1846, art. 129 et 131.

CHAPITRE III

LE CONTINGENT FÉDÉRAL (ÉLITE ET RÉSERVE)

I. Organisation

1. Prestations militaires du Valais

« Pour soutenir efficacement la neutralité de la Suisse, un contingent de troupes sera formé des hommes habiles au service militaire, dans chaque canton, dans la proportion de deux soldats sur cent âmes ». C'est en ces termes que le pacte de 1815 (art. 2) définit le contingent fédéral ; il précise ensuite le nombre de soldats que chaque canton est appelé à fournir. Le Valais est imposé pour 1280 hommes.

Le règlement militaire de 1817, de son côté, impose au Valais les effectifs suivants :

	Elite	Réserve
Infanterie : bataillon à six compagnies	1	1
Compagnies indépendantes	3	3
Carabiniers : compagnie	1	1
Train : détachement de	43 hommes	15 hommes
Etat-major	29 hommes	27 hommes ¹

Les compagnies indépendantes sont destinées à former, avec un contingent argovien, un bataillon fédéral ². En 1818 cependant, la commission militaire fédérale met ces compagnies à la disposition du canton, pour être incorporées dans les bataillons déjà existants. La diète cantonale décide donc la formation d'un troisième bataillon mixte élite-réserve, de sorte qu'en 1819 le Valais fournit à l'armée fédérale :

	Elite	Réserve	Mixte
Infanterie : bataillons	1	1	1
Carabiniers : compagnie	1	1	—
Train : détachements de	43 h.	15 h.	—
Etat-major : hommes	29	27	?
Médecins	3	—	—
Armuriers	1	—	—

¹ RE 1817, art. 2, 3 et 7.

² Protocole de la diète, séance du 15 octobre 1817.

Ces forces donnent un effectif de 1280 hommes pour chaque classe, officiers compris ³.

Cette répartition reste en vigueur jusqu'à l'introduction de la loi fédérale de 1850. Dès ce moment, le pourcentage ayant été augmenté, les prestations du Valais sont portées à :

	Elite	Réserve
Infanterie : compagnies	18	9
Carabiniers : compagnies	2	1
Artillerie : compagnie	1	1
Train : soldats	28	12
Armuriers : soldats	—	1
Soldats sanitaires	6	2

Le total des effectifs s'élève à 3588 hommes au lieu des 2560 prévus par le règlement de 1817 ⁴.

Ces effectifs sont répartis entre les dizains au prorata de leur population ; les conseils de dizain font à leur tour la répartition entre leurs communes qui dressent le rôle des hommes appartenant à l'élite et à la réserve. Des listes spéciales sont établies pour les fusiliers, les chasseurs, les carabiniers, les soldats du train et les recrues. Elles sont destinées à la commune, au commandant d'arrondissement et au Conseil d'Etat ⁵.

2. Organisation de l'infanterie

L'infanterie comprend des compagnies de fusiliers et des compagnies de chasseurs.

Les fusiliers forment les effectifs les plus importants et sont recrutés dans l'ensemble des sections ; chacune de celles-ci fournit une compagnie à l'élite et une à la réserve ⁶. A partir de 1841, les sections 1, 3, 4 et 6 forment deux compagnies tandis que les sections 2, 5, 7 et 8 en fournissent une ⁷. Dès 1846, chaque section doit mettre sur pied deux compagnies (une par quartier) ⁸ puis, après 1853, deux compagnies à l'élite et une à la réserve ⁹.

Les compagnies sont composées comme suit : un capitaine, un lieutenant, un premier sous-lieutenant, un second sous-lieutenant, un sergent-major, un sergent fourrier, cinq sergents, dix caporaux, un frater (soldat sanitaire), un sapeur, trois trompettes (remplacés en 1841 par trois tambours) et un

³ LF 1817, art. 2 et 3 ; LV 1817-1819, art. 18 et 22 ; LV 1827, art. 15 ; LV 1841, art. 14 ; LV 1846, art. 14.

⁴ LV 1853, art. 25.

⁵ LV 1817-19, art. 25, 26 et 27 ; LV 1827, art. 12 et 13 ; LV 1841, art. 12 ; LV 1846, art. 12.

⁶ LV 1817-19, art. 19 ; LV 1827, art. 16.

⁷ LV 1841, art. 16.

⁸ LV 1846, art. 18 et 19.

⁹ LV 1853, art. 26.

nombre variable de soldats. Ce nombre oscille, en élite, de 97/98 à 80/81 en 1841 et 86 en 1853 ; dans la réserve, de 100/101 en 1819/1827 à 80/81 dès 1841, et 86 comme en élite à partir de 1853 ¹⁰.

*

Les chasseurs, chargés de missions d'exploration et de protection, constituent l'infanterie légère des bataillons.

En 1819, leurs compagnies sont formées du surplus des contingents communaux ¹¹. En 1827, seuls les arrondissements oriental et occidental fournissent chacun une compagnie ¹² qui sert alternativement avec l'élite et avec la réserve. Son tour change chaque deux ans ¹³. En 1841, les sections 2, 5, 7 et 8 forment chacune une compagnie de chasseurs ; les sections 1 et 4 d'une part, 3 et 6 de l'autre, en fournissent deux en commun ¹⁴. Après 1846, chaque section doit à nouveau mettre sur pied, comme en 1819, une compagnie de chasseurs ¹⁵ et, après 1853, une compagnie pour l'élite et une demie pour la réserve ¹⁶.

Leur composition est la même que celle des fusiliers et elle subit les mêmes modifications.

Les compagnies de fusiliers et de chasseurs sont groupées en trois bataillons, chacun de six compagnies.

Chaque bataillon est composé de cinq compagnies de fusiliers et d'une compagnie de chasseurs ¹⁷. En 1841, cette composition est remaniée et les bataillons sont constitués de quatre compagnies de fusiliers et de deux compagnies de chasseurs ¹⁸.

En 1819, le premier bataillon est composé des compagnies d'élite des sections 1, 2, 3, 4 et 5 (fusiliers d'Entremont, de Sion et Conthey, de Conches et Brigue, de Saint-Maurice et Monthey et d'Hérens) et de la compagnie de chasseurs d'élite. Le deuxième bataillon est formé des compagnies d'élite des sections 6, 7 et 8 (Viège et Rarogne, Martigny, Loèche et Sierre) et des compagnies de réserve des sections 1, 2 et 3 (Entremont, Sion et Conthey, Conches et Brigue) ; il ne comprend pas de chasseurs. Le troisième bataillon, enfin, comprend les compagnies de réserve des sections 4, 5, 6, 7 et 8 (Saint-Maurice et Monthey, Hérens, Viège et Rarogne, Martigny, Loèche et Sierre) et la compagnie de chasseurs de réserve ¹⁹. La loi de 1827 conserve cette organisation en n'y apportant que de très légères modifications : le deuxième

¹⁰ LV 1817-19, art. 33 et 34 ; LV 1827, art. 20 ; LV 1841, art. 25 et Tab. III ; LV 1846, art. 21 et Tab. IV ; LV 1853, Tab. V.

¹¹ LV 1817-19, art. 20.

¹² LV 1827, art. 16 et 17.

¹³ LV 1827, art. 18.

¹⁴ LV 1841, art. 16 et 17.

¹⁵ LV 1846, art. 18.

¹⁶ LV 1853, art. 26.

¹⁷ RF 1817, art. 7 ; LV 1817-19, art. 36 et 37 ; LV 1827, art. 19.

¹⁸ LV 1841, art. 21 ; LV 1846, art. 14.

¹⁹ LV 1817-19, art. 38, 39 et 40.

bataillon reçoit la compagnie de chasseurs du troisième, et celui-ci reçoit en échange la compagnie de fusiliers de réserve de la troisième section ²⁰.

En 1841, la formation des bataillons subit de nouveaux changements. Le premier bataillon est formé de la première compagnie des sections 1, 3 et 4, de la compagnie de fusiliers de la 2^e section (Entremont, Conches, Monthey, Sion et Conthey) et des compagnies de chasseurs des sections 5, 1 et 4 en provenance d'Hérens, Entremont et Monthey. Le deuxième bataillon reçoit les compagnies de fusiliers des sections 6, 7 et 8 et la deuxième compagnie de la section 1 avec les chasseurs des sections 2, 3 et 6 ; ses éléments proviennent de Viège, Loèche, Rarogne occidental, Martigny, Sierre, Entremont et Conches. Le troisième bataillon hérite des deuxièmes compagnies des sections 3, 4 et 6, de la compagnie de fusiliers de la section 5 et des chasseurs des sections 7 et 8 (Conches, Brigue, Rarogne oriental, Saint-Maurice, Monthey, Viège, Loèche, Rarogne occidental, Hérens, Martigny, Sierre) ²¹. Le tour de service est réglé par le numéro des bataillons, et les compagnies de fusiliers et de chasseurs font leur service à tour de rôle suivant l'ordre dans lequel elles sont placées dans le bataillon. Il est dérogé à cette règle pour un service cantonal ²².

La loi de 1846 simplifie le système en décrétant que chaque arrondissement fournit un bataillon ²³. Cette organisation reste sans changements jusqu'en 1853. Dès cette date, chacun des trois arrondissements fournit à l'armée fédérale un bataillon d'élite et un demi-bataillon de réserve ²⁴. Ces trois demi-bataillons de réserve forment ensemble un bataillon et demi qui constitue le 2^e contingent fédéral dont nous parlerons plus loin.

Après 1850, nous rencontrons pour la première fois une numérotation des bataillons dans le cadre de l'armée fédérale. Jusqu'alors les bataillons étaient désignés par le nom de leur commandant. Les bataillons valaisans d'élite reçoivent les numéros 35 pour celui de l'arrondissement oriental, 40 pour celui de l'arrondissement du Centre et 53 pour celui de l'arrondissement occidental. Cette numérotation reste en vigueur jusqu'en 1875. Ce sont ces unités qui, en 1871, participent à l'occupation des frontières. Le bataillon 35 est alors rattaché à la brigade 10 (colonel de Greyerz) et les bataillons 40 et 53 forment, avec le bataillon vaudois 26, la brigade 11 (colonel Veillard).

A la tête de ces bataillons se trouve un état-major de 18 hommes : un lieutenant-colonel commandant le bataillon, un major ayant fonction d'adjudant du commandant, un aide-major du grade de capitaine, un quartier-maître également capitaine, un aumônier, un porte-drapeau fonctionnant aussi, dès 1841, en qualité d'officier d'armement, du grade de sous-lieutenant puis de lieutenant, un chirurgien ayant rang de capitaine, deux aides-chirurgiens avec rang de seconds sous-lieutenants, un adjudant sous-officier, un tambour-major, un fourrier d'état-major, un vauquemestre chargé de la poste aux

²⁰ LV 1827, art. 19.

²¹ LV 1841, art. 21.

²² LV 1841, art. 22, 23 et 24.

²³ LV 1846, art. 16.

²⁴ LV 1853, art. 26.

lettres, deux armuriers, un maître tailleur, un maître cordonnier et un prévôt ou gendarme d'armée ²⁵. En 1841, l'effectif de l'état-major passe à 19 hommes, par l'adjonction d'un sous-officier d'armement avec grade de sergent. Le lieutenant-colonel prend dès cette date le titre de « commandant » ²⁶. Cette composition est confirmée en 1846 ²⁷ puis en 1853 ²⁸.

3. Organisation des armes spéciales

Contrairement aux fusiliers et aux chasseurs, les carabiniers, arme caractéristique des peuples montagnards, que le colonel fédéral Rilliet appelle « le plus beau fleuron de notre armée fédérale » ²⁹, restent formés en compagnies indépendantes à disposition du haut commandement. Leur mission consiste à occuper et à défendre des postes isolés, à couvrir une position, à empêcher l'ennemi de franchir une rivière ou un passage, à faire de brusques incursions contre ses colonnes. En bref, ils sont considérés comme une sorte d'artillerie légère de l'infanterie.

Leur mode de recrutement se rapproche de celui des chasseurs. Comme eux, ils sont choisis, en 1819, dans le surplus des contingents communaux, par le commandant d'arrondissement en personne ³⁰. Comme eux, en 1827, ils ne sont recrutés que dans les arrondissements oriental et occidental et leurs compagnies font leur service alternativement avec l'élite et avec la réserve ³¹. En 1841, les sections 1, 4 et 7 en fournissent une compagnie ; l'autre est prise dans les sections 3 et 6 ³². En 1846, les carabiniers sont à nouveau choisis dans les arrondissements oriental et occidental ³³ et, dès 1853, dans deux circonscriptions comprenant tout le canton, sans égard aux limites de sections et d'arrondissements ³⁴.

L'effectif des compagnies de carabiniers reste immuablement fixé à 100 hommes. Leur composition est la suivante : un capitaine, un lieutenant, un premier sous-lieutenant, un second sous-lieutenant, un sergent-major, un fourrier, quatre puis dès 1841 cinq sergents, huit puis, dès 1841, dix caporaux, un armurier, un frater, deux puis trois trompettes et un nombre de soldats allant de 78 en 1819 et 1827 à 74 en 1841 et 1846, et 73 dès 1853 ³⁵.

A l'exemple des bataillons d'infanterie, les compagnies de carabiniers reçoivent, dès 1850, une numérotation fédérale. Les compagnies valaisannes portent les numéros suivants : compagnie d'élite 7 et 32, compagnie de réserve 63.

²⁵ LV 1817-19, art. 41 ; LV 1827, art. 20.

²⁶ LV 1841, art. 14 et Tab. I.

²⁷ LV 1846, art. 14 et Tab. I.

²⁸ LV 1853, Tab. IV.

²⁹ *Fribourg, Valais et la première division*, Berne, 1848, p. 128.

³⁰ LV 1817-19, art. 20 et 30.

³¹ LV 1827, art. 17 et 18.

³² LV 1841, art. 18.

³³ LV 1846, art. 17.

³⁴ LV 1853, art. 28.

³⁵ LV 1817-19, art. 33 et 34 ; LV 1827, art. 20 ; LV 1841, art. 25 et Tab. II ; LV 1846, art. 21 et Tab. III ; LV 1853, Tab. III.

En 1872, pour la première fois, les compagnies de carabiniers sont groupées en bataillons. Les compagnies 7 et 32 deviennent compagnies 1 et 2 du bataillon de carabiniers 6, commandé par le commandant Gaspard Lorétan ; la compagnie 63 devient compagnie 2 du bataillon de carabiniers 15.

Quant au détachement du train, il est recruté, jusqu'en 1846, dans le surplus des contingents ³⁶. Après cette date, il est recruté dans l'arrondissement du Centre ³⁷ et, après 1853, dans les trois arrondissements ³⁸.

Dans l'élite, le détachement du train compte un sous-lieutenant, un sergent, deux caporaux, six appointés, un vétérinaire, un sellier, un maréchal, un trompette, vingt-neuf soldats, soit un total de 43 hommes ; dans la réserve : un caporal, deux appointés, douze soldats, soit un total de quinze hommes ³⁹. Après 1846, ses effectifs passent à onze hommes pour le train d'artillerie montée et à cinquante-cinq hommes pour le train d'artillerie de montagne ⁴⁰. Le détachement présente la composition suivante : un vétérinaire, un maréchal des logis, deux brigadiers, quatre appointés, deux maréchaux-ferrants, un sellier, quarante-quatre soldats pour les batteries de montagne, deux soldats pour caissons de carabiniers, trois appointés et six soldats pour caissons d'infanterie ⁴¹. En 1853, le détachement du train est incorporé à l'artillerie et fait effectif avec elle. Quant au détachement du train de parc, il a la composition suivante pour l'élite, en ligne : deux soldats pour caissons de carabiniers, trois appointés et cinq soldats pour caissons d'infanterie ; un lieutenant, un maréchal des logis, un brigadier, deux appointés et treize conducteurs au parc de division ; pour la réserve, en ligne, un soldat pour caisson de carabiniers, un appointé et deux soldats pour caissons d'infanterie ; un brigadier, un trompette, un appointé et cinq soldats au parc de division ⁴².

L'artillerie ne fait son apparition en tant que corps constitué qu'en 1850. Elle se recrute dans les trois arrondissements et ses effectifs sont de 115 hommes aussi bien pour la compagnie d'élite que pour celle de la réserve ⁴³. Ces deux compagnies comprennent un capitaine, un lieutenant, un premier sous-lieutenant, un second sous-lieutenant, un médecin avec rang de lieutenant, un vétérinaire avec rang de second sous-lieutenant, un sergent-major, un fourrier, cinq sergents de canonnières, un maréchal des logis, cinq caporaux de canonnières, deux caporaux du train, dix appointés de canonnières, quatre appointés du train, un frater, un maréchal-ferrant du rang d'appointé, un maréchal-ferrant, un serrurier, un charron, un sellier, trois trompettes, vingt-huit canonnières et quarante-quatre soldats du train ⁴⁴.

³⁶ LV 1817-19, art. 20 ; LV 1827, art. 16 ; LV 1841, art. 20.

³⁷ LV 1846, art. 17.

³⁸ LV 1853, art. 28.

³⁹ LV 1817-19, art. 47 et 48 ; LV 1827, art. 20 ; LV 1841, art. 28.

⁴⁰ LV 1846, art. 20.

⁴¹ LV 1846, Tab. II.

⁴² LV 1853, Tab. II.

⁴³ LV 1853, art. 25.

⁴⁴ LV 1853, Tab. I.

A l'instar des bataillons d'infanterie et des compagnies de carabiniers, les compagnies d'artillerie reçoivent, dès 1850, des numéros fédéraux. Les deux batteries valaisannes portent dès lors, et jusqu'en 1875, les numéros 27 et 55, et le Valais fournit en outre le tiers de la compagnie de parc numéro 85.

Un corps de musique de 18 membres⁴⁵ commandés par un sergent-major est attaché, en 1819, à l'état-major des bataillons⁴⁶. Ces hommes sont astreints à 10 ans de service, terme après lequel ils peuvent passer en landwehr. La durée de l'engagement du chef est de quatre ans⁴⁷. En 1827, nous rencontrons deux corps de musique de 20 hommes chacun, un pour l'élite et un pour la réserve. Ils font leur service alternativement avec ces classes. Les musiciens sont alors astreints à servir jusqu'à 45 ans, après quoi ils sont définitivement libérés⁴⁸. Dès 1841, il n'y a plus qu'un corps de musique de 21 à 27 musiciens, rattachés directement au contingent fédéral sans toutefois compter dans son effectif. Ces hommes servent jusqu'à 40 ans⁴⁹. Cette organisation ne subit pas de changement en 1846⁵⁰. Avec la loi de 1853, l'effectif est porté à 8/12 musiciens⁵¹, et le règlement du 12 décembre 1856 impose un effectif de 11 musiciens commandés et instruits par un sergent ou par un caporal⁵².

La loi de 1817-19 ne précise pas le mode de recrutement du corps de musique. Celle de 1827 recrute ses membres dans le surplus des contingents communaux⁵³. La loi de 1846 les recrute dans l'arrondissement du Centre⁵⁴ ainsi que celle de 1853⁵⁵. Avec le règlement de 1856, les musiciens doivent être choisis uniquement à Sion et dans les communes voisines les plus proches⁵⁶.

4. *Les cadres*

Nous avons vu précédemment que les sous-officiers de l'état-major, tambours-majors, fourriers d'état-major et vétérinaires sont nommés par le Conseil d'Etat, ensuite par le département militaire sur présentation du commandant d'arrondissement puis de l'inspecteur des milices, enfin du commandant de bataillon⁵⁷. Les vagues-mestres, maîtres cordonniers, maîtres

⁴⁵ La musique militaire se compose d'un chapeau chinois, d'une paire de cimbales, d'un tambour basque, de trois bassons, de six clarinettes, de deux cors de chasse, de deux trompettes d'harmonie et de deux trombones.

⁴⁶ LV 1817-19, art. 42.

⁴⁷ LV 1817-19, art. 44 et 45.

⁴⁸ LV 1827, art. 15, 18, 20 et 30.

⁴⁹ LV 1841, art. 15 et 39.

⁵⁰ LV 1846, art. 15 et 30.

⁵¹ LV 1853, art. 27.

⁵² RV 1856, art. 1.

⁵³ LV 1827, art. 16.

⁵⁴ LV 1846, art. 17.

⁵⁵ LV 1853, art. 28.

⁵⁶ RV 1856, art. 3.

⁵⁷ LV 1817-19, art. 112 ; LV 1827, art. 72 ; LV 1841, art. 91 ; LV 1846, art. 88 ; LV 1853, art. 32.

tailleurs et prévôts sont nommés par le lieutenant-colonel⁵⁸. Il semble que ce système reste en vigueur jusqu'en 1875.

Quant aux sous-officiers des compagnies et aux caporaux, fraters, sapeurs et armuriers de l'infanterie, leur nomination appartient au lieutenant-colonel sur présentation du capitaine, puis au capitaine directement, moyennant approbation de l'officier supérieur qui commande lors de leur présentation⁵⁹. Les cadres des compagnies de carabiniers et de l'artillerie sont, dès 1819, nommés par leur commandant. Ceux du train, tout d'abord nommés par le commandant d'arrondissement, le sont par leur chef de détachement dès 1827 puis, dès 1846, par l'officier commandant l'artillerie cantonale⁶⁰.

Les tambours et trompettes sont nommés par le commandant d'arrondissement puis par l'inspecteur des milices avant de l'être directement par le capitaine⁶¹.

Jusqu'en 1853, les lois ne formulent pas d'exigences spéciales pour devenir sous-officier. Après cette date, conformément à la loi militaire fédérale, les candidats sous-officiers doivent avoir fréquenté une école militaire et y avoir fait preuve des capacités suffisantes⁶².

Pour parvenir au grade d'officier, les candidats doivent remplir certaines conditions presque invariables de 1819 à 1875. En 1819 et 1827 peuvent être nommés officiers, les hommes qui ont servi comme officiers ou sergents dans un service étranger ou dans la milice, ceux qui ont suivi une école militaire, les étudiants qui ont suivi leurs classes jusqu'en Rhétorique et les hommes proposés par le commandant d'arrondissement⁶³. Après 1841, il faut en outre connaître parfaitement l'école de soldat, de peloton et de bataillon, et posséder des notions suffisantes sur le service intérieur, le service en campagne, sur l'entretien des armes et sur la comptabilité de compagnie⁶⁴. La loi de 1846 autorise les hommes ayant servi pendant deux ans en landwehr comme officiers ou sous-officiers à postuler une place dans le contingent fédéral. Il faut également avoir pris part à un camp fédéral ou à un cours cantonal d'instruction⁶⁵.

Les officiers peuvent conserver leur emploi aussi longtemps qu'ils sont aptes au service. Les officiers supérieurs ne peuvent donner leur démission avant d'avoir atteint l'âge de 45 ans ; les capitaines et les officiers subalternes ne peuvent le faire avant l'âge de 40 ans. Ils sont placés dans l'élite ou dans la réserve suivant décision du Conseil d'Etat⁶⁶. Après 1853, tous les officiers doivent servir jusqu'à 44 ans⁶⁷.

⁵⁸ LV 1817-19, art. 113.

⁵⁹ LV 1817-19, art. 114 ; LV 1827, art. 75 ; LV 1841, art. 94 ; LV 1846, art. 88 ; LV 1853, art. 33.

⁶⁰ LV 1817-19, art. 114 et 115 ; LV 1827, art. 74 et 75 ; LV 1841, art. 93 et 94 ; LV 1846, art. 88 ; LV 1853, art. 33.

⁶¹ LV 1827, art. 73 ; LV 1841, art. 92 ; LV 1846, art. 88 ; LV 1853, art. 33.

⁶² LV 1853, art. 34.

⁶³ LV 1817-19, art. 118 ; LV 1827, art. 70.

⁶⁴ LV 1841, art. 89.

⁶⁵ LV 1846, art. 84 ; LV 1853, art. 35.

⁶⁶ LV 1827, art. 31 ; LV 1841, art. 40 ; LV 1846, art. 31.

⁶⁷ LV 1853, art. 24.

Les officiers supérieurs sont nommés par la diète cantonale, puis par le Grand Conseil. A la première formation, en 1819, on choisit un lieutenant-colonel et un major, l'un de l'élite et l'autre de la réserve, dans chaque arrondissement⁶⁸. Les capitaines et les officiers subalternes sont nommés par le Conseil d'Etat. Ils sont choisis, autant que possible, dans les dizains où leur compagnie est formée⁶⁹.

Le poste de lieutenant-colonel, puis de commandant, est donné au plus ancien major ; celui de major, à un capitaine choisi sur triple présentation par le Conseil d'Etat ; les adjudants-majors et les quartiers-maîtres sont pris dans la classe des capitaines ou dans celle des lieutenants. S'ils sont choisis parmi ces derniers, ils obtiennent le rang puis, deux ans plus tard, le grade de capitaine⁷⁰.

L'avancement dans les compagnies d'infanterie se fait, jusqu'au grade de capitaine, concurremment entre l'élite et la réserve, dans le cadre des sections et d'après le rang du brevet⁷¹. Après 1853, l'avancement se fait par arrondissement et le Conseil d'Etat est autorisé à donner de l'avancement hors tour à un officier en considération de services distingués qu'il aurait rendus⁷².

L'avancement des officiers de carabiniers se fait suivant le même principe, concurremment entre les officiers des deux compagnies⁷³. En 1827, la loi autorise la nomination d'officiers d'autres armes dans les compagnies de carabiniers, ces officiers pouvant par la suite réintégrer leur compagnie par rang d'ancienneté⁷⁴. Après 1853, les officiers de carabiniers et d'artillerie peuvent, sur leur demande, être incorporés dans l'infanterie⁷⁵.

Un officier qui s'absente pendant plus d'une année sans permission voit son avancement suspendu pour un temps indéterminé⁷⁶.

L'avancement dans l'état-major se fait, en 1819, par bataillon⁷⁷. Après 1827, les officiers d'état-major peuvent être choisis dans n'importe quelle arme⁷⁸. Les officiers de l'état-major des bataillons sont choisis dans les parties du canton qui forment leur bataillon⁷⁹. Le département militaire peut, dans l'intérêt du service, transférer des officiers de l'état-major cantonal dans le contingent et vice-versa⁸⁰.

⁶⁸ LV 1817-19, art. 109 ; LV 1827, art. 59 ; LV 1841, art. 79 ; LV 1846, art. 76 ; LV 1853, art. 29.

⁶⁹ LV 1827, art. 68 ; LV 1841, art. 88 ; LV 1846, art. 83.

⁷⁰ LV 1827, art. 61, 62 et 63 ; LV 1841, art. 81, 82 et 83 ; LV 1846, art. 78, 79 et 80.

⁷¹ LV 1817-19, art. 116 ; LV 1827, art. 64 ; LV 1841, art. 84 ; LV 1846, art. 83.

⁷² LV 1853, art. 30.

⁷³ LV 1817-19, art. 116.

⁷⁴ LV 1827, art. 64 ; LV 1841, art. 86 ; LV 1846, art. 81.

⁷⁵ LV 1853, art. 36 et 39.

⁷⁶ LV 1853, art. 40.

⁷⁷ LV 1817-19, art. 116.

⁷⁸ LV 1827, art. 64 ; LV 1841, art. 86 ; LV 1846, art. 81.

⁷⁹ LV 1846, art. 83.

⁸⁰ LV 1853, art. 42.

II. L'habillement et l'équipement

1. Généralités

La loi fédérale de 1817 ne réglemente pas les tenues d'une façon précise. Elle se contente d'édicter des règles générales et laisse aux cantons toute latitude pour habiller et équiper leurs contingents selon leurs goûts, à condition cependant qu'ils restent dans les limites de la loi. Celle-ci exige seulement que « les hommes de toutes armes entrant dans l'armée fédérale soient armés, habillés et équipés d'une façon parfaitement uniforme »⁸¹, tout en précisant : « Les dispositions suivantes sont adoptées comme bases des règlements particuliers sur l'habillement et l'équipement de toutes les troupes de la Confédération. L'habillement doit être parfaitement uniforme *dans chaque corps*. Il se compose d'une capote large qui ne descendra pas au-dessous du gras de la jambe ; d'un habit court, descendant jusqu'au milieu de la cuisse et coupé de manière à couvrir le bas du ventre ; d'un pantalon large ou de pantalons de « triège » blanc par-dessus les culottes ordinaires du soldat ; d'un shako simple et peu élevé, sans panache, garni d'une visière, ou d'un chapeau rond retroussé d'un côté ; d'une cravate noire ; de guêtres courtes et serrées de drap noir avec les pantalons de drap, et de « triège » blanc avec les pantalons de triège ; de souliers commodes pour la marche ; d'un havre-sac garni suivant l'ordonnance »⁸².

Il est instamment recommandé aux cantons d'adopter pour ces habillements les couleurs suivantes : « pour les capotes et manteaux de toutes armes, gris avec collet de la couleur de l'habit ; pour les habits de l'artillerie et du train, le bleu foncé et le rouge avec boutons jaunes ; pour ceux de la cavalerie, le vert ; pour ceux de l'infanterie, bleu foncé ou bleu clair, boutons blancs ; pour ceux des carabiniers, vert et noir ». La commission d'inspection fournit sur demande, aux gouvernements cantonaux, des modèles de toutes les pièces d'uniforme ; elle leur communique les règles générales sur le petit équipement. De son côté, chaque gouvernement lui soumet les règlements particuliers qu'il a adoptés, en conformité des principes ci-dessus⁸³.

Les inconvénients d'une réglementation aussi vague ne tardent cependant pas à paraître. Aussi, dès 1840, mais à partir de 1843 surtout, la Confédération édicte-t-elle des règles de plus en plus précises. Ce n'est qu'à partir de 1852 que s'instaure peu à peu une uniformité qui deviendra totale dès 1875. « L'armement, l'habillement et l'équipement, stipule la loi fédérale de 1850, seront fixés par une loi spéciale [celle de 1852]. Aucune dérogation à cette loi ne sera permise. Les cantons prennent les mesures nécessaires pour l'exécution de cette loi dans l'élite et la réserve »⁸⁴. Nous sommes loin des « recommandations instantes » de la loi de 1817.

⁸¹ LF 1817, art. 4.

⁸² RF 1817, art. 83.

⁸³ LF 1817, art. 83.

⁸⁴ LF 1850, art. 38.

Notre règlement cantonal de 1817-19, conformément au règlement fédéral, dote nos troupes d'un habit à revers croisés, descendant jusqu'au milieu de la cuisse par derrière, jusqu'à la hauteur des hanches par devant, avec revers coupés droit, suivant le modèle adopté dans les régiments au service de France ; d'un pantalon large, de drap et, pour l'été, d'un pantalon de « triège », blanc pour l'infanterie, gris pour le train, descendant jusqu'à la cheville « du pied » ; d'une capote grise à collet montant, descendant jusqu'au milieu de la jambe. Shako d'un modèle solide, en cuir à l'intérieur, recouvert à l'extérieur d'une étoffe noire, de sept pouces trois lignes sur le devant et de sept pouces neuf lignes sur le derrière, garni d'une jugulaire, d'une plaque aux armes du canton, d'une cocarde et d'un pompon (pl. III). Comme chaussures, de forts souliers et des demi-guêtres de drap noir, montant à quatre pouces au-dessus de la cheville, fermant avec des boutons noirs ; demi-bottes pour le train ⁸⁵.

2. Fourniture de l'habillement et de l'équipement

En 1817-19, habillement et équipement sont à la charge des soldats. Ceux dont l'état de fortune ne permet pas de se procurer les effets d'ordonnance les reçoivent en prêt de leur commune et paient l'intérêt de leur valeur au 5 % jusqu'à complet remboursement ⁸⁶. L'Etat prend à son compte la fourniture de l'équipement des tambours-majors et les bonnets, tabliers et haches des sapeurs ⁸⁷.

En 1827, l'Etat fournit en outre le shako des chefs de musique, les portemanteaux des sous-officiers et soldats du train, les caisses et colliers des tambours et trompettes des carabiniers, des chasseurs et du train ⁸⁸. Les communes procurent à leurs militaires la giberne, le baudrier et le shako ⁸⁹. De plus, lors de son incorporation en élite, chaque recrue reçoit des magasins du gouvernement un habit, un pantalon et une paire de guêtres ⁹⁰. Les hommes entrant dans les contingents après l'époque où leur âge les y aurait appelés touchent, en lieu et place de l'habillement, une indemnité à raison de Fr. 2.— par année de service qu'ils ont à faire ⁹¹. Les musiciens reçoivent une indemnité de Fr. 30.— pour se faire confectionner un uniforme ⁹². Ils doivent, par contre, se procurer à leurs frais leur instrument ou verser à la caisse de l'Etat une somme de Fr. 30.— pour en obtenir un. A l'expiration de leur service cette somme leur est rendue sauf, cas échéant, une retenue pour dégradation de l'instrument ⁹³. Les hommes n'ont plus à leur charge que

⁸⁵ LV 1817-19, art. 89 ; LV 1827, art. 169, 171, 172, 173 et 174.

⁸⁶ Afin d'obtenir une uniformité complète, les soldats ont l'obligation de faire confectionner leurs uniformes chez certains tailleurs désignés, dans chaque dizain, par l'Etat. Ces tailleurs reçoivent du gouvernement l'étoffe et les boutons.

⁸⁷ LV 1817-19, art. 104 et 105.

⁸⁸ LV 1827, art. 202.

⁸⁹ LV 1827, art. 204.

⁹⁰ LV 1827, art. 205.

⁹¹ LV 1827, art. 205.

⁹² LV 1827, art. 206.

⁹³ LV 1827, art. 215.

les autres objets d'équipement et d'habillement réglementaires⁹⁴. Ils peuvent les acquérir au prix courant auprès des magasins d'habillement de l'Etat⁹⁵. Habillement et shako n'appartiennent aux soldats qu'à l'expiration de leur temps de service. Ceux qui quittent le service avant son terme doivent en rembourser la valeur à raison de Fr. 2.— pour l'habillement et 5 batz pour le shako, pour chaque année de service qu'ils auraient encore à accomplir⁹⁶. Ce système reste en vigueur jusqu'en 1853.

Dès 1853 la fourniture de l'habillement et de l'équipement passe entièrement à la charge de l'Etat, à l'exception des effets de petit équipement⁹⁷. Le militaire qui, par sa faute, a perdu ou détérioré les effets reçus de l'Etat, doit les faire réparer ou remplacer⁹⁸. Celui qui est nommé officier ou qui cesse de faire partie du contingent doit renvoyer à l'arsenal son grand équipement et son havresac⁹⁹.

3. *Conservation de l'habillement*

La question de la conservation des pièces d'habillement fait aussi l'objet de prescriptions de plus en plus strictes. Selon la loi de 1817-19, le Conseil d'Etat prend toutes les mesures utiles pour la conservation de l'habillement afin que les soldats soient toujours prêts à marcher¹⁰⁰. Selon celle de 1827, les soldats sont responsables de l'habillement et de l'équipement qu'ils ont reçus et qu'ils doivent rendre en passant en landwehr¹⁰¹; les autorités communales et les commis d'exercice sont chargés de veiller à leur bonne conservation¹⁰². La loi interdit d'autre part tout changement ou toute modification à ces effets¹⁰³.

Des abus ayant eu lieu en dépit du règlement, un avis du 10 mars 1828, confirmé par un arrêté du 28 février 1835, interdit le port de l'uniforme ou des pièces d'équipement hors service sous peine d'amendes de 20 à 40 batz portées, en 1835, à deux et à quatre francs¹⁰⁴. Il est défendu aux militaires passant en landwehr de vendre, ou de se défaire de leur uniforme ou de toute pièce de leur équipement¹⁰⁵. Les autorités communales, les officiers, les commis d'exercice et la gendarmerie doivent veiller tout spécialement à l'observation de ces prescriptions¹⁰⁶. Les officiers de ronde et les commis d'exercice feront des visites scrupuleuses. Ils sont passibles, en cas de négligence de leur part, de retenue sur leur salaire. Les hommes en faute sont obligés de faire remplacer à leurs frais l'objet détérioré dans un délai fixé

⁹⁴ LV 1827, art. 207.

⁹⁵ LV 1827, art. 212.

⁹⁶ LV 1827, art. 216.

⁹⁷ LV 1853, art. 53, 54 et 57.

⁹⁸ LV 1853, art. 55.

⁹⁹ LV 1853, art. 56.

¹⁰⁰ LV 1817-19, art. 106.

¹⁰¹ LV 1827, art. 208.

¹⁰² LV 1827, art. 214.

¹⁰³ LV 1827, art. 213.

¹⁰⁴ AV 1828, art. 1 ; AV 1835, art. 1.

¹⁰⁵ AV 1828, art. 2 ; AV 1835, art. 2.

¹⁰⁶ AV 1828, art. 3 ; AV 1835, art. 3.

par le commandant d'arrondissement, faute de quoi ils sont mis aux arrêts jusqu'au moment où ils se seront exécutés ¹⁰⁷. Ces mesures sont confirmées par les lois de 1841, de 1846 et de 1853. La loi de 1846 rend les communes responsables de l'habillement de leurs ressortissants et elle autorise le port de l'uniforme pour la Fête-Dieu et pour la Saint-Maurice ¹⁰⁸. De même, sur demande de l'autorité locale, l'officier de quartier peut autoriser, pour la fête patronale, la mise sur pied du contingent de la paroisse ¹⁰⁹.

4. Description de l'habillement

Les *fusiliers* portent l'habit bleu foncé avec revers et doublure écarlate, collet montant et parements bleu céleste passepoilés de rouge ; deux rangs de sept boutons blancs au revers, trois à la patte de poche, en long ; passepoils rouges à la poche et aux pans ; deux étoiles en drap blanc sur les retroussis (pl. II, 1). Pantalons bleu céleste ; garniture du shako blanc, pompon rouge et blanc ; bonnet de police à revers bleu foncé et flamme bleu céleste, houe en drap rouge et blanc ¹¹⁰.

Les *chasseurs* ont la même tenue que les fusiliers avec les différences suivantes : épaulettes vertes à bouillon rouge ; pompon du shako rouge et vert ; cor de chasse en drap blanc (pl. II, 2) sur les retroussis ¹¹¹.

La loi dote les *soldats du train* de la même tenue que l'infanterie avec boutons et garnitures du shako jaunes et garnitures de peau noire au pantalon, entre les jambes ¹¹². Les soldats du train que le Valais doit fournir, en commun avec les Grisons, aux batteries fédérales d'obusiers de montagne, n'étant ni montés ni attachés au service d'une batterie attelée, portent la capote, le pantalon d'infanterie, les souliers avec guêtres et le havresac comme les troupes à pied ¹¹³.

La loi de 1827 apporte quelques modifications à cette tenue. L'habit prend le collet rouge passepoilé de bleu, revers et parements de la couleur de l'habit passepoilés de rouge (pl. XI). Le shako est légèrement modifié et le modèle de la plaque est changé (pl. III, 4) ; ses dimensions sont réduites à six pouces et demi sur le devant et sept sur le derrière ¹¹⁴.

Le règlement de 1841 se contente de prescrire : « On se conformera, pour les détails de l'habillement et du petit équipement des troupes des différentes armes, aux règlements fédéraux » (de 1840) ¹¹⁵. Si l'on s'en rapporte, à défaut de précisions réglementaires, aux documents iconographiques, on peut constater que, dès cette date, le règlement fédéral est strictement appliqué chez nous, au contraire de certains cantons qui adoptent la patte

¹⁰⁷ AV 1835, art. 4 et 5.

¹⁰⁸ LV 1846, art. 201.

¹⁰⁹ LV 1846, art. 200.

¹¹⁰ LV 1817-19, art. 90.

¹¹¹ LV 1817-19, art. 90.

¹¹² LV 1817-19, art. 92.

¹¹³ RF 1817, art. 86.

¹¹⁴ LV 1827, art. 170, 171, 173, 178, 179 et 182.

¹¹⁵ LV 1841, art. 175.

de parement non réglementaire. La tenue de l'infanterie est bleu foncé, à collet montant rouge et un rang de neuf boutons (pl. XIV et XV) ; pantalon bleu sombre à passepoil écarlate. Le shako reste celui du règlement de 1827 ¹¹⁶.

Les *carabiniers* se distinguent par l'habit vert foncé à collet, parements, doublure, revers de même couleur ; passepoils jaunes au collet, aux revers, aux poches et aux parements (pl. X). Pantalon vert avec deux bandes jaunes de six lignes de large ; un cor de chasse et une grenade en drap jaune aux retroussis (pl. II, 3) ; garnitures du shako et boutons jaunes ; pompon vert et jaune ; bonnet de police vert à passepoils jaunes ¹¹⁷.

Comme on le voit, le règlement valaisan s'écarte quelque peu, pour la tenue des carabiniers, du règlement fédéral puisqu'il préfère la couleur jaune à la noire comme couleur distinctive. Il n'y a, cependant, là que péché mineur et on retrouve cette tenue inchangée dans le règlement de 1827. Après 1841, les carabiniers reçoivent la tenue réglementaire fédérale : habit à collet et parements noirs, un rang de boutons. Les épaulettes sont supprimées ¹¹⁸.

Les *musiciens* ont l'habit bleu céleste à revers, collet et parements en velours cramoisi ; boutons blancs ; un galon au collet et des trèfles (pl. II, 5) en place de contre-épaulettes ; surtout gris à collet bleu céleste ; pantalon bleu céleste, collant ; bottes courtes ; panache blanc au shako ¹¹⁹. Le chef de musique porte un double galon au collet.

Cette tenue ne subit que des modifications de détail en 1827. Le collet, les revers et les parements deviennent de couleur écarlate, les musiciens portent, outre le galon du collet, un galon semblable aux parements, quatre grenades aux retroussis (pl. II, 4), pantalon large, bonnet de police bleu céleste passepoilé de rouge ¹²⁰.

Le règlement du 12 décembre 1856 donne aux musiciens la tenue de l'infanterie, bleu foncé, avec collet, parements et passepoils amarante ; deux contre-épaulettes en forme de trèfle ; au képi, une lyre sous la cocarde ¹²¹. Le chef de musique porte la capote d'officier et des demi-bottes sous le pantalon ¹²².

La buffleterie est blanche pour tous les corps sauf pour les carabiniers où elle est noire.

Chaque sous-officier et soldat reçoit un havresac fait « de peau en poils », garni de trois courroies dont l'une pour le pain et les deux autres pour la capote. Ces courroies sont blanches pour tous les corps, y compris les carabiniers. En 1819, le sac doit contenir deux chemises, une paire de souliers, deux paires de bas, un couteau de poche, un bonnet de police, une brosse à souliers, une boîte à graisse, une vergette, un peigne et une cuillère ¹²³. En 1827, ce paquetage est complété par un pantalon et une paire

¹¹⁶ RF 1843, art. 3, 5, 6, 10, 12, 13, 14.

¹¹⁷ LV 1817-19, art. 91.

¹¹⁸ RF 1843, art. 17-19, 20, 25, 26, 27 et 28.

¹¹⁹ LV 1817-19, art. 93.

¹²⁰ LV 1827, art. 181.

¹²¹ RV 1856, art. 5.

¹²² *Ibidem*, art. 6.

¹²³ LV 1817-19, art. 96.

de guêtres en triège blanc, un mouchoir, une brosse à habit, deux à souliers, une pour le cuivre, un martinet, un polissoir, une patience, une trousse garnie d'aiguilles, du fil, des ciseaux, des boutons, de la terre de pipe, un morceau de cire à giberne, de la limaille de fer et un flacon contenant de la potée d'étain ¹²⁴. Dans le train, le havresac est remplacé par un portemanteau en cuir noir dont le contenu est le même que pour les autres corps de troupe ¹²⁵.

5. Tenue des spécialistes et insignes de grade

Les *sapeurs* (pl. XII) ont des épaulettes en laine rouge, un bonnet à poils garni d'un cordon blanc et d'un plumet rouge, un grand tablier de peau blanche. Sur les manches, deux haches en sautoir (pl. V, 9) ; aux retroussis quatre grenades en drap blanc ¹²⁶.

Les *tambours et trompettes* de toutes armes se distinguent par le port de « nids d'hirondelles » (pl. II, 6) en galons rouges et blancs, trois galons de même couleur, en soie, sur l'avant-bras, un galon pareil au collet ¹²⁷. En 1827, ils conservent les nids d'hirondelles mais n'ont plus qu'un galon en bordure des parements et autour du collet ¹²⁸. Les caisses des tambours sont en cuivre, les cercles, peints aux couleurs cantonales ; colliers garnis d'un porte-baguettes en laiton. Les trompettes des carabiniers, des chasseurs et du train ont un cornet de chasse en cuivre suspendu à un cordon, de laine verte pour les carabiniers et les chasseurs, de couleur rouge pour le train ¹²⁹.

Les *maréchaux* ont un fer à cheval et les *selliers*, un tranchet (pl. V, 8 et 10) en drap rouge sur le bras ¹³⁰.

Les *fraters* portent au collet une boutonnière en poil de chèvre, de la couleur des boutons ¹³¹.

Les *sous-officiers* se reconnaissent aux galons qu'ils ont sur les manches (pl. V).

L'*adjudant sous-officier* a deux contre-épaulettes et deux galons argent placés obliquement au-dessus des parements ; le *fourrier-major*, un double galon en biais au-dessus du coude ; le *sergent-major* et le *vaguemestre*, deux galons sur l'avant-bras ; le *fourrier*, un galon au-dessus du parement et un autre au-dessus du coude ; les *sergents et les maréchaux des logis du train*, un galon or ou argent au-dessus du parement ; le *caporal* et le *brigadier du train*, deux galons en fil ou poil de chèvre sur l'avant-bras ; les *appointés du train*, un galon comme celui du caporal. La largeur de ces galons est de huit lignes pour tous les grades et ils sont de la couleur des boutons ¹³².

¹²⁴ LV 1827, art. 176.

¹²⁵ LV 1827, art. 175.

¹²⁶ LV 1817-19, art. 103 ; LV 1827, art. 179.

¹²⁷ LV 1817-19, art. 103.

¹²⁸ LV 1827, art. 196.

¹²⁹ LV 1827, art. 153.

¹³⁰ LV 1817-19, art. 103 ; LV 1827, art. 196.

¹³¹ LV 1827, art. 196.

¹³² LV 1817-19, art. 103 ; LV 1827, art. 196.

Les *vétérinaires*, que nos lois cantonales rangent parmi les sous-officiers, ont l'habit et le pantalon gris-clair, collet et parements de drap noir ; boutons blancs ; une boutonnière en argent, de trois lignes de largeur, au collet ; chapeau à trois cornes ¹³³. La boutonnière du collet devient or en 1827 ¹³⁴.

Le *tambour-major* porte, en 1819, l'habit de l'infanterie avec galons argent au collet, aux revers, aux parements et aux poches ; deux grenades argent sur les retroussis ; épaulettes à franges mêlées argent et soie ou laine rouge ; galons de sergent-major. Pantalon collant avec deux galons argent ; bottes courtes. Tricorne bordé argent et orné d'un panache rouge et blanc. Sabre en baudrier ¹³⁵. La loi de 1827 lui donne, sur la tenue de l'infanterie, des brandebourgs au collet, aux revers, aux parements et aux poches ; galons de sergent-major ; grenades argent aux retroussis ; épaulettes à bouillons argent et soie rouge ; baudrier écarlate galonné d'argent avec une plaque de métal argenté aux armes du canton ; comme coiffure un colback avec panache blanc ; pantalon bleu céleste avec deux galons argent ¹³⁶.

Les *officiers* se distinguent par le port des épaulettes, du hausse-col et de la dragonne or ou argent avec le centre rouge et le cordon rouge et blanc. Les épaulettes sont « à bouillons » pour les officiers supérieurs, « à franges » pour les autres officiers. Le hausse-col (pl. IV, 1) est de la couleur des boutons avec un écusson aux armes cantonales. Il devient doré avec un écusson argent en 1827 ¹³⁷.

Les officiers ont la tenue du corps auquel ils appartiennent, le pantalon collant, la botte courte, la capote grise de la troupe ¹³⁸. En 1827, ils troquent la botte et le pantalon collant contre le pantalon large de la troupe et leur capote contre une redingote à collet montant, de la couleur de l'habit ¹³⁹. Leur shako et leur bonnet de police sont garnis d'un galon de la couleur des boutons, dont la largeur diffère suivant le grade. Il est de quatorze lignes pour le lieutenant-colonel, de douze pour le major, de dix pour le capitaine, de huit et de sept pour le lieutenant et le sous-lieutenant ¹⁴⁰.

Le *commandant d'arrondissement* porte la tenue de l'infanterie avec boutons jaunes, deux épaulettes or, chapeau uni garni de plumes. Le *lieutenant-colonel* a une épaulette à bouillons et une contre-épaulette ; le *major*, deux épaulettes à franges ; le *capitaine*, une épaulette à franges et une contre-épaulette ; le *lieutenant* et le *sous-lieutenant*, les mêmes épaulettes que le capitaine, mais le corps traversé par une ou deux raies de soie rouge, de trois lignes de largeur, dans le sens de la longueur (pl. IV, 2-8).

Les officiers qui n'ont qu'une épaulette la portent sur l'épaule gauche ; seul l'aide-major fait exception à cette règle ¹⁴¹.

¹³³ LV 1817-19, art. 103.

¹³⁴ LV 1827, art. 196.

¹³⁵ LV 1817-19, art. 94.

¹³⁶ LV 1827, art. 180.

¹³⁷ LV 1817-19, art. 98 et 99 ; LV 1827, art. 190 et 195.

¹³⁸ LV 1817-19, art. 100 ; protocoles de la diète cantonale.

¹³⁹ LV 1827, art. 187.

¹⁴⁰ LV 1827, art. 187.

¹⁴¹ LV 1817-19, art. 97 ; LV 1827, art. 191 et 193.

Le règlement donne aux *chirurgiens de bataillon* l'habit gris-clair (gris de brochet) à collet et parements de velours noir ; trois boutons or au collet, de trois lignes de largeur (pl. IV, 9) ; pantalon gris-clair ; passepoils noirs aux revers, aux poches et aux retroussis. Chapeau à trois cornes ¹⁴². En 1827, les chirurgiens-majors reçoivent deux boutons en or au collet et aux parements et les aides-chirurgiens, deux boutons au collet seulement ¹⁴³.

Le harnachement des chevaux est « à la hussarde » : chabraque bleu foncé avec galon bleu céleste et passepoil écarlate, bride, licol, surfaix, poitrail et croupière en cuir noir avec garnitures dorées ¹⁴⁴. Le harnachement des chevaux de trait consiste en un harnais à reculement et un licol. Un cheval de chaque paire est encore équipé en outre d'une selle, d'une bride à mors et d'un filet ¹⁴⁵.

6. *Aperçu des uniformes fédéraux de 1850 à 1875*

Le règlement fédéral de 1852 n'apporte que fort peu de modifications à la tenue de 1843. Il introduit le shako conique pour toutes les armes et le casque à chenille pour la cavalerie. Les insignes de grades ne subissent aucun changement. En 1861, le frac est remplacé, pour l'infanterie, le génie et les carabiniers, par l'habit droit à la française, à deux rangées de boutons ; le pantalon devient uniformément gris-bleu ; le shako est abaissé ; le génie et les carabiniers reçoivent le chapeau à plumes ; la cavalerie garde le casque ; les officiers perdent le hausse-col. En 1869, la tunique est adoptée pour toutes les armes ; le « képi », bas et conique, devient la coiffure uniforme de l'armée ; bicornes et épaulettes des officiers disparaissent. Celles-ci sont remplacées par les « brides d'épaules » transversales portant les insignes de grades. C'est la tenue portée par les troupes lors de l'occupation des frontières de 1870-1871.

III. L'armement

1. *Prescriptions fédérales*

L'importance d'un bon armement ne pouvait échapper aux autorités. Aussi le règlement fédéral de 1817 prescrit-il que « les hommes des contingents cantonaux doivent entrer dans l'armée fédérale armés, équipés et exercés d'une façon parfaitement uniforme » ¹⁴⁶. La Confédération précise dès le début ses exigences en cette matière.

¹⁴² LV 1817-19, art. 97.

¹⁴³ LV 1827, art. 187 et 194.

¹⁴⁴ LV 1827, art. 198.

¹⁴⁵ LV 1827, art. 199.

¹⁴⁶ RF 1817, art. 4.

Les fusiliers sont dotés du fusil d'ordonnance français avec baïonnette (pl. VII, 1-2), giberne et buffleterie blanche ¹⁴⁷. C'est le fusil du modèle de 1777 qui, malgré certains perfectionnements, reste une arme médiocre, tirant bien jusqu'à 200 mètres, mais sans précision au-delà. Il est à âme lisse, du calibre d'une once (18 mm), d'une longueur de 35 pieds et demi. Il ne peut être utilisé que dans le combat coude à coude que pratique alors l'infanterie. La charge est lente ; c'est la fameuse charge en douze temps et, en cas de pluie, le tir devient impossible.

Les chasseurs reçoivent un fusil de même calibre, de deux pouces plus court, avec canon rayé droit, le fût avec capucine ¹⁴⁸, la crosse plus courbée et plus forte, plus propre au tir qu'à l'exercice, avec baïonnette de deux pouces plus longue que celle de l'infanterie ; giberne, sabre en baudrier ¹⁴⁹.

Les carabiniers sont armés d'une forte carabine rayée en spirale (pl. VII, 7) et d'un couteau de chasse arrangé, si possible, de façon à servir de baïonnette ; giberne et buffleterie noire ¹⁵⁰.

Ces rayures, aussi bien rectilignes qu'hélicoïdales, permettent une plus grande portée et davantage de précision. Mais elles présentent l'inconvénient d'une charge plus lente, car la balle est forcée dans le canon à coups de maillet ; en outre, l'encrassement plus rapide de l'arme oblige de laver le canon après vingt coups.

Les sous-officiers, caporaux, tambours, trompettes, fraters et sapeurs portent un sabre en baudrier (pl. VII, 3) ; les sapeurs, en outre, une hache avec son fourreau ¹⁵¹.

Les officiers d'infanterie et d'artillerie portent une épée ; ceux de chasseurs et de carabiniers ont un sabre court en ceinturon ¹⁵².

Chaque canton est tenu de posséder des modèles uniformes de toutes les armes conformes à l'ordonnance ; la commission d'inspection doit y veiller. Lors des rassemblements de troupes, chaque corps doit se présenter avec un armement en parfait état. Les armes défectueuses sont remplacées ou réparées aux frais du canton fautif ¹⁵³.

Les carabiniers en 1838, puis l'infanterie en 1842 reçoivent une carabine à piston ou à percussion (pl. VIII, 1). Dans ces nouvelles armes l'étincelle destinée à provoquer l'inflammation de la poudre est produite par le heurt du chien sur une capsule de fulminate.

Il faut cependant attendre la loi fédérale du 2 décembre 1850 sur l'armement, l'habillement et l'équipement des carabiniers, et la loi du 27 août 1851 sur l'armement de l'armée fédérale, pour que s'ouvre une ère de perfectionnements de plus en plus rapides et importants.

¹⁴⁷ RF 1817, art. 63.

¹⁴⁸ Chacun des anneaux métalliques qui assujétissent le canon au fût d'une arme à feu.

¹⁴⁹ RF 1817, art. 63.

¹⁵⁰ RF 1817, art. 63.

¹⁵¹ RF 1817, art. 63.

¹⁵² RF 1817, art. 64.

¹⁵³ RF 1817, art. 67 et 68.

En 1851, les carabiniers sont armés de la carabine « Stutzer » dite « carabine fédérale » (pl. VIII, 2). Les chasseurs suivent en 1857, avec un nouveau « fusil de chasseurs » et la réserve est armée comme l'élite. En 1859, 66 000 fusils d'infanterie sont transformés selon le système Prelaz-Burnand. Toutes ces armes sont à âme lisse et se chargent par la culasse.

En 1863, premier pays en Europe, la Suisse adopte des armes de petit calibre : 10,5 mm au lieu de 18 mm, elle introduit une arme qui se charge par la culasse (pl. VIII, 3). Après la campagne austro-prussienne de 1866 qui révèle la force militaire de la Prusse et l'efficacité de son fusil à aiguille, la Suisse adopte une arme à répétition (pl. IX, 1). En 1867, les carabiniers sont pourvus de la carabine américaine Peabody (pl. IX, 2), plus légère et de portée plus grande que les précédentes, et, en 1868, l'on introduit le fusil à répétition Vetterli (pl. IX, 3), muni d'un magasin à 8 cartouches, avec culasse mobile.

2. Fourniture de l'armement

En 1819, les soldats ont l'obligation de s'armer à leurs frais, et l'Etat n'assume que la fourniture des carabines de chasseurs et de carabiniers dont il constitue des dépôts dans chaque arrondissement ¹⁵⁴.

A partir de 1827, les recrues se procurent seules un fusil pour participer aux exercices ¹⁵⁵. L'Etat fournit aux carabiniers leur sac de chasse et leur poire à poudre. Armes et accessoires ne leur sont d'ailleurs délivrés que pour la durée du service ¹⁵⁶.

Quant aux communes qui, en 1819, n'armaient que leurs ressortissants trop pauvres pour pouvoir acquérir un fusil à leurs frais, elles se voient obligées, dès 1827, de remettre à leurs soldats le fusil avec ses accessoires, la baïonnette, la giberne et le baudrier, et de distribuer en prêt, pour les exercices, le même armement aux carabiniers et aux chasseurs ¹⁵⁷. Leurs charges s'accroissent avec les lois de 1841 et de 1846. Dès ce moment, elles sont encore astreintes à verser dans la caisse de l'Etat la valeur de la carabine et de la giberne de leurs chasseurs et de leurs carabiniers ¹⁵⁸, à fournir le sabre et le ceinturon ou la giberne des hommes du train et des chasseurs et carabiniers ¹⁵⁹, et à remettre en prêt aux recrues un fusil avec giberne pour leur permettre de participer aux exercices ¹⁶⁰.

A partir de 1853, l'Etat prend à sa charge la fourniture de tout l'armement ¹⁶¹.

¹⁵⁴ LV 1817-19, art. 104.

¹⁵⁵ LV 1827, art. 210.

¹⁵⁶ LV 1827, art. 202.

¹⁵⁷ LV 1817-19, art. 105 ; LV 1827, art. 204.

¹⁵⁸ LV 1841, art. 177 ; LV 1846, art. 185.

¹⁵⁹ LV 1841, art. 178 ; LV 1846, art. 185 et 186.

¹⁶⁰ LV 1841, art. 185 ; LV 1846, art. 191.

¹⁶¹ LV 1853, art. 53.

Les transformations intervenues dans l'armement à partir de 1850 sont marquées, en Valais, par trois arrêtés.

Le premier, du 28 août 1850, sur la livraison des fusils à percussion, ordonne que les armes du nouveau modèle soient remises aux communes contre des créances en faveur de l'Etat ¹⁶².

Deux arrêtés, datés du 15 mars et du 23 juillet 1859, prescrivent le dépôt des armes de l'élite et de la réserve et invitent les soldats à remettre leur fusil avec baïonnette, giberne et accessoires à des officiers spécialement désignés dans chaque commune. Ceux-ci ont l'obligation de contrôler l'état des armes rendues, de noter sur une fiche l'état civil complet du soldat et de lui délivrer un récépissé. Les communes reçoivent le nombre correspondant d'armes de qualité analogue à celles qu'elles ont rendues et les fusils sont envoyés pour transformation à l'atelier fédéral de Zofingue ¹⁶³.

3. *Entretien de l'armement*

Nos lois cantonales se contentent d'ordonner que les soldats ont l'obligation de pourvoir au bon entretien de l'armement qu'ils ont reçu et qu'ils doivent rendre en passant en landwehr, et de charger les autorités communales et les commis d'exercice de veiller à l'observation de cette prescription. Toutes transformations sont interdites ¹⁶⁴.

Avec le règlement du 9 novembre 1863 sur la remise des armes aux militaires, les exigences se précisent. Avant leur livraison à la troupe, les armes sont numérotées et ces numéros sont inscrits sur les registres du département militaire et du commis avec un double pour la commune ¹⁶⁵. Les militaires reçoivent une instruction détaillée sur l'entretien des armes et de la buffleterie ¹⁶⁶. Ceux qui ne désirent pas garder leur arme chez eux peuvent la déposer chez le commis contre rétribution de Fr. 1.— par an pour frais d'entretien ¹⁶⁷. Les hommes sont tenus de présenter leur arme à chaque réquisition et des contrôles sont effectués à chaque entrée en service et après chaque fête patronale et chaque tir en campagne ¹⁶⁸.

Les commis, de leur côté, sont astreints à suivre des cours sur la manutention et sur l'entretien de l'armement. En cas de négligence de leur part, ils sont cassés de leur grade et rendus responsables des dégradations intervenues par leur faute ¹⁶⁹.

¹⁶² AV 1850, art. 1 à 6.

¹⁶³ AV 1859 a, art. 1 à 6 ; AV 1859 b, art. 1 à 8.

¹⁶⁴ LV 1827, art. 208, 213 et 214 ; LV 1841, art. 184, 191 et 192 ; LV 1846, art. 190, 198 et 199.

¹⁶⁵ RV 1863, art. 2.

¹⁶⁶ RV 1863, art. 1, 2 et 3.

¹⁶⁷ RV 1863, art. 5.

¹⁶⁸ RV 1863, art. 4 et 7.

¹⁶⁹ RV 1863, art. 10 et 11.

4. Armement des milices cantonales

Nos règlements militaires donnent aux milices l'armement conforme au règlement fédéral de 1817. Les chasseurs et les carabiniers sont pourvus, en 1819, du sabre-briquet de l'infanterie (pl. VII, 3) et c'est en 1827 seulement que les chasseurs reçoivent une baïonnette et que les carabiniers sont dotés d'un couteau de chasse et d'une poire à poudre (pl. VII, 4-6) qu'ils portent suspendue en bandoulière à un cordon de laine verte ¹⁷⁰. Les soldats du train ont, en place du baudrier, un ceinturon blanc sous l'habit ; leurs sous-officiers portent le sabre de cavalerie ¹⁷¹.

Le sabre ou l'épée des officiers est orné d'une dragonne rouge et argent ou or, à bouillons pour les officiers supérieurs, à franges pour les autres officiers. Les officiers de chasseurs et de carabiniers portent en outre un cornet de chasse suspendu à un cordon de soie terminé par un gland, de couleur verte et jaune pour les officiers de carabiniers ; de couleur verte et argent pour ceux de chasseurs ¹⁷². Les officiers du train sont armés du sabre de cavalerie légère ¹⁷³.

La giberne des fusiliers et des chasseurs contient, outre les munitions et pierres à feu réglementaires, un bouchon de fusil ¹⁷⁴, un tourne-vis, un tire-balles ¹⁷⁵, une pièce grasse, une pierre de bois ou de corne (utilisée, selon toute vraisemblance, dans les exercices, afin d'éviter l'usure prématurée de la pierre à feu), une fiole à huile et une épinglette ¹⁷⁶. De leur côté, le sac de chasse des carabiniers, sorte de gibecière en cuir noir, est équipé d'un tourne-vis, d'un tire-balles et d'un maillet ¹⁷⁷.

5. Les munitions

Les munitions consistent en une balle ronde, en plomb, renfermée, avec la poudre, dans un sachet de papier. Elles doivent être fournies par les cantons et se fabriquent soit dans les arsenaux, soit directement à la troupe ¹⁷⁸.

La dotation des compagnies de carabiniers est de 394 livres de poudre, 1341 livres de plomb et 2000 pierres à feu. Chaque homme reçoit 30 balles et la poudre nécessaire, calculée à raison d'une once par balle. Le solde est réparti dans un fourgon et dans un caisson de réserve qui suivent la compagnie et contiennent 120 livres de poudre, 500 livres de plomb et 600 pierres à feu ¹⁷⁹.

¹⁷⁰ LV 1817-19, art. 80, 81 et 82 ; LV 1827, art. 157 et 158.

¹⁷¹ LV 1817-19, art. 84 ; LV 1827, art. 162 et 163.

¹⁷² LV 1817-19, art. 86 ; LV 1827, art. 159 et 168.

¹⁷³ LV 1817-19, art. 86 ; LV 1827, art. 163.

¹⁷⁴ Sorte de tampon cylindrique, de bourre, que l'on introduit dans le canon pour en fermer l'âme.

¹⁷⁵ Instrument composé d'une sorte de double tire-bouchon, qui se visse à l'extrémité de la baguette et sert à extraire la balle de l'arme.

¹⁷⁶ LV 1817-19, art. 85 ; LV 1827, art. 167.

¹⁷⁷ LV 1827, art. 157.

¹⁷⁸ RF 1817, art. 79.

¹⁷⁹ RF 1817, art. 81 a.

Les compagnies de fusiliers ont droit à 160 cartouches par homme, dont 30 dans la giberne, et le solde réparti, soit dans les caissons de ligne et ceux des parcs de réserve ou de dépôt, soit prêt dans les arsenaux cantonaux ¹⁸⁰.

Les chasseurs reçoivent 20 cartouches dans la giberne et, de plus, 20 balles avec la poudre nécessaire pour tirer « à balle forcée » ¹⁸¹.

En conséquence, le Valais doit fournir à l'armée fédérale la munition suivante :

	Elite	Réserve
Livres de poudre pour carabiniers	394	394
Livres de plomb pour carabiniers	1341	1341
Cartouches d'infanterie	164320	169210
Pierres à feu	18432	18912 ¹⁸²

Après 1838, du fait de l'adoption d'un nouvel armement, la munition subit de profondes transformations. Elle se compose désormais de cartouches renfermant la charge et de capsules contenant l'amorce. Les cartouches comprennent une balle fondue en plomb, de forme sphérique, une charge de poudre et un cylindre en papier. Elles sont fabriquées dans les arsenaux cantonaux. Les capsules, par contre, doivent être commandées dans un atelier fédéral, seul habilité à les fabriquer.

La dotation est de 160 cartouches par fusilier et par chasseur, dont 40 sur l'homme et la quantité de capsules calculée à raison de deux capsules pour une cartouche ¹⁸³.

Les carabiniers reçoivent 320 coups par homme dont 40 dans la giberne et la poudre calculée à raison d'une livre pour 80 coups ¹⁸⁴. Les capsules leur sont livrées à raison de 100 par livre de poudre ¹⁸⁵.

Un tiers de ces dotations doit être continuellement prêt dans les arsenaux ; pour les deux autres tiers, tout ce qui est nécessaire à leur confection doit se trouver entreposé dans les dépôts cantonaux ¹⁸⁶.

Les prestations du Valais sont, de ce fait, portées à 280.960 cartouches et 561.920 capsules pour l'infanterie ; 728 livres de poudre, 2912 livres de plomb et 72.800 capsules pour les carabiniers ¹⁸⁷.

Après l'introduction de la loi fédérale de 1851, du fait de l'augmentation des effectifs à fournir, le Valais voit ses obligations augmentées et portées à :

¹⁸⁰ RF 1817, art. 81 b.

¹⁸¹ RF 1817, art. 81 c.

¹⁸² RF 1817, Tab. XIV.

¹⁸³ RF 1840, art. 80 ; RF 1845, art. 80.

¹⁸⁴ RF 1840, art. 80 b ; RF 1845, art. 80 b.

¹⁸⁵ RF 1840, art. 80 *in fine* ; RV 1845, art. 80 *in fine*.

¹⁸⁶ RF 1840, art. 81 ; RF 1845, art. 81.

¹⁸⁷ RF 1840, Tab. XXIII ; LV 1845, Tab. XXV.

	Elite	Réserve
Cartouches d'infanterie	290.880	135.520
Capsules d'infanterie	581.760	271.040
Cartouches pour carabiniers	57.600	28.800
Livres de plomb pour carabiniers	2.600	1.300
Capsules pour carabiniers	115.200	57.600
Cartouches d'artillerie (pour pistolet)	200	180
Capsules d'artillerie	400	360

Outre ces prestations, le Valais doit encore contribuer à la dotation en projectiles d'artillerie et se voit taxé pour 700 obus et 100 coups à balle pour l'élite et pour la réserve ; 190 coups à boulet, 60 à balle et 50 à mitraille pour canons de 6, à l'artillerie de position.

Ces prestations restent inchangées jusqu'en 1875, date à partir de laquelle la Confédération prend à sa charge la fourniture de toutes les munitions.

IV. Le matériel de corps

Les règlements fédéraux divisent le matériel de corps en deux catégories : le matériel général, comprenant les drapeaux de bataillon, le matériel de cuisine et celui de campement, et les moyens de transport.

A l'instar de l'armement, de l'habillement et de l'équipement, le matériel de corps est fourni par les cantons.

1. Drapeaux de bataillon

Le règlement fédéral de 1817 ne fait aucune allusion aux drapeaux de bataillon ; notre règlement cantonal de 1827 se contente de mentionner brièvement : « Chaque bataillon a un drapeau aux couleurs cantonales traversé d'une croix blanche portant, en son milieu, l'écusson cantonal »¹⁸⁸.

Cet écusson est en forme d'écu polonais, à échancrures multiples, entouré d'une couronne de feuilles de chêne. Chaque quartier du drapeau porte neuf flammes ondulées dont cinq de couleur cramoisie et quatre blanches. La cravate est aux couleurs fédérales. Ces drapeaux sont fournis par l'Etat¹⁸⁹.

¹⁸⁸ LV 1827, art. 152.

¹⁸⁹ LV 1827, art. 201. — Les drapeaux des trois bataillons furent commandés à Charles-Antoine Girolidi, à Viège. La convention du 20 février 1820, signée par Bonaventure Bonvin, secrétaire d'Etat adjoint et par Charles-Antoine Girolidi, nous donne les renseignements suivants : la longueur de l'esponçon avec le bouton et la lance est de 8 pieds

Après 1840, la Diète fédérale décide l'uniformisation de tous les drapeaux de l'armée. Ils sont désormais aux couleurs fédérales : rouge avec une croix blanche portant en son travers le nom du canton en lettres d'or ¹⁹⁰.

Le nouveau drapeau est un étendard de soie écarlate de forme carrée. La croix a les bras d'un pied de large sur trois pieds de long ; la hampe en bois dur, sur laquelle la soie est fixée avec des clous dorés, est ornée de bandes rouges et blanches peintes en spirales. Une pointe de lance en cuivre doré la surmonte. La cravate est aux couleurs cantonales ¹⁹¹.

La constitution fédérale de 1848 donne une base légale au drapeau fédéral en énonçant : « Tous les corps de troupes au service de la Confédération portent le drapeau fédéral » ¹⁹².

Comme par le passé, les drapeaux continuent à être fournis par l'Etat ¹⁹³.

2. Matériel de bivouac

Le règlement fédéral de 1817 révisé en 1840 prescrit : « Toutes les troupes appelées au service fédéral sont équipées par les arsenaux cantonaux des ustensiles de cuisine et de campement, conformément aux dispositions formulées par les règlements » ¹⁹⁴.

Les ustensiles de cuisine comprennent, pour chaque escouade d'infanterie ou de carabiniers, une marmite à couvercle, un sac à marmite avec courroies, un bidon, une gamelle, un sac à pain et une petite hache (pl. VI).

1 pouce, soit 2,70 m environ ; la largeur du drapeau est de 4 pieds 6 pouces, soit 1,45 m ; sa hauteur de 4 pieds 9 pouces, soit 1,55 m ; la largeur de la croix blanche est de 10 pouces, soit 0,27 m ; la longueur des cravates est du tiers de la largeur du drapeau ; leur largeur est de 6 pieds, soit 16,2 cm ; la longueur des cordons avec les floquets est de 1 pied 6 pouces, soit 0,486 m et leur couleur est rouge et blanc ; les franges des cravates ainsi que les glands des floquets sont en or. Le drapeau est en taffetas, le rouge cramoisi, le blanc de lait. La guirlande de chêne qui entoure les armoiries a le feuillage brodé en soie verte et les glands sont en or. Notre arsenal possédait un drapeau du modèle indiqué (pl. I) ainsi que d'autres que nous n'avons pu identifier d'une façon certaine : en particulier un drapeau mi-parti rouge et blanc avec l'écusson cantonal au centre et l'inscription « Bataillon N° 1 », probablement de 1815, pouvant avoir appartenu au bataillon de Courten et ayant participé au siège de Huningue, ainsi qu'un drapeau de carabiniers avec l'écusson cantonal d'un côté et l'écusson fédéral de l'autre, sur fond vert, datant selon toute vraisemblance de l'époque de 1840. Ces drapeaux se trouvent actuellement au Musée des carabiniers valaisans, au château de Villa, à Sierre.

¹⁹⁰ RF 1840, art. 63 ; LV 1841, art. 172 ; LV 1846, art. 179.

¹⁹¹ Le drapeau fédéral subira encore d'autres modifications avant d'atteindre son état actuel. Un arrêté du Conseil fédéral, en 1844, ordonne que « le drapeau des bataillons de fusiliers porte le nom du canton sur l'un des bras de la croix, sur l'autre le numéro du bataillon », et l'arrêté fédéral du 12 décembre 1889 prescrit : « les armoiries de la Confédération consistent en une croix blanche, droite et alésée, placée sur fond rouge et dont les branches, égales entre elles, sont d'un sixième plus longues que larges ». En 1912-1913, enfin, les dimensions du drapeau sont modifiées et portées de 1,35 à 1,10 m de côté. Les inscriptions de la croix sont raccourcies en proportion par l'abréviation des noms d'unités.

¹⁹² CF 1848, art. 20.

¹⁹³ LV 1841, art. 176 ; LV 1846, art. 184.

¹⁹⁴ RF 1840, art. 64.

La marmite, avec anse mobile et couvercle pouvant servir de gamelle, est en fer-blanc tout comme le bidon et la gamelle, dont les dimensions sont plus restreintes. Le sac à pain est en triège écru et doit contenir la ration de l'escouade pour deux jours, soit seize pains de trois livres. La hache est en fer aciéré au tranchant avec manche en bois dur.

Ce matériel est réparti entre les hommes de l'escouade et se porte suspendu au sac ¹⁹⁵.

Outre ce matériel, chaque compagnie est dotée d'une cantine pour les officiers. Elle consiste en une marmite à couvercle contenant un petit bidon, une gamelle et quatre assiettes ¹⁹⁶.

3. Matériel de campement

Le matériel de campement consiste en tentes de triège fort, avec portière à recouvrement, une traverse ou « faitière » en bois de sapin, deux montants également en sapin, percés de trous dans le haut pour permettre le passage de six bâtonnets de tente en bois dur, servant à y suspendre les gibernes, et 26 piquets avec entailles pour recevoir la gance de la corde ¹⁹⁷.

Chaque compagnie a droit à une tente pour le capitaine, une pour trois lieutenants et une par escouade de douze soldats.

Les armes sont abritées sous des « manteaux d'armes » pouvant contenir 40 fusils ou 30 carabines. Confectionnés, comme les tentes, en triège serré, ils se composent de 10 « alizes » et d'une portière fixée dans le haut autour d'un chaperon de bois. Ils sont garnis dans leur pourtour d'une sangle. Les armes sont suspendues à un montant en sapin auquel sont fixés les « bâtonnets d'armes » ¹⁹⁸.

4. Matériel divers

Les bataillons d'infanterie et les compagnies de carabiniers doivent être pourvus d'une caisse d'ambulance dont le contenu en instruments de chirurgie, médicaments, ustensiles et objets d'équipement personnel des officiers sanitaires, vétérinaires et fraters, est prescrit par les règlements du service de santé ¹⁹⁹.

Bataillons et compagnies, enfin, doivent avoir un approvisionnement de pièces de rechange et d'outils d'armurier nécessaires aux réparations urgentes ²⁰⁰.

¹⁹⁵ RF 1843, art. 1 à 8.

¹⁹⁶ RF 1843, art. 9.

¹⁹⁷ RF 1843, art. 10.

¹⁹⁸ RF 1843, art. 11.

¹⁹⁹ RF 1840, art. 65.

²⁰⁰ RF 1840, art. 66.

5. Moyens de transport

Le service des transports se divise en deux catégories :

Le train, organisé, soldé et entretenu conformément aux règlements militaires ; les transports par réquisition ²⁰¹.

La première de ces catégories concerne les transports de voitures de guerre réglementaires et de pièces d'artillerie, pour lesquelles le règlement prévoit des chevaux de service.

Dans la seconde catégorie entrent les transports des voitures de guerre et des pièces d'artillerie de position et de remplacement, pour lesquelles le règlement ne prévoit pas de chevaux. Les chars pour le transport des bagages et autres effets pour lesquels il n'y a point de voitures prévues ainsi que les attelages nécessaires en font également partie. Les bataillons ont droit à trois de ces chars de réquisition à deux colliers (deux chevaux), un à un collier à chaque compagnie de carabiniers et les chars nécessaires à chaque subdivision de l'état-major ²⁰². Tous ces chars et ces attelages sont requis en marche ou au stationnement. Les communes sont tenues de les fournir contre des bons qui sont payés par le commissaire des guerres.

Les caissons de munitions et autres voitures de guerre se divisent en caissons de ligne et des parcs de réserve, tous attelés, et caissons des parcs de dépôt, qui restent à l'armée, sans attelages.

Les caissons de l'infanterie et les demi-caissons des carabiniers sont destinés au transport exclusif des munitions. Ils se composent d'un avant-train avec coffre à munitions, en bois, muni d'un couvercle recouvert de tôle, et d'un arrière-train comprenant un corps de voiture, deux coffres à munitions, un coffret d'armement, un coffret à capsules, un coffret dit « caisse ferrière » et un tiroir. Les demi-caissons sont également divisés en avant et arrière-train, celui-ci comprenant deux grands compartiments et un troisième, plus petit, entre les deux autres.

Toutes ces voitures doivent être confectionnées en bois parfaitement sec, recouvert de trois couches de peinture à l'huile gris-olive. Les parties en fer sont peintes en noir. Les avant-trains doivent être marqués du nom du canton, de la désignation de la voiture et d'un numéro, le tout en lettres blanches.

A chaque rassemblement de troupes, les voitures sont inspectées minutieusement et celles trouvées en mauvais état d'entretien doivent être réparées ou remplacées aux frais du canton fautif ²⁰³.

La dotation en véhicules comprend pour un bataillon : un grand caisson ou deux demi-caissons et un fourgon à trois colliers ; il y en a autant au parc de réserve et seulement un caisson au parc de dépôt. Les compagnies de

²⁰¹ RF 1840, art. 101.

²⁰² RF 1840, art. 101 b.

²⁰³ RF 1840, art. 102.

carabiniers ont droit à un demi-caisson en ligne comme aux parcs de réserve et de dépôt ²⁰⁴.

En application de ces règles, le Valais doit fournir :

	En ligne		Parc de réserve		Parc de dépôt	
	Elite	Réserve	Elite	Réserve	Elite	Réserve
Caissons	5	4	2	1	1	—
Demi-caissons	1	1	1	1	—	1

Ces obligations subissent diverses modifications. En 1840, le Valais est taxé pour :

	En ligne	Parc de réserve	Parc de dépôt
Caissons d'infanterie	3	3	—
Demi-caissons d'infanterie	—	—	—
Demi-caissons de carabiniers	2	1	1

Une nouvelle transformation intervient en 1851 et la dotation est portée à :

	Réserve fédérale	Parc de division	Parc de dépôt
Fourgons de bataillons	2	—	—
Demi-caissons d'infanterie	3	3	1
Demi-caissons de carabiniers	1	1	1

Les attelages sont également à la charge des cantons et le Valais doit fournir :

En 1817 :

	Elite		Réserve	
	En ligne	Parc de réserve	En ligne	Parc de réserve
Chevaux de trait	12	46	12	8
Chevaux de selle	1	—	—	—

En 1840 :

	Pour batteries	Caissons de carabiniers	Caissons d'infanterie
Chevaux de trait	44	4	12

²⁰⁴ RF 1817, art. 74, 75 et 76 ; RF 1840, art. 76 et 77.

En 1851 :

	Elite			
	Pour batteries	Caissons de carabiniers	Caissons d'infanterie	Parc de division
Chevaux de trait	44	4	12	26
Chevaux de selle	3	—	—	2
Réserve				
Chevaux de trait	44	2	6	10
Chevaux de selle	3	—	—	2

Les chevaux de selle doivent être munis de harnais à timon et l'un des chevaux de chaque couple doit avoir une selle et une bardelle ²⁰⁵. Les chevaux de selle doivent être équipés d'une bride à mors, à branche ou à filet.

Ces dotations subsistent sans changement jusqu'en 1875. Dès ce moment la Confédération prend aussi à sa charge la fourniture des véhicules et des chevaux.

²⁰⁵ Selle de grosse toile et de bourre.

CHAPITRE IV

LE CONTINGENT CANTONAL OU LANDWEHR

I. Son rôle et son évolution

Parallèlement aux contingents fédéraux d'élite et de réserve, se sont constitués d'autres corps de troupes dont la formation, l'organisation, l'équipement, l'armement et l'instruction sont laissés aux soins des cantons : les landwehrs cantonaux.

Dans son *Manuel pour l'instruction des officiers suisses de toutes armes* (Bâle, 1826), le lt-colonel fédéral Wieland définit excellemment le rôle confié à la landwehr dans le système défensif du pays : « S'il est reconnu que la conservation de l'indépendance de la Suisse doit être confiée à la milice, il en résulte sans aucun doute que nous devons organiser nos moyens de défense de manière que la Confédération soit en état de combattre, par ses propres moyens, des armées étrangères qui pourraient menacer le pays. A cet effet, deux sortes de troupes sont nécessaires : savoir, pour protéger le pays, l'armée prête à marcher sous la bannière fédérale (contingents) ; pour défendre ses propres foyers, le peuple armé (landwehr). L'armée fédérale est destinée à soutenir le terrain et à s'opposer en masse à l'ennemi d'après les principes de la science de la guerre. La réserve sédentaire (landwehr) est destinée, comme peuple armé, ou garde nationale, à soutenir les troupes fédérales lors d'une invasion de l'ennemi, à se mettre en mouvement partout où l'adversaire menace et à coopérer, par des attaques promptes, à la défense du pays. Cette réserve locale est organisée dans tout le pays en sections par communes, districts et cantons, et tandis que l'armée fédérale fait face aux colonnes assaillantes de l'ennemi, la réserve doit la renforcer momentanément, occuper les passages, garder l'intérieur et s'opposer aux coups de main de l'adversaire, le tout d'après les règles de la guerre nationale, pour former une résistance générale. La landwehr ne doit être convoquée que lorsque la patrie est en danger, et en appelant tous les citoyens aux armes, elle veut tenter l'extrême pour la sauver ».

Les lois fédérales n'accordent tout d'abord aucune mention à la landwehr. Mais, en 1831, la Diète fédérale, qu'inquiètent les révolutions européennes, face à la faiblesse de la Suisse, invite les hauts Etats confédérés à organiser, *provisoirement et indépendamment des deux contingents fédéraux*,

un premier contingent de landwehr qui sera, en cas de nécessité, mis à la disposition du pouvoir central¹.

La constitution fédérale de 1848 et la loi d'organisation militaire de 1850, en décrétant : « Lorsqu'il y a danger, la Confédération peut disposer de la seconde réserve (landwehr) qui se compose des autres forces militaires des cantons² », soumet toutes les landwehrs à la législation fédérale. Si leur organisation demeure cantonale, le pouvoir central acquiert désormais sur elles un droit de regard dont il use en promulguant des ordonnances dont les cantons doivent tenir compte.

Ces diverses modifications de la législation fédérale ont leurs répercussions sur nos lois cantonales. Nous n'en voulons pour preuve que les articles traitant des classes de la milice. Alors qu'en 1819 et en 1827, nos lois ne mentionnent que la landwehr³, celles de 1841 et de 1846 établissent une distinction entre le premier contingent de landwehr et la seconde landwehr⁴, ou entre le premier contingent de landwehr et la landwehr cantonale⁵. A partir de 1850, cette distinction disparaît et nous ne rencontrons plus, comme en 1819 et en 1827, que la landwehr⁶.

En 1846, la diète cantonale, devant la tension latente qui règne dans tout le pays, et pressentant la crise qui éclatera l'année suivante avec le Sonderbund, ordonne le regroupement des forces cantonales, les mettant en quelque sorte sur pied de guerre ; elle crée ainsi, momentanément, une véritable armée cantonale. La landwehr est réorganisée et renforcée. Mais cette organisation n'a qu'une durée éphémère. Elle disparaît avec l'occupation du canton par les troupes fédérales.

II. La landwehr cantonale

1. Organisation

La première organisation de la landwehr n'apparaît en Valais qu'avec la loi de 1827. Celle de 1819 se contente de la mentionner par l'annonce d'un règlement particulier⁷ qui en fixera l'organisation.

La landwehr réunit tous les hommes, aptes à porter les armes, que le sort n'a pas désignés pour être incorporés dans les contingents fédéraux ; les membres de familles nombreuses non incorporés en élite ou en réserve, et

¹ AF 1831, art. 1.

² CF 1848, art. 19 ; LF 1850, art. 7.

³ LV 1819 et LV 1827, art. 2.

⁴ LV 1841, art. 2.

⁵ LV 1846, art. 2.

⁶ LV 1853, art. 21.

⁷ LV 1819, art. 8.

les bénéficiaires d'exemption de service dans l'armée fédérale⁸. En cas de mise sur pied, elle est renforcée par les recrues⁹.

Cette règle est confirmée en 1827¹⁰, en 1841¹¹ et en 1846¹².

L'âge d'incorporation en landwehr est le même que celui prévu pour les contingents fédéraux : 18 à 50 ans, de 1819 à 1846 ; 16 à 60 ans en 1846 ; puis 20 à 44 ans à partir de 1850. Elle est alors alimentée par les hommes ayant terminé leur temps en réserve¹³.

La réorganisation de 1846 divise la landwehr en deux corps : la landwehr cantonale proprement dite, à laquelle appartiennent les hommes de 18 à 55 ans, et la réserve cantonale, où sont incorporés les jeunes gens de 16 à 18 ans et les hommes de 55 à 60 ans¹⁴. En 1857, la loi autorise l'entrée en landwehr de volontaires de moins de 20 ans et de plus de 44 ans¹⁵.

En 1859, le Conseil d'Etat constate que ce corps ne peut être mis sur pied conformément à la loi fédérale, puisque les hommes incorporés en élite depuis la promulgation de la loi de 1850 en font encore partie. Il décide donc de le former au moyen des hommes nés après le 1^{er} janvier 1816, qui ont achevé leur temps en réserve, n'ont pas été réformés, et que l'Etat rappelle à cet effet. Par la suite, la landwehr doit maintenir ses effectifs grâce aux classes qui quittent l'élite¹⁶.

2. Armes

En 1827, la landwehr cantonale comprend les mêmes armes que le contingent fédéral. Elle se subdivise en 17 compagnies de fusiliers, 10 compagnies de chasseurs, 6 de carabiniers, une compagnie du train et une compagnie d'artillerie¹⁷. Avec la réorganisation de 1846, elle est considérablement renforcée et elle reçoit en outre une section de sapeurs du génie, des compagnies de mousquetaires et une section de pionniers par bataillon, tandis que le nombre des compagnies d'infanterie et de carabiniers est augmenté¹⁸. Les sapeurs disparaissent en 1857¹⁹ et, dès 1859, la landwehr ne comprend plus que de l'infanterie, de l'artillerie et des carabiniers, comme en 1827²⁰.

⁸ LV 1817-19, art. 8, 15 et 16.

⁹ LV 1817-19, art. 4.

¹⁰ LV 1827, art. 8, 39 et 42.

¹¹ LV 1841, art. 7.

¹² RV 1846, art. 7.

¹³ LV 1853, art. 22.

¹⁴ RV 1846, art. 2.

¹⁵ AV 1857, art. 1.

¹⁶ AV 1858c, art. 1 et 2.

¹⁷ LV 1827, art. 22 et 23.

¹⁸ RV 1846, art. 10.

¹⁹ AV 1857, art. 4.

²⁰ AV 1859, art. 6.

3. Organisation de l'infanterie

L'organisation et la composition des compagnies de fusiliers et de chasseurs et, plus tard, de mousquetaires, sont calquées sur celles des compagnies d'infanterie d'élite et de réserve. Les effectifs varient peu. De 120 hommes au moins en 1827, ils passent à 80/110 hommes en 1846. Après 1850 ils sont les mêmes que ceux des compagnies des contingents fédéraux.

En 1827, les compagnies d'infanterie forment cinq bataillons recrutés dans les arrondissements. L'arrondissement oriental en fournit un, de quatre compagnies de fusiliers et deux de chasseurs. Deux bataillons sont organisés dans l'arrondissement du Centre : le premier, composé de trois compagnies de fusiliers et deux de chasseurs du dizain de Sierre et de la partie méridionale d'Hérens ; le second, formé de trois compagnies de fusiliers et deux de chasseurs de Sion, de Conthey et de la partie septentrionale d'Hérens. L'arrondissement occidental en fournit également deux : le premier, de quatre compagnies de fusiliers et deux de chasseurs recrutés à Martigny et dans l'Entremont ; le second, composé de trois compagnies de fusiliers et deux de chasseurs de St-Maurice et de Monthey²¹.

En 1846, la landwehr comprend de 13 à 18 bataillons. Chaque dizain en fournit un, et ceux dont les effectifs disponibles dépassent 1000 hommes en forment deux²². Ces bataillons sont groupés en trois brigades : une brigade orientale, comprenant les hommes des dizains de Conches, de Brigue, de Viège, de Rarogne et de Loèche ; une brigade du Centre, à laquelle appartiennent les hommes des dizains de Sierre, de Sion, d'Hérens et de Conthey, et une brigade occidentale dans laquelle sont incorporés les soldats de Martigny, de l'Entremont, de Saint-Maurice et de Monthey²³.

A partir de 1850, les lois mentionnent seulement que la landwehr est divisée en compagnies et bataillons de la même force que ceux de l'élite et de la réserve, mais sans en préciser le nombre²⁴. Ils peuvent, en cas de nécessité, être groupés en brigades comme auparavant.

Les bataillons sont commandés par un état-major dont la composition est la même que dans les contingents fédéraux. En 1827, on n'y rencontre qu'un officier supérieur : lieutenant-colonel ou major, au lieu de deux²⁵. En 1846, l'état-major comprend de 10 à 11 hommes, soit un commandant, un major, un aide-major, un quartier-maître, un aumônier, un médecin, un adjudant sous-officier, un fourrier, un tambour-maître, un vaguemestre du grade de sergent et un armurier²⁶. Si la nécessité s'en fait sentir, il peut être créé un état-major de la landwehr.

²¹ LV 1827, art. 24.

²² RV 1846 a, art. 4 et 5.

²³ RV 1846 a, art. 3.

²⁴ AV 1857, art. 4 ; AV 1859, art. 6.

²⁵ LV 1827, art. 25.

²⁶ RV 1846, Tab. 6.

4. Organisation des armes spéciales

Les compagnies de carabiniers sont, en 1827, à l'effectif de 100 hommes, et leur composition est la même que celle des contingents fédéraux²⁷. En 1846, leur effectif varie entre 80 et 110 hommes et les compagnies peuvent être groupées en bataillons comme dans l'infanterie²⁸. Après 1857, ces compagnies sont formées de volontaires et elles reçoivent une organisation « aussi forte que possible²⁹ ». A partir de 1859, leur formation est à nouveau calquée sur celle des compagnies d'élite et de réserve³⁰.

La compagnie d'artillerie est divisée, en 1827, en quatre sections de 15 à 20 hommes chacune, provenant des dizains de Brigue, de Sion, de Conthey, d'Hérens et de Saint-Maurice. Il y a un tambour à Brigue, un à Sion et un à Saint-Maurice³¹. La loi de 1846 lui donne un effectif de 116 hommes, soit un capitaine, un lieutenant, un premier et un deuxième sous-lieutenant, un sergent-major, un fourrier, cinq sergents, dix caporaux, un frater, deux trompettes, 80 artilleurs et douze appointés du train³². Son recrutement n'est plus précisé.

La compagnie du train est formée des hommes de cette arme qui sortent de la réserve fédérale. Chaque arrondissement doit en fournir un détachement dont l'effectif n'est pas déterminé, mais qui doit comprendre en tout cas un officier, un sous-officier et un trompette³³. A partir de 1846 les lois ne font plus mention de cette compagnie du train.

Les compagnies de mousquetaires ont une organisation en tout point semblable à celle des compagnies d'infanterie. La section de sapeurs du génie compte 32 hommes, soit un lieutenant, deux sergents, trois caporaux, un tambour et vingt-cinq soldats, et les sections de pionniers de bataillon sont composées chacune de 26 hommes, soit un lieutenant, un sergent, trois caporaux, un tambour et vingt soldats³⁴.

5. Les cadres

Le mode de nomination des officiers et des sous-officiers de la landwehr est soumis aux mêmes règles que celles adoptées pour les contingents fédéraux.

En 1827, les lieutenants-colonels sont choisis parmi les anciens officiers supérieurs et les majors, parmi les officiers ayant revêtu ce grade ou, à leur défaut, dans la classe des capitaines, sur triple présentation faite par le

²⁷ LV 1827, art. 23.

²⁸ RV 1846, art. 10.

²⁹ AV 1857, art. 4.

³⁰ AV 1859, art. 6.

³¹ LV 1827, art. 27.

³² RV 1846, art. 10 et Tab. 2.

³³ LV 1827, art. 27.

³⁴ RV 1846 a, art. 10 et Tab. 1, 3 et 4.

Conseil d'Etat ³⁵. Les officiers des états-majors des bataillons sont pris exclusivement dans les arrondissements qui forment ces unités ³⁶.

En 1846, les officiers et les sous-officiers ayant fonctionné pendant deux ans dans la landwehr peuvent concourir pour les places d'officiers dans les contingents ³⁷. Le Conseil d'Etat nomme les officiers du génie, de l'artillerie et du train, désigne les chefs de bataillon et les majors et donne des lettres de commandement à ceux d'entre eux qui ne sont pas brevetés. Il peut également, en cas de nécessité, désigner des officiers du contingent pour prendre momentanément le commandement de bataillons de landwehr ³⁸. Les commandants de bataillon choisissent le personnel de leur état-major ³⁹ ; les officiers et les sous-officiers de l'infanterie sont élus par les soldats, au bulletin secret, en présence du commandant de bataillon, pour les officiers ; en présence du capitaine, pour les sous-officiers. Le résultat de ces élections est soumis à l'approbation du département militaire ; la date de cette approbation fait foi pour l'ancienneté du grade ⁴⁰. Les sous-officiers du génie, de l'artillerie, du train et des mousquetaires, par contre, sont nommés par leurs commandants respectifs ⁴¹.

A partir de 1850, les officiers et les sous-officiers sont à nouveau nommés comme leurs camarades des contingents.

6. Numérotation des unités de landwehr

Un arrêté fédéral du 8 juin 1866 dote les bataillons et les compagnies de la landwehr de numéros fédéraux pour le cas où la Confédération voudrait en disposer. Ces numéros sont précédés de la lettre « L ». Les bataillons et compagnies valaisans reçoivent les numéros suivants : compagnie d'artillerie de montagne : L 22 ; compagnies de carabiniers : L 38 et L 39 ; bataillons L 58 (à quatre compagnies), L 59 et L 60 (à trois compagnies) ⁴².

III. Le 1^{er} contingent de landwehr ou 2^e réserve fédérale

1. Organisation fédérale

L'arrêté fédéral des 17 et 27 janvier 1831, qui institue le 1^{er} contingent de landwehr, prélevé sur les effectifs de la landwehr cantonale, prescrit que ce corps sera à l'effectif d'un demi-contingent ⁴³. Il a pour mission

³⁵ LV 1827, art. 67.

³⁶ LV 1827, art. 69.

³⁷ RV 1846, art. 84.

³⁸ RV 1846, art. 19, 20 et 21.

³⁹ RV 1846 a, art. 22.

⁴⁰ RV 1846 a, art. 24, 25, 26 et 27.

⁴¹ RV 1846 a, art. 23.

⁴² AF 1866, art. 1.

⁴³ AF 1831, art. 1.

d'occuper les postes et les passages importants, de garder les parcs, arsenaux, magasins, hôpitaux et dépôts, et d'escorter les transports militaires.

Ce 1^{er} contingent ne peut, en principe, être utilisé que sur le territoire cantonal. Toute dérogation à cette règle ne peut avoir lieu que dans certains cas bien déterminés : nécessité d'occuper un passage situé sur le territoire d'un autre canton mais essentiel pour la défense de son propre territoire, escorte de convois d'un canton à l'autre, levée générale de toutes les troupes décidée par la Diète fédérale ⁴⁴. Par contre, le contingent de landwehr ne peut, en aucun cas, être utilisé hors des limites de la Confédération ⁴⁵.

Sa mise sur pied, totale ou partielle, ne peut être décidée que par la Diète fédérale qui agit par l'intermédiaire du conseil fédéral de la guerre, et pour un laps de temps déterminé par elle ⁴⁶. Exceptionnellement, et en cas d'urgence, les commandants de postes menacés sont autorisés, avec le consentement du général en chef, et à la condition expresse de rester dans les limites des instructions qui leur sont données, à faire des levées immédiates dans le secteur confié à leur commandement. Ces levées ne peuvent, en principe, dépasser la durée de quinze jours. Elles ne sont prolongées que sur ordre supérieur et sur la foi de rapports indiquant la nécessité de cette mesure. Les cantons frontières doivent désigner et donner tous pouvoirs aux autorités locales habilitées à autoriser ces réquisitions ⁴⁷.

Le contingent de landwehr est placé sous les ordres immédiats de l'officier d'état-major qui en a ordonné la levée ou sous ceux du commandant de la brigade à laquelle il est attaché. Il a ses propres officiers qui prennent rang, d'après la date de leur brevet, avec les officiers des contingents fédéraux ⁴⁸. Il est soldé et nourri comme les contingents fédéraux, mais, lors de sa mise sur pied, les hommes doivent emporter avec eux des vivres pour trois jours ⁴⁹.

2. Organisation cantonale

En Valais, le 1^{er} contingent de landwehr se recrute de la même manière que les contingents fédéraux, par tirage au sort, et son organisation est calquée sur la leur. La durée du service y est également de 12 ans et son renouvellement a lieu tous les deux ans ⁵⁰.

Après 1850, la landwehr ne doit plus être formée que des hommes ayant terminé leur temps de service dans l'élite ⁵¹.

⁴⁴ AF 1831, art. 6.

⁴⁵ AF 1831, art. 5.

⁴⁶ AF 1831, art. 2 et 7.

⁴⁷ AF 1831, art. 3 et 7.

⁴⁸ AF 1831, art. 10.

⁴⁹ AF 1831, art. 11.

⁵⁰ LV 1841, art. 13 et 38 ; RV 1846, art. 42.

⁵¹ LV 1853, art. 22.

3. *Effectifs, armes*

L'effectif du 1^{er} contingent de landwehr est de 1200 hommes ⁵². Il est recruté et réparti, comme celui des contingents fédéraux, entre les communes en 1841 ; entre les arrondissements, sections et quartiers depuis 1846 ⁵³.

Il est divisé en six compagnies de fusiliers, trois compagnies de chasseurs, une de carabiniers et un détachement du train. La force et la composition de ces unités sont les mêmes que celles des contingents d'élite et de réserve ⁵⁴.

En 1841, les sections 1, 3, 4, 5, 6 et 8 forment chacune une compagnie de fusiliers. Les compagnies de chasseurs sont recrutées dans les sections 2 et 7, qui en fournissent chacune une, et dans les sections 1, 4, 3 et 6, qui forment en commun la troisième compagnie ⁵⁵.

Les compagnies de fusiliers et de chasseurs forment ensemble un bataillon et demi. Le bataillon est composé, en 1841, des compagnies de fusiliers des sections 8, 6, 5 et 4 et de celles de chasseurs provenant des sections 7, 1, 4, 3 et 6. Dès 1846, il est recruté dans les arrondissements du Centre et occidental ⁵⁶. Le demi-bataillon est formé, en 1841, des compagnies de fusiliers recrutées dans les sections 1 et 3 et de la compagnie de chasseurs en provenance de la section 2. Dès 1846, il est formé dans l'arrondissement oriental ⁵⁷.

L'état-major du bataillon a la même composition que dans l'élite et la réserve. En 1846, il est formé de 19 hommes ; il comprend : un commandant, un major, un aide-major avec grade de capitaine ou de lieutenant, un quartier-maître avec grade de capitaine, un officier d'armement en même temps porte-drapeau avec grade de 1^{er} sous-lieutenant, un aumônier, un médecin, deux médecins-adjoints, un adjudant sous-officier, un fourrier d'état-major, un tambour-major, un sous-officier d'armement du grade de sergent, un vaguemestre également du grade de sergent, deux armuriers, un maître tailleur, un maître cordonnier et un prévôt ⁵⁸. En 1850, le bataillon de réserve fédérale reçoit le numéro 114.

Le demi-bataillon est commandé par un état-major de 10 hommes, composé comme suit : un major, un capitaine quartier-maître, un aide-major, un médecin de bataillon, un médecin en second, un aumônier, un adjudant, un fourrier d'état-major, un sous-officier d'armement, un armurier ⁵⁹. Dès 1850, il porte le numéro 124.

⁵² LV 1841, art. 5 ; LV 1846, art. 5 et 6.

⁵³ LV 1841, art. 12 ; LV 1846, art. 12.

⁵⁴ LV 1841, art. 30 ; LV 1846, art. 24.

⁵⁵ LV 1841, art. 33 et 34.

⁵⁶ LV 1841, art. 36 ; LV 1846, art. 27.

⁵⁷ LV 1841, art. 36 ; LV 1846, art. 27.

⁵⁸ LV 1841, art. 31 ; LV 1846, art. 25 et Tab. V.

⁵⁹ LV 1841, art. 31 ; LV 1846, art. 25 et Tab. VI.

4. Les cadres

La nomination des officiers et des sous-officiers du 1^{er} contingent de landwehr ne présente rien de caractéristique. Elle est soumise aux règles appliquées pour les cadres des contingents. L'avancement se fait concurremment entre les officiers de landwehr et des contingents. Il ne peut toutefois y avoir qu'un officier supérieur de landwehr par arrondissement, et les officiers des contingents fédéraux peuvent refuser un emploi qui leur serait offert dans la landwehr, comme les officiers de landwehr peuvent refuser un commandement dans l'élite ou dans la réserve ⁶⁰.

IV. L'organisation temporaire de 1846 ou l'Armée cantonale de 1846 - 1847

L'année 1846 devait être en Valais, comme dans toute la Suisse d'ailleurs, une véritable année de veillée d'armes. La propagation des idées libérales, la question de la révision du pacte de 1815, la suppression des couvents d'Argovie, puis le rappel des jésuites à Lucerne, les expéditions de corps francs et l'alliance séparée ou *Sonderbund*, ont créé un état de tension dangereuse qui va en s'aggravant.

Aussi cette année 1846 est-elle marquée, en Valais, par l'adoption, le 5 juin, non seulement d'une loi d'organisation militaire et d'un règlement pour la landwehr cantonale, dont nous avons parlé, mais encore d'un arrêté sur l'organisation, les attributions, les devoirs des grades et des fonctions d'une armée cantonale ⁶¹.

L'organisation de 1846 embrasse les contingents fédéraux, le contingent de la 1^{re} landwehr et la landwehr cantonale ; elle les répartit en trois brigades composées de bataillons d'infanterie, de carabiniers et de mousquetaires, d'un corps de sapeurs du génie, d'un corps d'artillerie et d'un corps du train.

Le Valais dispose ainsi, à la veille de la campagne du *Sonderbund*, d'une masse de manœuvre fort imposante, si l'on en croit l'*Helvetische Militär-Zeitung* : « Par sa situation topographique séparée des autres cantons de la conférence (du *Sonderbund*), par sa politique reliée très étroitement à eux et suivant les mêmes tendances, le Valais a déjà entrepris l'armement considérable de ses troupes. Le landsturm était déjà complètement organisé en avril et compte 13 bataillons, desquels aucun n'est inférieur à 700 hommes. Avec les trois bataillons du contingent fédéral, ces bataillons donnent un effectif de 11.300 hommes. Celui qui penserait trouver sous cet effectif une

⁶⁰ LV 1841, art. 83 ; LV 1846, art. 84 et 85.

⁶¹ RV 1846 a.

masse difficilement dirigeable, sans ordre et mal armée, se tromperait. Plus de 8000 hommes portent de bonnes armes à feu, particulièrement les 2400 carabiniers, les 300 mousquetaires et les hommes armés du fusil d'infanterie. Le peuple est guerrier de nature et il compte de bons officiers plus qu'il n'en faut » ⁶².

Un état-major général et trois états-majors de brigade sont à la tête de l'armée.

L'état-major général se compose comme suit : un commandant en chef, un commandant en second si la nécessité l'exige, un chef d'état-major général, un major d'artillerie de l'armée, un major du génie de l'armée, un aumônier d'état-major général du grade de major, un commissaire des guerres cantonal, un médecin de l'armée, tous deux du grade de major, des aides de camp, des officiers d'ordonnance, des officiers d'état-major général et des fourriers.

Chaque brigade a un état-major particulier ainsi formé : un commandant de brigade, un aide de camp fonctionnant comme adjudant de brigade, un second aide de camp, un commissaire des guerres du grade de capitaine et deux adjoints du grade de lieutenant, des officiers d'ordonnance et un fourrier d'état-major.

Le commandant en chef, le chef d'état-major général, les commandants de brigade et les officiers supérieurs de l'état-major général sont nommés par le Grand Conseil. Le Conseil d'Etat nomme tous les autres officiers, les employés de l'état-major général et des états-majors de brigade. Tous doivent être brevetés. Les officiers supérieurs en non-activité qui n'ont pas atteint l'âge de 60 ans sont classés dans le cadre de l'état-major général.

Le *commandant en chef* est responsable devant le Grand Conseil de l'exécution des instructions qui lui ont été données ; il prend les mesures nécessaires pour atteindre le but qui lui a été prescrit. Il divise les forces mises à sa disposition en bataillons, brigades, demi-brigades suivant les circonstances ; il pourvoit aux mutations et aux vacances survenues dans les différents commandements, et il apporte aux attributions de ses subordonnés les modifications que peuvent imposer les circonstances.

Il a sous ses ordres directs deux aides de camp et quelques officiers d'ordonnance.

Ses distinctions sont : une écharpe blanche en filet de soie avec glands en soie, un chapeau gancé garni d'une plume noire en bordure.

Le *commandant en second*, lorsque le Grand Conseil en nomme un, exécute les ordres que lui donne le commandant en chef, soit pour prendre le commandement d'une partie de l'armée, soit pour d'autres missions ; il remplace le commandant en chef en cas d'absence ou de maladie.

Il porte comme signe distinctif une écharpe rouge et blanche à glands de soie.

⁶² *Op. cit.*, 12^e année, 1845, p. 188.

Le *chef d'état-major général* dirige, d'après les ordres du commandant en chef, les mouvements des troupes, leur emplacement et leur emploi ; il donne les ordres, rédige les rapports, tient le journal des opérations et conserve les archives. Il communique au commissaire des guerres cantonal tous les renseignements voulus pour organiser les approvisionnements et il anime le service secret de l'armée.

Il dispose d'un aide de camp et il a sous ses ordres les corps du génie et de l'artillerie, le commissariat cantonal des guerres et les bureaux de l'état-major.

Ses insignes consistent en une écharpe rouge à glands de soie blanche.

Le *major d'artillerie de l'armée* est responsable du personnel et du matériel de l'artillerie, des parcs, des ateliers et des munitions. Il fait les propositions pour le remplacement de l'artillerie et pour sa répartition aux brigades ; il donne les ordres et les instructions aux subdivisions d'artillerie détachées, dont il reçoit les rapports.

Le *major du génie de l'armée* a, en ce qui concerne son arme, les mêmes compétences que celui de l'artillerie. Il correspond directement avec les officiers du génie attachés aux brigades, et, au vu de leurs rapports, il leur donne ses directives.

Le *commissaire cantonal des guerres* adresse aux commissaires des guerres des brigades les instructions sur la tenue de la comptabilité générale, sur celle des hôpitaux militaires, sur les revues de présence, les magasins, les marchés et les réquisitions. Il arrête les comptes de l'armée et il adresse au Conseil d'Etat un rapport sur son activité.

Il a sous ses ordres le *médecin de l'armée*, chargé de l'établissement des hôpitaux et des ambulances, et les *employés de l'administration militaire*, soit trois commissaires des guerres attachés aux brigades et les employés des hôpitaux, ambulances et magasins de l'armée.

Les *aides de camp*, attachés au commandant en chef, au commandant en second et au chef de l'état-major général, sont aux ordres exclusifs de leur chef. Ils n'ont personne sous leurs ordres, mais sont chargés de transmettre les ordres de leur chef.

Leur signe distinctif est une suédoise ^{62 bis} en soie blanche.

Les *officiers d'ordonnance* ont les mêmes attributions que les aides de camp. Pendant la durée de leurs fonctions ils continuent à faire partie de leur corps.

Les *chefs de bureau*, au nombre de deux, sont chargés de la direction et de l'exécution de tout ce qui tient aux écritures. Ils sont immédiatement subordonnés au chef de l'état-major général et ils ont sous leurs ordres les officiers et les fourriers d'état-major employés dans leur bureau.

Dans les états-majors de brigade, le *commandant de brigade* a le haut commandement sur toutes les troupes placées sous son autorité. Il en surveille l'organisation et en règle l'emplacement. Il dépend du commandant en chef et du chef d'état-major général.

^{62 bis} Brassard porté au bras gauche.

Ses insignes consistent en une écharpe rouge avec glands en soie de même couleur.

L'*aide de camp de brigade*, qui fonctionne en qualité d'adjudant de brigade, est chargé de tout ce qui concerne le personnel, le service proprement dit, la police et la discipline, ainsi que l'instruction, l'armement et l'équipement. Il fonctionne également comme chef de bureau du commandant et comme commandant de place du quartier général de la brigade. Il reçoit directement les ordres de son commandant et il les transmet aux chefs de corps ou de détachements de la brigade.

Il se distingue par le port d'une suédoise rouge.

Un *second aide de camp*, attaché à la personne du commandant de brigade, a les mêmes attributions que les aides de camp de l'état-major général.

Le *commissaire des guerres de brigade*, du grade de capitaine, reçoit du commandant tous les ordres relatifs aux fournitures des objets nécessaires aux troupes ; il lui transmet ses rapports sur cet objet. Du commissaire des guerres cantonal, il reçoit les instructions générales relatives à la comptabilité et lui rend ses comptes. En ce qui concerne le personnel, la police et la discipline des employés de l'administration de la brigade, il est placé sous les ordres de l'adjudant de la brigade.

Il a sous ses ordres deux adjoints, chargés des fonctions de commissaires auprès des bataillons détachés ou d'une partie des troupes, si les besoins du service l'exigent. Ces adjoints ont le grade de lieutenant.

Des *officiers d'ordonnance*, choisis par le commandant de brigade, lui sont directement attachés. Ils ont les mêmes attributions que les aides de camp de l'état-major général et ils continuent à faire partie de leur corps pendant la durée de leurs fonctions.

Un *fourrier d'état-major*, attaché au bureau de l'adjudant, est chargé des écritures de la brigade.

V. L'habillement

I. Fourniture

Le règlement de 1827, pas plus que ceux de 1841 et de 1846, ne nous renseigne sur la question de la fourniture des habillements et des équipements pour les hommes de la landwehr. Il est fort probable qu'ils sont à la charge des soldats eux-mêmes.

L'arrêté du 18 août 1860 révèle que la capote est fournie par l'arsenal tandis que la coiffure et le sac le sont par le militaire⁶³. Après 1861, l'uni-

⁶³ AV 1860, art. 1.

forme, les insignes de grade et l'équipement sont entièrement à la charge de l'homme ⁶⁴.

2. Prescriptions fédérales

Ce n'est qu'à partir de 1831, au moment de la création du 1^{er} contingent de landwehr, que la Confédération édicte des prescriptions sur la tenue de ce corps. Elles sont peu draconiennes : « Les troupes appelées au service et qui n'ont pas d'uniforme, se présenteront dans le costume du pays qui se rapproche le plus du costume militaire et ne seront pas astreintes à se procurer des effets d'habillement quelconques. Elles seront tenues de porter le signe fédéral de ralliement pendant la durée de leur service » ⁶⁵.

La loi fédérale de 1850 invite les cantons à donner à leurs landwehriens une tenue à peu près uniforme. Mais, en 1860, les exigences fédérales s'accroissent sans pour autant devenir très précises. Le port d'une coiffure et d'un habit « aussi uniformes que possible » est demandé comme un minimum, ainsi que celui d'un havresac pour y loger les effets de campagne et les provisions indispensables.

Quant aux officiers, ils doivent porter les marques distinctives de leur grade et la capote d'officier. Il est loisible aux cantons de remplacer les épaulettes par des étoiles ou par des galons au collet ⁶⁶.

3. Règlements cantonaux

La loi cantonale de 1827 attribue à la landwehr la capote, le pantalon, bleu ou vert suivant l'arme, fait en drap du pays, les guêtres et le shako. Les hommes qui sortent des contingents pour entrer en landwehr conservent leur habillement et les sous-officiers continuent à porter leurs galons.

Les officiers ont l'obligation d'avoir un uniforme conforme au règlement ⁶⁷.

Quant à l'artillerie, elle porte la tenue de l'infanterie, mais avec les boutons jaunes, des épaulettes de laine rouge et des grenades aux retroussis (pl. II, 4). Le pompon est rouge et blanc ⁶⁸.

Nous retrouvons les mêmes prescriptions dans la loi militaire de 1846 ⁶⁹.

Ces simples dispositions qui permettent à notre landwehr d'avoir une allure militaire de fort bon aloi, sont bouleversées en 1846, au moment de la levée en masse dont nous avons parlé. Il est évident que les magasins de l'Etat, dont les réserves ont été calculées sur le nombre réglementaire d'hom-

⁶⁴ AV 1861, art. 7.

⁶⁵ AF 1831, art. 8.

⁶⁶ OF 1860, art. 15.

⁶⁷ LV 1827, art. 32, 183 et 188.

⁶⁸ LV 1827, art. 184.

⁶⁹ RV 1846, art. 182.

mes à habiller, ne peuvent faire face aux obligations nouvelles issues de la mise sur pied de tout le peuple.

Aussi le règlement sur la landwehr cantonale de 1846 ne donne-t-il aux hommes qu'un brassard rouge et blanc portant, en rouge sur la bande blanche, la lettre initiale du dizain ; une grenade pour les artilleurs et, pour les sous-officiers, la lettre initiale de leur grade ⁷⁰.

Les officiers, de leur côté, sont dotés d'un uniforme. Il consiste en une tunique à collet montant échancré et à un rang de boutons, de couleur verte à boutons jaunes, pour les carabiniers et les mousquetaires ; de couleur bleue à boutons blancs pour les fusiliers et les artilleurs ; un pantalon de la couleur de la tunique et un chapeau rond, en feutre noir, garni d'un cordon aux couleurs cantonales, à petits glands. Cet uniforme n'est pas obligatoire ⁷¹.

Les officiers brevetés peuvent porter leurs épaulettes ; les autres se reconnaissent aux insignes du brassard. Les commandants de bataillon ont une suédoise blanche et rouge avec garnitures à gros bouillons ; les majors, la même suédoise, mais avec garnitures à demi-torsades. Les capitaines, lieutenants et sous-lieutenants portent respectivement trois, deux ou une étoile rouge sur la bande blanche (pl. XVI). Les officiers de l'état-major de bataillon ont les mêmes insignes, mais en blanc sur la bande rouge ⁷².

En 1857, la landwehr n'a pas de tenue obligatoire. Les officiers et les soldats portent leurs vêtements civils avec le brassard et ils sont coiffés d'une casquette de drap vert ou bleu avec cocarde et numéro. Les principaux chefs ont une écharpe ⁷³.

L'arrêté de 1859 se contente d'annoncer qu'un règlement ultérieur préciserait la tenue des hommes rappelés en landwehr et que ceux qui y entreraient par la suite, après avoir accompli leur service dans les contingents fédéraux, conserveraient leurs effets.

Les arrêtés de 1860 et de 1861, enfin, redonnent à la landwehr une certaine allure militaire en dotant les hommes d'une capote et d'un chapeau de feutre gris orné d'une cocarde cantonale. Celle-ci s'achète auprès des receveurs de district et, placée à la coiffure, elle donne aux soldats le droit de circuler en chemin de fer à tarif réduit ⁷⁴.

La capote est remplacée, en 1861, par une blouse en mi-laine, de couleur gris de fer, avec passepoil, portant deux poches un peu en arrière des hanches, et serrée autour de la taille par une ceinture de cuir ⁷⁵.

Les officiers portent, en 1860, une capote verte ou bleue suivant l'arme et une casquette. En 1861, la capote peut être remplacée par une tunique ⁷⁶. Les insignes de grade figurent sur la casquette. Le commandant de bataillon porte un galon large et un liseré ; le major, un galon large ; les capitaines,

⁷⁰ RV 1846 a, art. 57 et 61.

⁷¹ RV 1846 a, art. 58.

⁷² RV 1846 a, art. 59, 60 et 61.

⁷³ AV 1857, art. 2 et 3.

⁷⁴ AV 1860, art. 1.

⁷⁵ AV 1861, art. 7.

⁷⁶ AV 1860, art. 1 ; AV 1861, art. 7.

lieutenants, sous-lieutenants, trois, deux ou un liseré⁷⁷. A partir de 1861, les insignes de la casquette sont conformes à l'ordonnance fédérale pour les contingents⁷⁸.

VI. L'armement. — Le matériel de corps

1. Fourniture

Nos lois cantonales fixent, dès le début, les modalités de fourniture de l'armement à la landwehr.

Il est à la charge de l'homme, et les communes ont l'obligation de remettre des fusils et des gibernes convenables à leurs ressortissants trop pauvres pour s'en procurer par leurs propres moyens. Elles ont le droit de leur demander le remboursement, par acomptes annuels de Fr. 4.—, de la valeur de l'armement et de l'équipement⁷⁹.

La loi de 1846 met à la charge des communes la fourniture de l'armement des fusiliers et des chasseurs tandis que les carabiniers ont l'obligation de se procurer eux-mêmes leur carabine⁸⁰.

En 1860, l'Etat remet fusils, carabines et accessoires aux landwehriens, à titre de prêt, pour les exercices⁸¹. A partir de 1861, l'Etat prend à sa charge les carabines tandis que les communes ont à nouveau l'obligation d'armer leurs chasseurs et leurs fusiliers. A cet effet, elles ont à organiser des dépôts d'armes de landwehr⁸².

2. Description de l'armement

En 1831, la Confédération demande que les hommes de la landwehr soient « autant que possible » armés de bons fusils et que les carabiniers qui possèdent une arme personnelle la prennent avec eux en entrant en campagne. Lors d'une mise sur pied, chaque soldat doit avoir trente cartouches et les carabiniers doivent être en possession de la quantité de poudre et de plomb nécessaires pour trente charges⁸³. La loi fédérale de 1850 exige que les landwehriens soient armés de fusils au calibre fédéral⁸⁴, et l'ordonnance de 1860 précise que les carabiniers doivent posséder une carabine « autant que possible à l'ordonnance »⁸⁵.

⁷⁷ AV 1860, art. 2.

⁷⁸ AV 1861, art. 8.

⁷⁹ LV 1827, art. 209 et 211 ; RV 1846, art. 50.

⁸⁰ LV 1846, art. 185 ; AV 1859, art. 5.

⁸¹ AV 1860, art. 5.

⁸² AV 1861, art. 1, 2, 3, 4 et 5.

⁸³ AF 1831, art. 9.

⁸⁴ LF 1850, art. 40.

⁸⁵ OF 1860, art. 14.

En Valais, les landwehriens sont armés réglementairement, comme les soldats des contingents, et d'après l'ordonnance du corps auquel ils appartiennent⁸⁶. Les fusiliers et chasseurs ont la giberne ; les carabiniers, une gibecière⁸⁷ ; les mousquetaires sont armés d'un mousquet. Tous doivent, autant que possible, posséder une baïonnette ; à défaut, un sabre porté en baudrier⁸⁸.

Les artilleurs portent un sabre-briquet en baudrier. Les officiers ont le sabre ou l'épée.

La buffleterie est noire pour tous les corps.

3. *Matériel de corps*

Le matériel de corps ne comporte pas, comme dans les contingents fédéraux, d'ustensiles de cuisine, de matériel de campement ni de moyens de transport. La landwehr est destinée à combattre sur place, à proximité immédiate de ses bases. Il est également certain que, en cas de nécessité momentanée, le matériel de réserve serait mis à sa disposition.

Le seul matériel de corps que mentionnent les règlements ne comprend que les drapeaux de bataillon, les tambours et les trompettes.

Les drapeaux de la landwehr cantonale sont flammés rouge et blanc et portent inscrit le nom du dizain⁸⁹. Ceux du 1^{er} contingent de landwehr sont semblables aux drapeaux des contingents fédéraux.

La règle primitivement adoptée veut que le matériel de corps de la landwehr cantonale soit fourni par les dizains⁹⁰, alors que celui du 1^{er} contingent est à la charge de l'Etat⁹¹.

Avec le règlement sur la landwehr de 1846, la question se complique. L'Etat fournit les drapeaux des bataillons, les tambours des sapeurs du génie et les trompettes de l'artillerie et du train ; les tambours de l'infanterie sont à la charge des communes tandis que les trompettes et les cors des carabiniers doivent être procurés par les dizains. Au moment où les soldats qui les ont touchés quittent la landwehr, ces objets reviennent aux communes et aux dizains respectifs⁹².

⁸⁶ LV 1827, art. 165.

⁸⁷ RV 1859, art. 5.

⁸⁸ RV 1846, art. 49.

⁸⁹ RV 1846, art. 52.

⁹⁰ LV 1827, art. 203.

⁹¹ LV 1841, art. 176 et 181 ; LV 1846, art. 184 et 187.

⁹² RV 1846, art. 52, 53, 54 et 55.

CHAPITRE V

L'INSTRUCTION

I. Prescriptions fédérales

1. Directives fédérales

Dans le chapitre concernant l'instruction des troupes, le règlement fédéral de 1817 stipule : « L'instruction de toutes les troupes de l'armée fédérale est à la charge des cantons. Elle doit avoir essentiellement pour but de donner à ces troupes l'habitude de la discipline, de la subordination, de l'exactitude et de la célérité dans l'usage des armes et dans les mouvements par grandes et petites masses. On recommande instamment aux gouvernements cantonaux de ne jamais perdre de vue ces points principaux et de ne pas permettre que le temps destiné aux exercices, déjà si court en lui-même, se perde en choses de pure parade » ¹.

Plus loin, il précise que l'instruction aura lieu dans chaque canton exactement d'après les règlements fédéraux sur la discipline, la police et le service de chaque grade ; sur le service en garnison et en campagne, et d'après l'ordonnance d'exercice pour chaque arme. Les officiers posséderont ces divers règlements et ils les auront avec eux à leur entrée au service fédéral ².

Les prescriptions fédérales, bien que précises quant aux buts à atteindre, laissent beaucoup de liberté aux cantons pour organiser l'instruction. Aussi les solutions les plus diverses sont-elles adoptées. Certains cantons instituent des écoles de recrues de durée variable ; d'autres se contentent des exercices du dimanche ; d'autres, enfin, ne prévoient que des exercices de tir à l'occasion de certaines fêtes.

C'est pourquoi la loi fédérale de 1850 prend des mesures plus strictes et plus sévères. « Les cantons ont à pourvoir à ce que leur infanterie soit complètement instruite conformément aux prescriptions des règlements fédéraux ». L'application de ce principe est confiée aux cantons qui respecteront les dispositions que voici : les recrues ne seront incorporées dans l'élite fédérale qu'après avoir subi une école d'instruction complète. Cette instruction est uniforme et comprend toutes les branches du service. Pour la

¹ LF 1817, art. 87 ; LV 1840, art. 87.

² LF 1817, art. 88.

compléter, les recrues de l'infanterie seront exercées par bataillon avec les cadres nécessaires. La durée de l'instruction est de 28 jours au moins pour les recrues de fusiliers et de 35 jours au moins pour les chasseurs. L'infanterie de l'élite fédérale sera, dans la règle, appelée chaque année à des exercices de trois jours au moins et, pour autant que les circonstances locales le permettent, par demi-bataillon au moins, avec des exercices préparatoires de même durée pour les cadres. Lorsque les exercices n'ont lieu que tous les deux ans, leur durée sera du double. La troupe sera exercée chaque année au tir au but. Les exercices de la réserve fédérale seront, dans la règle, d'une durée d'au moins deux jours chaque année avec un exercice préparatoire d'un jour au moins pour les cadres ³.

2. Inspections fédérales

L'instruction est donc confiée aux cantons et la Confédération exerce sur elle une étroite surveillance par l'intermédiaire d'une commission fédérale, composée d'un président et de quatre membres nommés par la Diète.

A cet effet, cette commission se met en rapport avec les gouvernements cantonaux et elle s'entend avec eux sur le temps, le lieu et les formes des revues à organiser. Elle rédige des rapports détaillés à l'intention de la Diète fédérale et elle communique aux cantons ses observations en y joignant ses propositions sur les moyens de remédier aux lacunes ⁴.

La première inspection fédérale a lieu, pour le Valais, à Sion, le 3 mai 1821. Elle est passée par le colonel fédéral Guiger de Prangins, le futur commandant en chef de la mobilisation de 1831.

3. Camps fédéraux

En plus des inspections, la Confédération organise périodiquement des rassemblements de troupes de plusieurs cantons, connus sous le nom de « camps fédéraux ».

Le but de ces camps est de donner aux troupes des différentes armes une instruction uniforme et de former les officiers de l'état-major fédéral et des états-majors cantonaux. La Diète compte également sur l'émulation provoquée par ces rassemblements de troupes de divers cantons pour obtenir des résultats satisfaisants ⁵.

Le conseil fédéral de la guerre désigne les cantons et les armes, et détermine, d'entente avec les gouvernements intéressés, le lieu et l'époque de ces exercices ⁶.

Ces camps durent huit jours au moins, non compris les jours de marche. La discipline y est très stricte ; tous les détails du service y sont exercés et des manœuvres, d'une durée de deux à quatre jours, y sont exécutées. Tous

³ LF 1850, art. 64 et 65.

⁴ LF 1817, art. 89.

⁵ LF 1817, art. 89.

⁶ LF 1817, art. 89.

les officiers de la Confédération, les commandants de bataillon et les majors fédéraux ont l'obligation d'y participer s'ils en reçoivent l'ordre ⁷.

Les cantons sont responsables de la bonne préparation des troupes qu'ils y envoient afin qu'elles puissent profiter des exercices ⁸. Le conseil fédéral de la guerre pourvoit, en accord avec les gouvernements cantonaux, au campement et au cantonnement des troupes. Il fait rapport à la Diète sur les manœuvres et sur le degré de préparation et d'instruction des troupes participantes ⁹.

Ces rassemblements débutent en 1820. Pour la Suisse romande, le premier a lieu à Bière sous la direction du colonel fédéral de Sonnenberg. Nos soldats y ont l'occasion de fraterniser avec leurs camarades de Fribourg, de Vaud, de Neuchâtel et de Genève.

Les camps fédéraux sont remplacés, à partir de 1854, par des manœuvres en campagne semblables à celles que nous exécutons encore de nos jours. Celles de 1861, en particulier, exécutées dans la région du Gothard, qu'illustra le peintre Adam, et auxquelles participent d'importants contingents valaisans, permettent de constater les progrès accomplis.

4. Ecole de Thoune

Pour le perfectionnement des officiers d'état-major et des armes spéciales, la Diète décide la création d'une école centrale d'instruction. Thoune et son immense *allmend* sont choisis comme siège de cette école qui, réservée tout d'abord aux officiers de l'artillerie et du génie, ne tarde pas à s'ouvrir aux officiers de l'infanterie et des carabiniers. Après 1843, des cours centraux pour instructeurs cantonaux y sont organisés, que les commis et instructeurs désignés par les cantons ont l'obligation de suivre pour y parfaire et unifier leurs connaissances.

Ainsi, usant de tous les moyens à sa disposition, la Confédération s'efforce de collaborer avec les cantons à l'œuvre de préparation militaire de nos milices.

II. Le personnel d'instruction

1. Les commis d'exercice et les instructeurs

Le personnel d'instruction se subdivise en deux catégories : le personnel d'instruction proprement dit, à qui incombe la tâche d'inculquer aux soldats les connaissances essentielles du métier militaire, et le personnel de surveillance qui contrôle le travail accompli et en constate les résultats.

⁷ LF 1817, art. 89.

⁸ LF 1817, art. 91.

⁹ LF 1817, art. 89.

Dans la première catégorie, se trouvent des officiers subalternes et des sous-officiers appelés « commis d'exercice », puis, entre 1841 et 1846, « instructeurs ».

En 1819, il y en a un par commune, nommé par le Conseil d'Etat sur double présentation du commandant d'arrondissement. Ce nombre peut être augmenté et il peut leur être adjoint des aides dans les communes à effectifs particulièrement importants. Ces commis ont rang de sous-lieutenants dans les communes dont le contingent atteint 50 hommes, de sergents-majors dans les autres. Les aides-commis éventuels ont le grade de sergent¹⁰. Ils sont exempts de tout service dans le contingent et sont portés sur les rôles de la landwehr pendant la durée de leurs fonctions¹¹.

En 1827, la loi exige un commis par groupe de 16 hommes. On rencontre donc, d'un côté, des communes ayant plusieurs commis ; de l'autre, un seul commis chargé d'assurer l'instruction de plusieurs communes¹². Ces commis sont nommés par le département militaire et peuvent être choisis dans les cadres des contingents dont ils continuent à faire partie. Ils ont l'obligation d'accepter leurs fonctions qu'ils exercent pendant toute la durée de leur service¹³.

Ces prescriptions se retrouvent inchangées dans le décret de 1844, qui porte à 20 le nombre des hommes à instruire¹⁴, et dans la loi de 1846. Dès cette date, les commis doivent en plus exercer une surveillance sur l'habillement, l'armement et l'équipement de leurs hommes¹⁵.

En 1841, les commis prennent le titre d'instructeurs. Ils sont, comme auparavant, choisis parmi les officiers et les sous-officiers des contingents. Leur nombre est fixé par l'inspecteur des milices¹⁶. En 1853, des officiers et des sous-officiers, choisis de préférence dans les cadres nouvellement promus des bataillons, les assistent¹⁷.

La tenue des commis et des instructeurs est, en 1819, celle de l'infanterie, avec boutons et insignes dorés¹⁸. Après 1827, ils portent la tenue de leur corps sans aucun insigne distinctif¹⁹.

Afin de préparer les commis à leur mission, l'Etat organise des écoles spéciales dans lesquelles la formation nécessaire est dispensée par des officiers instruits eux-mêmes dans des cours fédéraux²⁰. En 1841, ces cours sont organisés avant le début des périodes destinées à l'instruction des troupes.

A partir de 1843, les instructeurs cantonaux reçoivent une formation fédérale à Thoune. Aussi les commis ne sont-ils plus astreints, à partir de 1846, qu'à des cours bisannuels destinés à rafraîchir leurs connaissances²¹.

¹⁰ LV 1817-19, art. 76 et 77.

¹¹ LV 1817-19, art. 78 et 79.

¹² LV 1827, art. 116.

¹³ LV 1827, art. 72 et 76 ; LV 1846, art. 134.

¹⁴ DV 1844, art. 5.

¹⁵ LV 1846, art. 133, 134, 135 et 136.

¹⁶ LV 1841, art. 129.

¹⁷ LV 1853, art. 31 et 47.

¹⁸ LV 1817-19, art. 103.

¹⁹ LV 1827, art. 185.

²⁰ LV 1817-19, art. 121 ; LV 1827, art. 135.

²¹ LV 1846, art. 139.

2. *Le personnel de contrôle*

Les commis d'exercice et les instructeurs sont placés sous la surveillance des officiers de ronde ²² qui, à leur tour, doivent rendre compte de leurs constatations au commandant d'arrondissement, puis à l'inspecteur des milices.

En 1827, il incombe aux officiers supérieurs de surveiller le degré d'instruction de leurs hommes ²³ et, après 1853, un instructeur en chef, nommé par le département militaire auquel il est directement subordonné, reprend à son compte les prérogatives des officiers de ronde ²⁴.

III. L'instruction

1. *Buts de l'instruction*

L'instruction est destinée à inculquer aux soldats des habitudes d'exactitude et de célérité dans l'usage des armes, et aux troupes l'habileté dans les mouvements par grandes et petites masses.

On distingue donc l'instruction des troupes par grandes et petites unités et l'instruction individuelle, qui doit, selon le règlement d'exercice, « non pas obtenir un maniement mesuré et précis de l'arme, mais bien donner à l'homme un extérieur martial, une tenue naturelle, et lui inculquer avant tout la confiance en lui-même et en son arme ».

Pour tirer, les fantassins se forment en lignes ; pour soutenir le choc d'un adversaire, ils se concentrent en masses. Aussi l'infanterie doit-elle être rompue au déploiement rapide des colonnes de marche en lignes de tirailleurs et au regroupement de ces lignes en carrés capables de soutenir le choc d'une cavalerie adverse.

Ces manœuvres, comme la connaissance des différentes marches : pas de route ou de manœuvre, pas accéléré ou pas de charge, et celle des différents feux : feu de bataillon, feu de file, feu de rang, etc., forment l'essentiel des connaissances exigées de l'infanterie.

2. *L'instruction individuelle*

L'instruction individuelle est donnée dans les communes. C'est ce qu'un auteur militaire appelle « l'instruction à domicile ».

La loi de 1819 ne précise pas l'organisation des exercices ; elle stipule seulement que les hommes ont l'obligation d'y assister « chaque fois qu'ils seront ordonnés » ²⁵.

²² LV 1817-19, art. 122.

²³ LV 1827, art. 134.

²⁴ LV 1853, art. 2 et 31.

²⁵ LV 1817-19, art. 119.

La loi de 1827 porte le nombre des exercices à huit. Les soldats insuffisamment instruits sont astreints à cinq exercices supplémentaires et le Conseil d'Etat peut en augmenter le nombre s'il le juge nécessaire ²⁶.

En 1841, le règlement militaire remplace cette instruction communale par une école centrale destinée aux recrues nouvellement incorporées en élite. Cette école est organisée chaque année paire ; elle a lieu à Sion et dure 18 jours. Elle est précédée par un cours de cadres ²⁷.

La loi de 1846 rétablit l'ancien système d'instruction décentralisée. Les exercices ont cependant lieu dans des « subdivisions de quartier » formées d'une ou de plusieurs communes ²⁸. Leur nombre est porté à dix, soit six au printemps et quatre en automne. Le Conseil d'Etat peut en augmenter le nombre s'il le juge nécessaire ²⁹.

Ce retour en arrière n'est que momentané et, la loi fédérale de 1850 ayant émis des exigences nouvelles, le Valais rétablit, en 1853, les écoles de recrues. Elles ont lieu chaque année, à Sion, avec une durée de 28 jours pour les fusiliers, et de 35 jours pour les chasseurs ³⁰.

3. *L'instruction des unités*

Les exercices de communes, de subdivisions de quartier et même les écoles de recrues ne permettaient assurément qu'une formation militaire rudimentaire : maniement de l'arme, charge, escrime à la baïonnette.

Aussi, pour compléter cette première instruction, nos lois prévoient-elles des exercices par quartier. Ils sont organisés en des lieux suffisamment centralisés pour permettre la réunion des contingents de plusieurs communes. Ces exercices ont pour but de mettre au point les connaissances de l'école de peloton, et, après 1846, d'inculquer à l'infanterie les principales notions des manœuvres des troupes légères. On en profite pour procéder à l'inspection des armes, de l'habillement et de l'équipement. Les hommes doivent s'y rendre en grande tenue avec paquetage complet ³¹. On saisit ces occasions pour présenter à la troupe les officiers et les sous-officiers nouvellement promus ³².

La loi de 1827, le décret du 23 novembre 1844 et la loi de 1846 prévoient deux exercices par année, l'un au printemps, l'autre en automne ³³. Le département militaire les organise et en fixe le lieu ³⁴. La loi de 1841 en prévoit deux en automne, chaque année paire, et quatre, soit deux au printemps et deux en automne, chaque année impaire ³⁵.

²⁶ LV 1827, art. 117.

²⁷ LV 1841, art. 137, 138 et 139.

²⁸ LV 1846, art. 132.

²⁹ LV 1846, art. 137 et 138.

³⁰ LV 1853, art. 47.

³¹ LV 1827, art. 122 et 124.

³² LV 1846, art. 150.

³³ LV 1827, art. 122.

³⁴ DV 1844, art. 1 et 2 ; LV 1846, art. 143.

³⁵ LV 1841, art. 143 et 144.

Les recrues, les hommes de l'élite et de la réserve et, après 1844, les hommes du 1^{er} contingent de landwehr, sont tenus d'assister, soit aux exercices communaux, soit aux exercices de quartier sous peine d'amende ou de prison ³⁶. En sont exemptés les officiers supérieurs, les quartiers-maîtres, les chirurgiens, les musiciens et les officiers ayant 4 puis 6 ans de grade ³⁷.

4. Les revues

Afin de perfectionner et de contrôler l'instruction acquise dans les exercices et les écoles, l'Etat organise chaque année ou chaque deux ans, des revues, soit dans le cadre des sections, soit dans celui des arrondissements et des bataillons ³⁸. Le Conseil d'Etat en fixe le nombre, l'époque et le lieu ; il désigne un officier supérieur chargé de commander les manœuvres sous la direction du commandant d'arrondissement puis de l'inspecteur des milices ³⁹. S'il n'en désigne pas, l'officier présent le plus élevé en grade prend le commandement ⁴⁰.

Après 1853, il n'y a plus que des revues organisées par sections, demi-sections ou quart de sections, le dimanche précédant le début des cours de répétition ⁴¹.

Dans les revues de sections, on procède à l'incorporation des recrues, aux remplacements, à l'examen des cas d'exemption ou de réforme et à l'inspection des armes, de l'habillement et de l'équipement. Les recrues et les hommes de l'élite et de la réserve ont l'obligation d'y assister ⁴².

Les revues d'arrondissement ou de bataillon, en revanche, réservées aux hommes de l'élite et de la réserve, sont destinées à compléter les connaissances militaires des cadres et de la troupe. Le maniement des armes, les manœuvres de l'ordonnance, l'exercice à feu et l'école de bataillon y sont mis au point. Après 1841, les compagnies d'infanterie y sont instruites aux manœuvres essentielles des troupes légères ⁴³. Cadres et troupe doivent s'y présenter en tenue de campagne complète.

5. Instruction des armes spéciales

Les *carabiniers* et les *chasseurs* sont astreints, au même titre que les fusiliers, à suivre les exercices et à prendre part aux revues.

Cependant, dès 1827, nos lois prévoient, à leur intention, des exercices spéciaux, car l'instruction qui leur est donnée dans les communes est insuffisante.

³⁶ LV 1817-19, art. 119 et 125 ; LV 1827, art. 122 ; LV 1841, art. 147 ; RV 1844, art. 1 ; LV 1846, art. 137.

³⁷ LV 1827, art. 123 ; LV 1841, art. 147 ; RV 1844, art. 3 ; LV 1846, art. 146.

³⁸ LV 1817-19, art. 121 ; LV 1827, art. 128 ; LV 1841, art. 151.

³⁹ LV 1817-19, art. 122 ; LV 1827, art. 128 et 130 ; LV 1841, art. 152 et 154.

⁴⁰ LV 1827, art. 131 ; LV 1841, art. 155 ; LV 1846, art. 155.

⁴¹ LV 1853, art. 52.

⁴² LV 1817-19, art. 123.

⁴³ LV 1817-19, art. 124 ; LV 1827, art. 129 et 131 ; LV 1841, art. 153.

Ces exercices sont organisés en des lieux centralisés, désignés tout d'abord par le Conseil d'Etat, sur proposition du département militaire, puis par l'inspecteur des milices. Ils sont dirigés par des instructeurs spécialisés, formés eux-mêmes dans des écoles fédérales ⁴⁴.

Alors que le nombre de ces exercices n'est pas précisé par les lois de 1827 et de 1841, celle de 1846 le fixe à cinq pour les carabiniers, soit trois au printemps et deux en automne. Les carabiniers sont rassemblés, au nombre de vingt au moins, en des points centraux ⁴⁵.

Pour les chasseurs, la loi se contente de mentionner que des exercices peuvent être organisés à leur intention ⁴⁶.

Dès 1850, l'instruction des carabiniers est prise en charge par la Confédération ⁴⁷. Les écoles fédérales ont une durée de 28 jours et les recrues doivent, avant d'y être admises, avoir reçu dans leur canton une formation complète à l'école de soldat ainsi qu'une instruction très poussée au tir au but ⁴⁸. Chaque année, les carabiniers de l'élite suivent des exercices de quatre jours précédés d'un cours de cadres de deux jours. Ceux de la réserve ont des exercices bisannuels de deux jours avec cours de cadres d'un jour ⁴⁹.

L'artillerie doit suivre, en 1827, huit exercices. La loi n'en indique pas la durée. Ils sont organisés par section, chacune d'entre elles ayant un instructeur spécialement formé à cet effet ⁵⁰.

Comme les carabiniers, les artilleurs sont instruits, dès 1850, par la Confédération. Leur école dure 42 jours ; elle est suivie d'exercices bisannuels de dix jours, précédés d'un cours de cadres de quatre jours, pour ceux de l'élite ; de six jours avec cours de cadres de quatre jours, pour la réserve ⁵¹.

Le train est dispensé des exercices communaux. Lors des manœuvres, il est attaché à l'artillerie ou bien il reste à la disposition de la direction des manœuvres ⁵².

Après 1841, les hommes du train ont à suivre une école spéciale organisée à leur intention chaque deux ans, et ils doivent paraître chaque année à un exercice de quartier ⁵³.

Dès 1850, les soldats du train sont astreints à la même instruction fédérale et aux mêmes exercices bisannuels que les artilleurs ⁵⁴.

L'instruction des *musiciens* est confiée à un adjudant-sous-officier aidé de sergents, sous le contrôle d'un officier désigné à cet effet. Elle consiste en leçons et répétitions. Les musiciens doivent assister aux revues, suivant les ordres de cet officier ⁵⁵.

⁴⁴ LV 1827, art. 118 ; LV 1841, art. 141.

⁴⁵ LV 1846, art. 137.

⁴⁶ LV 1846, art. 141.

⁴⁷ LF 1850, art. 68.

⁴⁸ LF 1850, art. 69.

⁴⁹ LF 1850, art. 70 et 71.

⁵⁰ LV 1827, art. 68.

⁵¹ LF 1850, art. 68, 69, 70 et 71.

⁵² LV 1827, art. 133.

⁵³ LV 1841, art. 140 et 145 ; LV 1846, art. 140.

⁵⁴ LF 1850, art. 69, 70 et 71.

⁵⁵ LV 1827, art. 126 et 127 ; LV 1841, art. 150 et 151 ; LV 1846, art. 152 et 153.

Le règlement de 1856 leur impose de suivre, outre des leçons données à raison de trois par semaine par le chef de musique, quelques jours d'école de recrues destinés à leur inculquer une certaine formation militaire. Une fois leur instruction terminée, ils sont incorporés et habillés. Par la suite, ils sont astreints à suivre une répétition par semaine, pendant neuf mois, chaque année. Les élèves fournissent les cahiers nécessaires pour y noter les principes de musique qui leur sont donnés. L'Etat se charge de procurer la musique que le chef adapte à chaque instrument⁵⁶. L'absence injustifiée aux leçons et aux répétitions est punie de 24 heures d'arrêts aux frais du délinquant⁵⁷.

Quant aux *tambours* et aux *trompettes*, ils n'ont aucune obligation bien précise. Toutes nos lois se contentent de formuler que le Conseil d'Etat peut, suivant les besoins, ordonner des cours d'instruction à leur intention⁵⁸.

Les *officiers* sont aussi à la disposition du Conseil d'Etat qui peut leur imposer des cours d'instruction⁵⁹. A partir de 1846, toutefois, la loi prévoit l'organisation d'une école centrale, chaque deux ans. Sa durée n'est pas précisée⁶⁰. Après 1853, les officiers sont appelés chaque hiver à des cours organisés en général dans le cadre des sections et des arrondissements. Il leur est donné une instruction sur certaines matières comme le service de place, le service en campagne, etc.⁶¹.

6. Instruction de la landwehr

L'instruction de la landwehr est particulièrement négligée. Les lois fédérales ne contiennent rien qui soit susceptible d'inciter les cantons à prendre des mesures efficaces : l'arrêté de 1831 n'y fait aucune allusion et la loi de 1850 demande seulement que la landwehr soit réunie chaque année pendant un jour au moins pour être inspectée et exercée⁶².

En 1827, les landwehriens doivent assister à deux exercices de commune et aux exercices de quartier⁶³. Cette règle reste en vigueur jusqu'en 1846 et les lois de 1841 et de 1846, qui ne mentionnent que le 1^{er} contingent de landwehr, lui imposent seulement l'assistance aux exercices de quartier⁶⁴.

Le règlement de 1846 sur la landwehr cantonale, par contre, marque un intérêt particulier au problème de l'instruction. L'approche du danger réveille un moment les énergies endormies.

Cinq exercices annuels sont prévus, soit trois pour l'école de soldat dans le cadre des communes, et deux pour l'école de peloton dans celui des

⁵⁶ RV 1856, art. 8, 9, 10, 11 et 12.

⁵⁷ RV 1856, art. 19.

⁵⁸ LV 1841, art. 157 ; LV 1846, art. 156 ; LV 1853, art. 50.

⁵⁹ LV 1827, art. 135 ; LV 1841, art. 157.

⁶⁰ LV 1846, art. 139.

⁶¹ LV 1853, art. 49.

⁶² LF 1850, art. 66.

⁶³ LV 1827, art. 117 et 122.

⁶⁴ LV 1841, art. 146 ; LV 1846, art. 137.

compagnies. Le Conseil d'Etat peut en augmenter le nombre ⁶⁵. En outre, chaque deux ans, les bataillons et les compagnies sont passés en revue. Les autres années, les commandants de bataillon font des tournées d'inspection des compagnies de leur dizain et ils en profitent pour renouveler les cadres manquants ⁶⁶.

Les sapeurs du génie, l'artillerie et le train ont des écoles particulières ordonnées par le Conseil d'Etat ⁶⁷.

Les officiers, sous-officiers et soldats qui manquent aux exercices sont passibles d'amendes ou de peines de prison ⁶⁸.

Mais ce bel élan reste sans lendemain. Le danger passé, l'instruction de la landwehr retombe dans l'oubli. Ni l'arrêté de 1859 ni celui de 1860 n'en font état. Quant à l'arrêté de 1861, il lui consacre un article peu exigeant : « Le département militaire est autorisé à réunir la landwehr en 1861, avant l'époque de l'inspection fédérale, par commune ou groupe de communes, afin de procéder à la constatation du personnel et au choix des gradés et pour lui donner une instruction sommaire » ⁶⁹.

⁶⁵ RV 1846 a, art. 36 et 37.

⁶⁶ RV 1846 a, art. 38 et 39.

⁶⁷ RV 1846 a, art. 41.

⁶⁸ RV 1846 a, art. 42.

⁶⁹ AV 1861, art. 11.

Appendice

LES MILICES VALAISANNES DANS LE CADRE DE L'ARMÉE FÉDÉRALE (1875 - 1960)

1. L'organisation fédérale de 1875

La période d'occupation des frontières de 1870-1871 avait rendu patents les défauts de notre organisation militaire. Les expériences faites, les dangers courus, le rapport du général Herzog, mettant le doigt, avec une franchise parfois brutale, sur les lacunes constatées, désillèrent bien des yeux et permettent à la loi fédérale de 1874 de franchir le cap du référendum et d'entrer en vigueur le 19 février 1875.

Le principal mérite de cette loi est de réunir en un seul faisceau les contingents cantonaux et de les fondre en une réelle armée nationale, seule capable de remplir la tâche qu'allait lui confier la constitution de 1875.

Le principe du service militaire obligatoire et personnel reçoit une application stricte ; tous les citoyens aptes à porter les armes sont appelés sous les drapeaux.

L'autorité législative reste entre les mains de l'Assemblée fédérale, et le Conseil fédéral, autorité exécutive, agit par le truchement de son département militaire dont le président est assisté des chefs d'armes et de chefs de service.

Les autorités cantonales prêtent leur concours aux opérations de recrutement, tiennent les contrôles de corps et veillent à la conservation du matériel militaire qui leur est confié.

Le territoire de la Confédération est partagé en huit arrondissements de division, subdivisés à leur tour en arrondissements de recrutement combinés de telle sorte que chacun fournisse de un à trois bataillons d'infanterie. En principe, ces arrondissements correspondent au territoire d'un canton. Seuls Berne, Schwyz et le Valais font exception à cette règle.

L'organisation de l'armée est simplifiée. Elle ne comprend plus que deux classes : l'élite et la landwehr. La réserve a disparu ; le landsturm ne fera son apparition qu'en 1886.

L'armée comprend les armes suivantes : infanterie, cavalerie, artillerie, génie, troupes sanitaires et troupes d'administration. Les chasseurs ont disparu ; les carabiniers et le train cessent de former des armes spéciales.

La tenue des troupes reste, dans ses grandes lignes, ce qu'elle était auparavant. En 1896, les brides d'épaule transversales des officiers sont remplacées par des pattes longitudinales. 1916 voit l'adoption de l'uniforme gris-vert et, dès janvier 1918, le casque remplace l'ancien képi et la housse grise dont on l'avait recouvert pendant les mobilisations de 1914-1918.

L'armement se transforme par l'adoption, en 1889, du fusil Rubin-Schmidt avec cartouche à poudre sans fumée (pl. IX, 4). Perfectionné en 1911 et en 1933, il vient de céder sa place au fusil d'assaut actuellement introduit dans l'infanterie d'élite.

D'autre part, des armes collectives sont introduites ; elles renforcent la puissance de feu des unités d'infanterie : mitrailleuse en 1911, fusil-mitrailleur en 1925, canon d'infanterie et lance-mines en 1933, grenades, etc.

Habillement, armement et matériel de corps sont fournis par la Confédération.

L'instruction qui, pendant si longtemps, par son manque d'unité, ses inégalités flagrantes, avait donné prise à de nombreuses critiques, est centralisée. Ecoles de recrues, cours de cadres et cours de répétition sont fédéraux. Leur nombre et leur durée se modifient suivant les circonstances et les différentes lois.

2. Modifications successives

D'année en année, cette organisation développe ses effets bienfaisants. Des lois et des ordonnances la complètent, jalonnant le développement de nos institutions militaires, les adaptant sans cesse aux circonstances, mais aussi, à la longue, finissant par les compliquer.

Une réorganisation intervient en 1907 et une autre, en 1911, sans modifier profondément la physionomie de l'armée. L'année 1912 voit la création nécessaire des troupes de montagne dont les expériences tentées en 1901 et en 1910 ont démontré le besoin.

Cette organisation de 1912 subit avec succès l'épreuve des mobilisations de guerre de 1914 à 1918 et subsiste sans changement jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale de 1939 à 1945.

En 1938, sous l'impulsion du conseiller fédéral Minger, l'armée se réorganise profondément. Nos grandes unités sont allégées et renforcées. A côté des divisions existantes, apparaissent des brigades de montagne autonomes et des brigades-frontière dont les effectifs sont formés de bataillons de landwehr renforcés par ceux de bataillons d'élite dits « de base », dont les hommes ont une double incorporation.

En 1950, lors d'une nouvelle réorganisation, les brigades de montagne voient apparaître à côté d'elles des brigades de forteresse englobant, outre les anciennes brigades-frontière, les garnisons des ouvrages fortifiés.

3. Les milices valaisannes de 1875 à 1960

Conformément à la loi fédérale de 1875, le Valais est divisé en quatre arrondissements : l'arrondissement N° 4, comprenant les districts d'Hérens, de Sierre, de Loèche sans les communes d'Ergisch et de Tourtemagne et avec les communes d'Arbaz, de Bramois, de Grimisuat, de Salins et de Veysonnaz ; l'arrondissement N° 5 avec les districts de Conches, de Brigue, de Viège, de Rarogne et les communes d'Ergisch et de Tourtemagne ; l'arrondissement N° 6, formé des districts de Martigny, de Conthey et des communes de Sion et de Savièse, et l'arrondissement N° 7, composé des districts de Monthey, de Saint-Maurice et d'Entremont.

Le Valais fournit ses troupes à deux divisions : à la 1^{re} et à la 8^e puis à la 3^e.

A la 1^{re} division, il fournit, en 1875, les bataillons 12 et 98 recrutés dans les arrondissements 7 et 6.

Avec la réorganisation de 1907, ces bataillons prennent les numéros 11 et 12 ; ils sont renforcés, en 1911, par le bataillon 88.

Ces bataillons forment, avec les bataillons genevois 10 et 11, puis avec le seul bataillon 10, le régiment d'infanterie 4. En 1911, le bataillon 12 est détaché à la garnison des forts de Saint-Maurice dont il constitue la garde extérieure.

La loi de 1912 permet au Valais d'avoir un régiment propre : le régiment d'infanterie de montagne 6, composé des bataillons 11 à cinq compagnies, 12 retiré de la garnison de Saint-Maurice, et 88 tous deux à quatre compagnies. Ces bataillons sont incorporés à la brigade de montagne 3.

Le bataillon 88 prend, avec la réorganisation de 1938, le numéro 6, et le régiment quitte la 1^{re} division pour faire partie de la brigade de montagne 10.

Actuellement, le Bas-Valais forme les bataillons 1, détaché aux forts de Saint-Maurice, 9, 11 et 12, composant le régiment de montagne 6.

A la 8^e division sont attachés les bataillons du Haut-Valais. Ils portent, en 1875, les numéros 88 et 89. Après 1911, seul le bataillon 89 subsiste ; mais il est à nouveau renforcé du bataillon 88 après la réorganisation de 1938.

Ces bataillons forment le régiment d'infanterie 30 avec le bataillon 90 des Grisons, tout d'abord, puis avec les bataillons 85 de Glaris et 90 après 1911.

Avec la loi de 1912, le Haut-Valais fournit, en commun avec le bataillon bernois 40, le régiment d'infanterie de montagne 18, attaché à la brigade de montagne 9, appartenant à la 3^e division.

La réorganisation de 1938 enlève les bataillons 88 et 89 à la 3^e division pour les incorporer à la brigade de montagne 11.

Les carabiniers, recrutés essentiellement dans le Valais romand, sont attachés à la 2^e division. Ils forment la 4^e compagnie de bataillon de carabiniers 2, les autres compagnies étant recrutées dans les cantons de Fribourg (cp. 1), de Neuchâtel (cp. 2) et de Genève (cp. 3).

La loi de 1912 supprime, sans égard pour la tradition et l'esprit de corps, les compagnies de carabiniers de Fribourg et du Valais. Elle démantèle ainsi le bataillon 2, et nos carabiniers, malgré leurs protestations, vont renforcer les effectifs des bataillons de fusiliers.

En passant en landwehr, les hommes des bataillons 11 et 12 sont incorporés au bataillon de landwehr 104, à trois compagnies. Ce bataillon appartient à la garnison des forts de Saint-Maurice.

En 1912, le bataillon 104 disparaît ; il est remplacé par les bataillons d'infanterie de forteresse 168 et 169, composant le régiment d'infanterie de forteresse 51 attaché à la défense extérieure des forts.

A l'arrondissement territorial 1, le Valais fournit les bataillons de landsturm 11, 12 et 13 et la compagnie de convoyeurs 1.

Avec la réorganisation de 1938, le Bas-Valais forme le régiment de landwehr 68, composé des bataillons 203, 204 et 205. Ce régiment est réduit à deux bataillons en 1950 et ne comprend plus que les bataillons 203 et 204.

De son côté, le Haut-Valais fournit tout d'abord le bataillon de landwehr 130 à quatre compagnies, puis le bataillon 172, appartenant au régiment d'infanterie de forteresse 52, attaché à la garnison des forts du Gothard.

A l'arrondissement territorial 2, il fournit le bataillon de landsturm 40, la compagnie de canonnières 9 et la compagnie du train 9.

Après 1938, il forme les bataillons 207, 208, 209 et 210, composant le régiment 66, puis, après 1950, le bataillon 208, attaché à la brigade de forteresse 11.

Conclusion

1815-1875. Soixante années d'hésitation entre une armée formée d'un amalgame de troupes cantonales, fondée sur l'esprit de collaboration des Etats confédérés à la défense nationale, et l'armée fédérale proprement dite, unifiée, telle que nous la connaissons de nos jours. Période de transition, de gestation aussi, pendant laquelle nous assistons à la poussée centralisatrice, d'abord lente, puis accélérée, à partir de 1848.

Le Valais fournit un effort considérable. Lorsqu'il est reçu dans l'alliance fédérale, il se présente les mains vides, mais il se donne sans trop tarder des institutions militaires par lesquelles il peut tenir son rang. Par des lois successives, il les perfectionne et les complète sans cesse. Certaines considérations politiques n'y sont cependant pas toujours étrangères. L'armée est parfois le reflet du régime plus que celui du pays. Telles apparaissent les dispositions sur l'instruction : en 1840, le régime libéral supprime l'instruction communale pour la remplacer par l'instruction centralisée ; en 1846, l'ancien système est remis en vigueur pour ne disparaître qu'après l'adoption par la Confédération de la loi de 1850.

Cependant, pas plus la crise de 1840-1844 que la campagne du Sonderbund ne permettront de contrôler le bon fonctionnement de nos institutions militaires. En 1840-1844, c'est la guerre civile ; les éléments d'un même bataillon se dressent les uns contre les autres. Les récits du combat de Saint-Léonard comme ceux de la bataille du Trient nous permettent cependant de constater que nos soldats, bien commandés, savent accomplir leur devoir. En 1847, c'est la capitulation et l'occupation pacifique du pays par les troupes fédérales. Les bataillons envoyés au secours de Lucerne ne sont pas mis à l'épreuve : la méfiance règne ; il en résulte la défaite dont nos soldats ne sont pas responsables.

Autre constatation. Comme bien d'autres cantons, le Valais organise, arme, instruit ses hommes des contingents fédéraux parce que le pouvoir central exerce sur ceux-ci une surveillance et un contrôle. La landwehr, par contre, qui échappe à cette surveillance, n'existe trop souvent que sur le papier. Le renouvellement de ses cadres est négligé. S'il nous a été possible de reconstituer les états militaires des unités du contingent, nous avons dû, en revanche, renoncer à le faire pour la landwehr.

*

La constitution de 1848 et la loi d'organisation militaire fédérale de 1850 donnent à l'armée la place qui lui revient de droit. L'emprise de la Confédération se fait sentir avec plus de vigueur. Avec la constitution fédérale de 1875, la défense nationale amorce le développement qu'exigent les

circonstances politiques. Les cantons confient à la Confédération le soin d'instruire et d'armer leurs soldats ; certains corps restent cependant cantonaux.

Comme toute institution, l'armée est sujette à de continuels perfectionnements. Elle évolue au rythme du progrès des armements, des moyens techniques et des méthodes de combat. Il en découle une tendance vers une centralisation toujours plus poussée. Toute nouvelle formation dotée d'armes collectives modernes devient, en principe, une unité fédérale et le nombre des corps cantonaux s'amenuise à un rythme rapide. Devons-nous le regretter ou nous en réjouir ? Une telle évolution est irréversible : elle doit se poursuivre sans trêve si nous voulons que, demain comme hier, notre armée soit toujours à la hauteur de sa tâche pour que vive la Suisse.

Annexes

A. Etat militaire du Valais de 1819 à 1875

Ne sont compris dans ces listes que les officiers supérieurs et les capitaines qui ont exercé un commandement effectif dans les unités de la milice cantonale.

Sources : Pour les établir, nous avons dépouillé les annuaires officiels, les protocoles de la diète et du Conseil d'Etat qui se trouvent aux Archives cantonales.

I. — Les autorités militaires cantonales

A) Les chefs du département militaire 1827-1875

1827-1839	Michel Dufour	1849-1852	Maurice Claivaz
1840	François Taffiner	1852-1856	François-Joseph Rey
1840-1841	Maurice Barman	1856-1869	Charles-Louis de Bons
1842-1844	Charles-Louis de Rivaz	1870-1871	Antoine Ribordy
1845-1849	Guillaume de Kalbermatten	1872-1875	Charles-Louis de Rivaz

B) Les fonctionnaires

1. — Les commissaires des guerres 1819-1856

1819-1840	Pierre-Louis de Riedmatten	1848-1849	Antoine Clemenz
1841-1848	Antoine de Riedmatten	1849-1856	Charles de Preux

2. — Les directeurs de l'arsenal 1819-1856

1819-1840	Pierre-Louis de Riedmatten	1849-1856	Joseph Abbet
1840-1848	Melchior de Montheys	1856	Charles de Preux

3. — Les commandants d'arrondissement 1819-1839 et 1849-1875

a) Arrondissement oriental

1819-1828 Dominique Weger
1828-1839 Jean-Chrétien Amacker
1849-1863 Elie de Courten

c) Arrondissement occidental

1819-1828 Joseph-Arnold Gard
1828-1840 Xavier de Cocatrix
1849-1851 Joseph Torrent
1851-1864 Valentin Morand

b) Arrondissement du Centre

1819-1839 Alexis de Werra
1840 Jean-Baptiste Duc
1849-1851 Valentin Morand
1852-1870 Jacques Calpini

4. — Les inspecteurs des milices 1840-1854

1840-1842 Charles-Louis de Rivaz
1842-1843 Casimir Dufour

1843-1847 Eugène de Riedmatten
1852-1854 Louis Closuit

5. — Les instructeurs en chef des milices 1856-1875

1856-1859 Louis Closuit
1859-1864 Théodore Ganioz

1865-1867 Charles-Louis de Rivaz
1868-1875 Joseph de Cocatrix

II. — Le contingent fédéral (Elite et Réserve)

A) Les bataillons d'infanterie (compagnies de fusiliers) de 1819 à 1850

De 1819 à 1850, les classes d'Elite et de Réserve sont amalgamées pour former les bataillons du contingent fédéral. Le bataillon 1 est composé exclusivement d'hommes de l'Elite ; le bataillon 2 est mixte et comprend des soldats de l'Elite et de la Réserve ; le bataillon 3 est un bataillon de Réserve.

Après 1850, le contingent fédéral ne comprend plus que des soldats de l'Elite. Ceux de la Réserve font partie du 2^e contingent. Cette règle s'applique aussi aux armes spéciales.

Bataillon N° 1

Commandants :

1819-1822 Bruno Gay
1822-1828 Adrien Zimmermann
1829-1837 Germain-Eugène Ganioz

1837-1841 Louis de Courten
1841-1846 Valentin Morand

Majors :

1819-1822 Adrien Zimmermann
1822-1827 Adrien de Riedmatten
1828 Xavier de Cocatrix
1828-1829 Pierre-Antoine de Preux
1829 Germain-Eugène Ganioz

1830-1834 Joseph Bruttin
1834-1837 Louis de Courten
1838-1840 Joseph Torrent
1840-1841 Gabriel Desfayes
1841-1848 Antoine-Joseph Amacker

Compagnie de fusiliers 1. Capitaines :

1819-1828	Jean-Martin Besse	1841-1845	Antoine Luder
1829-1840	Gaspard-Daniel Ribordy		

Compagnie de fusiliers 2. Capitaines :

Devient compagnie 1 de la section 2 (Sion et Conthey) en 1840. Passe en 1843 au bataillon 2 dont elle forme la compagnie de chasseurs de gauche.

1819-1828	François-Alexis Dallèves	1839-1843	Pierre-François Duc
1829-1838	Emmanuel de Kalbermatten	1843-1848	Jacques Calpini

Compagnie de fusiliers 3. Capitaines :

Forme, en 1840, la 1^{re} compagnie de la section 3 (Conches, Brigue, Rarogne occidental). Reste au bataillon 1 en 1843.

1819-1832	Victor Jost	1839-1842	Gaspard-Maurice Stockalper
1832-1838	François-Etienne Perrig	1843-1846	Jean-Joseph Escher

Compagnie de fusiliers 4. Capitaines :

Forme, en 1840, la 1^{re} compagnie de la section 1 (Saint-Maurice et Monthey). Reste au bataillon 1 en 1843.

1819-1825	Maurice-François de Cocatrix	1839-1841	Alexandre Veuthey
1826-1837	Félix Pottier	1842-1849	Louis Pignat

Compagnie de fusiliers 5. Capitaines :

Forme, en 1840, la 1^{re} compagnie de la section 5 (Hérens et Savièse). En 1843, devient compagnie de chasseurs de gauche du bataillon 1.

1819-1823	Charles Bovier	1832-1841	Amédée Dénériaz
1823-1828	Joseph Bruttin	1842-1849	Romain Constantin
1829-1831	Adrien de Torrenté		

Bataillon N° 2

Commandants :

1820-1827	Pierre-Marie Dufour	1840	Eugène de Riedmatten
1827-1828	Adrien de Riedmatten	1841-1842	Pierre-Gabriel Desfayes
1828	Jean-Christien Amacker	1843-1848	Anne-Joseph de Nuccé
1828-1840	Pierre-Antoine de Preux		

Majors:

1819-1820	Pierre-Marie Dufour	1829-1836	Michel-Hippolyte Pignat
1820-1822	Eugène de Stockalper	1836-1837	Joseph Torrent
1822-1828	Joseph-Louis-Augustin Ganioz	1837-1840	Charles-Louis de Rivaz
1828	Jean-Martin Besse	1840-1841	Antoine Du Fay
1828-1829	Joseph Bruttin	1841-1848	Joseph Crettex

Compagnie de fusiliers 1. Capitaines :

Forme, en 1840, la compagnie 1 de la section 6 (Viège, Loèche, Rarogne oriental) et, dès 1843, la compagnie 4 du bataillon 3.

1819-1825	Jean-Christien Amacker	1840-1843	Jean Perren
1828-1829	Hildebrand Roten	1843-1849	Chrétien Ruff
1830-1840	Gaspard-Ignace de Werra		

Compagnie de fusiliers 2. Capitaines :

Forme, en 1840, la compagnie 1 de la section 7 (Martigny).

1819-1822	Joseph-Louis-Augustin Ganioz	1839-1841	Pierre-Antoine Ribordy
1823-1837	Jean-Valentin Morand	1842-1849	Alphonse Morand

Compagnie de fusiliers 3. Capitaines :

Forme, en 1840, la compagnie 1 de la section 8 (Sierre).

1819-1828	Pierre-Antoine de Preux	1829-1839	François-Antoine de Preux
-----------	-------------------------	-----------	---------------------------

Compagnie de fusiliers 4. Capitaines :

Forme, en 1840, la compagnie 2 de la section 1 (Entremont).

1819-1827	Etienne-Joseph Delasoie	1832-1840	Maurice Gaillard
1828-1829	Gaspard-Daniel Ribordy	1841-1842	Joseph Crettex
1829-1830	Pierre-Frédéric Joris	1842-1847	Etienne Pittier
1831-1832	Nicolas Vernay		

Compagnie de fusiliers 5. Capitaines :

Forme, en 1840, la compagnie 2 de la section 2 (Sion et Conthey). Attachée au bataillon 1 en 1843.

1819-1827	Jean-Séverin Duc	1839-1840	Antoine Blatter
1828-1833	Jean-Pierre-Joseph Germanier	1841-1842	Emmanuel Ganioz
1833-1836	Pierre-François Antonin	1842-1843	Jacques Calpini
1837-1838	Pierre-François Duc		

Compagnie de fusiliers 6. Capitaine :

Forme, dès 1825, la compagnie de fusiliers 1 du bataillon 3.

1819-1825	Valentin Jost
-----------	---------------

Bataillon N° 3

Commandants :

1819-1825	François Perrig	1836-1837	Michel-Hippolyte Pignat
1825-1828	Charles-Pierre-Marie d'Odet	1837-1840	Eugène de Riedmatten
1828-1832	Martin Besse	1840-1841	Valentin Morand
1832-1836	Valentin Jost	1841-1843	Anne-Joseph de Nuce

Majors :

1819-1825	Charles-Pierre-Marie d'Odet	1828-1832	Valentin Jost
1825-1827	François-Xavier de Cocatrix	1832-1837	Eugène de Riedmatten
1827-1828	Jean-Christien Amacker	1837-1840	Valentin Morand
1828	Germain-Eugène Ganioz	1841-1849	Laurent Ritz

Compagnie de fusiliers 1. Capitaines :

Devient compagnie de fusiliers 2 en 1825. Formée dès cette date par l'ancienne compagnie de fusiliers 6 du bataillon 2. Forme, en 1840, la compagnie 2 de la section 3 et, en 1843, la compagnie de fusiliers 1 du bataillon 3.

1819-1825	Joseph-Antoine de Cocatrix	1830-1831	François-Etienne Perrig
1825-1828	Valentin Jost	1832-1843	François Julier

Compagnie de fusiliers 2. Capitaines :

Devient compagnie de fusiliers 3 en 1825. Forme la compagnie de fusiliers 2 de la section 4 en 1840 et, en 1843, la compagnie de fusiliers 2 du bataillon 3.

1819-1825	Jean-Baptiste Jacquier	1839-1841	Antoine-Joseph Amacker
1825-1832	Joseph-Antoine de Cocatrix	1842-1848	Alexandre Fumey
1833-1838	Alexandre Veuthey		

Compagnie de fusiliers 3. Capitaines :

Devient compagnie de fusiliers 4 en 1825. Forme la compagnie de fusiliers 2 de la section 5 en 1840 et, en 1843, la compagnie de fusiliers 3 du bataillon 3.

1819-1825	François Indermatten	1832-1838	Pierre Dénériaz
1825-1831	Jean-Baptiste Jacquier	1839-1849	Romain Blanc

Compagnie de fusiliers 4. Capitaines :

Devient compagnie de fusiliers 5 en 1825. Forme la compagnie de fusiliers 2 de la section 6 en 1840 et, en 1843, la compagnie de fusiliers 1 du bataillon 2. Formée dès 1843 par l'ancienne compagnie de fusiliers 1 du bataillon 2.

1819-1824	Germain-Eugène Ganioz	1829-1830	Hildebrand Roten
1825	François-Joseph Willa	1830-1843	Gaspard-Ignace de Werra
1825-1827	Jean-Christien Amacker	1843-1847	Jean Perren

Compagnie de fusiliers 5. Capitaines :

Devient compagnie de fusiliers 6 en 1825. Forme la compagnie de fusiliers 2 de la section 7 en 1840 et, en 1843, la compagnie de chasseurs de droite du bataillon 3.

1819-1825	Eugène Allet	1829-1838	Pierre-Antoine Ribordy
1825-1828	François-Joseph Willa	1839-1848	Jules-Samuel Cropt

Compagnie de fusiliers 6. Capitaines :

Formée en 1825. Forme la compagnie de fusiliers 2 de la section 8 en 1840. Devient, en 1843, compagnie de chasseurs de gauche du bataillon 3.

1825-1830 Aloys de Preux
1831-1841 Jean-Baptiste Briguet

1842-1848 Maurice Gillioz

B) Les compagnies de chasseurs de 1819 à 1850

De 1819 à 1850, les compagnies de chasseurs sont incorporées alternativement dans l'un ou l'autre des bataillons. Il nous a paru préférable, en conséquence, de les grouper à part en donnant en tête de chacune d'elles un bref rappel historique.

Compagnie de chasseurs 1

Compagnie attachée au bataillon 1 de 1821 à 1830, au bataillon 2 de 1831 à 1839. Devient compagnie de chasseurs de l'arrondissement occidental en 1840, 2^e compagnie de chasseurs en 1841 et compagnie de chasseurs de droite du bataillon 1 en 1843.

Capitaines :

1819-1822 François de Preux
1822-1835 Jean-Joseph Torrent

1836-1838 Joseph Barman
1839-1843 Pierre Duchoud

Compagnie de chasseurs 2

Compagnie attachée au bataillon 3 de 1819 à 1825. Passe au bataillon 2 en 1825 et au bataillon 1 en 1830. Forme, en 1840, la compagnie de chasseurs de l'arrondissement oriental. Devient 1^{re} compagnie de chasseurs en 1841 et, en 1843, compagnie de chasseurs de droite du bataillon 2.

Capitaines :

1819-1827 Pierre-Hyacinthe Darbellay
1828-1829 Joseph Carlen
1829-1836 Chrétien Julier

1837-1841 Laurent-Justin Ritz
1842-1843 Chrétien Furrer

C) L'infanterie d'Elite de 1850 à 1875

Bataillon N° 35 (Arrondissement oriental)

Prend le N° 79 en 1873

Commandants :

1848-1860 Joseph de Nucé
1861-1871 Léon de Roten

1871-1872 Nicolas de Roten
1873-1875 Maurice Allet

Majors :

1848-1850	Gustave Zimmermann	1860-1871	Maurice Allet
1850-1854	Jean Theytaz	1871-1873	Adolphe de Courten
1854-1859	Antoine Stockalper	1873-1875	Félix Brégy
1859-1860	Léon de Werra		

Compagnie de chasseurs de droite. Capitaines :

1848-1856	François Zenklusen	1862-1868	Louis Bacher
1856-1859	Valentin Escher	1869-1870	Antoine Carlen
1860-1861	Léon Roten	1871-1875	Louis Carlen
1861-1862	Pierre-Louis Inalbon		

1^{re} compagnie du centre. Capitaines :

1849-1850	Meinrad Nellen	1862-1869	Antoine Carlen
1852-1858	Valentin Mutter	1870-1871	Louis Carlen
1859-1860	Léopold Walpen	1872-1875	Antoine Guntern
1861-1862	Louis Bacher		

2^e compagnie du centre. Capitaines :

1849-1856	Valentin Escher	1866-1868	François Chanton
1859-1860	Pierre-Louis Inalbon	1869-1871	Adolphe de Courten
1861-1863	Alexandre Seiler	1872-1875	François Ruff
1864-1865	Félix Brégy		

3^e compagnie du centre. Capitaines :

1849-1850	François Kanzelmann	1868-1869	Adolphe de Courten
1853-1858	Laurent Zengaffinen	1869-1870	Félix Brégy
1859-1862	Joseph Amacker	1870-1871	Antoine Guntern
1866-1867	Maurice de Stockalper	1872-1875	Ferdinand de Stockalper

4^e compagnie du centre. Capitaines :

1849-1858	Donat Zumstein	1863-1864	Félix Brégy
1859-1860	Martin Murmann	1864-1872	Basile Monnier
1861-1862	Alexandre Fanroth	1873-1875	Ferdinand Mengis

Compagnie de chasseurs de gauche. Capitaines :

1849-1850	Jean Theytaz	1868-1869	Félix Brégy
1850-1858	Marc Willa	1869-1870	François Chanton
1859-1861	Laurent Tichelli	1870-1872	Félix Brégy
1862-1866	Joseph Amacker	1873-1875	Félix Clausen
1867-1868	Adolphe de Courten		

Bataillon N° 40 (Arrondissement du Centre)

Commandants :

1848-1852	Adolphe de Courten	1858-1867	Louis Closuit
1852-1858	Charles Penon	1867-1875	Joseph Zermatten

Majors :

1848-1850	Jacques Calpini	1862-1866	Théodore Ganioz
1850-1852	Charles Penon	1867-1869	Eugène de Werra
1852-1858	Louis Closuit	1870-1875	Maurice Macognin de la Pierre
1858-1862	Charles de Rivaz		

Compagnie de chasseurs de droite. Capitaines :

1849-1850	Romain Constantin	1862-1866	Hyacinthe Beeger
1850-1856	Charles-Louis Du Fay	1867	Eugène de Werra
1856-1857	Charles de Rivaz	1868-1871	Jean-Baptiste Lampert
1860-1862	André Grillet	1872-1875	Joseph-Marie Moulin

1^{re} compagnie du centre. Capitaines :

1849-1852	Joseph Fanroth	1862-1867	Jean-Baptiste Lampert
1852-1856	Charles de Rivaz	1868-1870	Antoine Benjamin
1857-1861	Félix Eggs	1871-1875	Pierre Udrisard

2^e compagnie du centre. Capitaines :

1849-1850	Charles-Louis Du Fay	1861-1862	Hyacinthe Beeger
1850-1852	Louis de Kalbermatten	1862-1865	Augustin Torrent
1852-1857	François Fumeaux	1866-1867	Eugène de Werra
1859-1860	Cyprien Gay	1867-1875	Joseph Copt

3^e compagnie du centre. Capitaines :

1849-1850	Modeste Bérard	1867-1868	Maurice Macognin de la Pierre
1850-1852	Nicolas Roten	1869-1871	Joseph-Marie Moulin
1852-1856	Emmanuel Guex	1872-1875	César Borrat
1857-1866	Louis Joris		

4^e compagnie du centre. Capitaines :

1849-1856	Séraphin Mermoud	1863-1868	Eugène Kuntschen
1857-1862	Antoine-Joseph Rard	1869-1875	Maurice Delaloye

Compagnie de chasseurs de gauche. Capitaines :

1849-1856	Jacques-Magloire Glassey	1862-1870	Jacques Huber
1857-1861	Séraphin Mermoud	1871-1875	Etienne Massard

Bataillon N° 53 (Arrondissement occidental)

Commandants :

1848	Hyacinthe de Nucé	1862-1873	Maurice Chapelet
1848-1862	Antoine-Joseph Amacker	1873-1875	Charles Piotaz

Majors :

1848-1851	Pierre Duchoud	1862-1867	Joseph de Cocatrix
1851-1853	Jean-Louis Martin	1867-1868	Charles Piotaz
1853-1856	Antoine Tavernier	1869-1870	Oscar de Cocatrix
1857-1862	Maurice Chapelet	1870-1875	Adolphe Stockalper

Compagnie de chasseurs de droite. Capitaines :

1848-1852	Benjamin Filliez	1864-1867	Charles Piotaz
1852-1863	Daniel Ribordy	1868-1875	Etienne Métroz

1^{re} compagnie du centre. Capitaines :

1848-1852	Daniel Ribordy	1866-1867	Etienne Métroz
1852-1856	François Filliez	1868-1869	Hippolyte Trottet
1857-1860	Martin Pache	1869-1875	Alphonse Trottet
1860-1865	Joseph Rappaz		

2^e compagnie du centre. Capitaines :

1848-1852	François Massard	1862-1865	Alphonse Trottet
1852-1856	Basile Genoud	1866-1868	Adolphe de Stockalper
1857-1861	Aldobrand Cornut	1869-1875	Camille Filliez

3^e compagnie du centre. Capitaines :

1848-1851	Jean-Louis Martin	1862-1868	Oscar de Cocatrix
1859-1860	Joseph Emonet	1869-1875	Meinrad Clivaz
1861-1862	Charles Piotaz		

4^e compagnie du centre. Capitaines :

1848-1852	André Duchoud	1865-1872	Emile Gaillard
1852-1864	Alexandre Bussien	1873-1875	César Fumey

Compagnie de chasseurs de gauche. Capitaines :

1848-1852	Alexandre Fumey	1862-1868	Aldobrand Cornut
1852-1856	Maurice Jacquemoud	1869-1875	Ernest de Werra
1857-1860	Cyprien Barlatay		

D) Les carabiniers de 1819 à 1850

La compagnie d'Elite devient 2^e compagnie en 1828, 1^{re} compagnie en 1830, compagnie de Réserve en 1832, compagnie de l'arrondissement occidental en 1840, 2^e compagnie en 1841, compagnie de Réserve N° 63 en 1849.

Capitaines :

1819-1820	Eugène Stockalper	1833-1839	Etienne-Marie Delasoie
1820-1829	Michel-Hippolyte Pignat	1839-1840	Maurice Barman
1831-1833	Jean-Pierre Torrent	1841-1848	Charles-Louis de Bons

La compagnie de Réserve devient 1^{re} compagnie en 1828, 2^e compagnie en 1830, compagnie d'Elite en 1832, compagnie de l'arrondissement oriental en 1840, 1^{re} compagnie en 1841 ; elle fusionne finalement en 1856 avec la compagnie d'Elite qui forme depuis 1849 la compagnie de Réserve N° 63.

Capitaines :

1819-1821	Joseph-Arnold Jost	1839-1848	Ignace Bayard
1822-1832	Eugène de Riedmatten	1849-1856	Adolphe Burgener
1834-1838	Calasance Theiler		

E) Les carabiniers d'Elite de 1850 à 1875

La compagnie N° 7, créée en 1849, devient compagnie 1 du bataillon de carabiniers 6 en 1872, rattachée à la 9^e brigade fédérale (3^e division).

Capitaines :

1849-1852	Antoine Tavernier	1866-1869	Alexandre Dénériaz
1856-1866	Joseph Morand	1870-1875	Pierre-Marie de Lavallaz

La compagnie N° 32, créée en 1849, devient compagnie 2 du bataillon de carabiniers 6 en 1872, rattachée à la 12^e brigade fédérale (4^e division).

Capitaines :

1849-1852	Edouard Roten	1866-1869	Alphonse de Sépibus
1852-1858	Camille de Stockalper	1870-1871	Gaspard Lorétan
1859-1865	Jean-Antoine Roten	1871-1875	Othmar Calpini

F) L'artillerie d'Elite de 1850 à 1875

La compagnie d'artillerie du 1^{er} contingent devient compagnie d'artillerie N° 27 dès 1856 ; rattachée à la 6^e brigade d'artillerie fédérale de Réserve en 1871.

Capitaines :

1849-1856	Joseph Abbet	1864-1871	Guillaume de Lavallaz
1856-1861	Adrien Delacoste	1872-1875	Miltiade Fumey
1861-1863	Philippe de Torrenté		

III. — Le contingent cantonal (Landwehr)

A) La landwehr cantonale de 1819 à 1875

Les nominations au commandement des unités de la landwehr cantonale ne se sont pas faites d'une manière régulière. Très souvent les cadres sont incomplets ou même inexistants. Il ne nous a pas été possible d'en établir une liste. Nous avons dû nous contenter de citer dans notre index alphabétique les quelques noms d'officiers de landwehr dont nous avons rencontré la nomination au cours de nos recherches.

B) Etat-major cantonal en 1847

Commandant en chef	Guillaume de Kalbermatten
Commandant en second	François Taffiner
Chef d'état-major	Louis de Courten
Commandant de l'artillerie	Edouard Wolff
Commandant de la brigade occidentale	Xavier de Cocatrix
Commandant de la brigade du Centre	Adrien de Courten
Commandant de la brigade orientale	1846 François Taffiner
	1847 Gaspard-Ignace de Werra

C) Le 1^{er} contingent de landwehr ou Réserve fédérale

1. — De 1848 à 1852

a) Bataillon de réserve de l'arrondissement occidental

Forme, en 1852, avec le bataillon de réserve de l'arrondissement du Centre, le bataillon de réserve fédérale N° 114.

Commandants :

1845-1848 Louis Robatel
1848-1852 Antoine Du Fay
1852 Pierre-Joseph Saudan

Major :

1845-1847 Antoine Luder
1848-1852 Pierre-Joseph Saudan

Chasseurs de droite. Capitaine :

1848-1852 Cyprien Barlatay

1^{re} compagnie du centre. Capitaine :

1848-1852 Jean-Joseph Carraux

2^e compagnie du centre. Capitaines :

1848-1850 Adrien Bertrand
1850-1852 Louis Délez

3^e compagnie du centre. Capitaine :

1848-1852 Georges Darbellay

4^e compagnie du centre. Capitaine :

1848-1852 Etienne Besse

Chasseurs de gauche. Capitaine :

1848-1852 Gaspard-Joseph Couchepin

b) *Bataillon de réserve de l'arrondissement du Centre*

Forme, en 1852, avec le bataillon de réserve de l'arrondissement occidental le bataillon de réserve fédéral N° 114.

Commandant :

1848-1852 Amédée Dénériaz

2^e compagnie du centre. Capitaines :

1848-1850 Jean-Marie Reynard
1850-1852 Jean-Pierre Germanier

Majors :

1848-1850 Samuel Cropt
1850-1852 Jacques Calpini

3^e compagnie du centre. Capitaine :

1850-1852 Jean-Marie Reynard

Chasseurs de droite. Capitaine :

1848-1852 Jean-Antoine Vouilloz

4^e compagnie du centre. Capitaines :

1848-1850 Pierre-Antoine Favre
1850-1852 Eugène de Courten

1^{re} compagnie du centre. Capitaines :

1848-1850 Michel Gay
1850-1852 Joseph-Louis Gay

Chasseurs de gauche. Capitaines :

1848-1850 Maurice Gillioz
1850-1852 Romain Constantin

c) *Bataillon de réserve de l'arrondissement oriental*

Forme, en 1852, le demi-bataillon de réserve fédérale N° 124.

Commandants :

1848 André Cathrein
1848-1852 Elie-Nicolas Roten

2^e compagnie du centre. Capitaine :

1848-1852 Aloys Supersaxo

Majors :

1848-1850 Jean Perren
1850-1852 Chrétien Monnier

3^e compagnie du centre. Capitaine :

1848-1852 François Eggs

Chasseurs de droite, Capitaines :

1848-1850 Marc Willa
1850-1852 François Kenzelmann

4^e compagnie du centre. Capitaines :

1848-1850 Pierre Guntern
1850-1852 Meinrad Nellen

1^{re} compagnie du centre. Capitaine :

1848-1852 Georges Genoud

Chasseurs de gauche. Capitaine :

1848-1852 Maurice Eyer

2. — De 1852 à 1875

a) Infanterie de réserve

1. Le bataillon de réserve central et occidental N° 114

En 1871, attaché à la brigade isolée d'artillerie N° 29.

Commandants :

1852-1861 Adolphe de Courten
1862-1867 Charles de Rivaz
1867-1868 Joseph de Cocatrix
1869-1875 Eugène de Werra

Majors :

1852-1856 Chrétien Monnier
1856-1858 Antoine Tavernier
1859-1866 Eugène Besse
1867-1870 Modeste Germanier
1870-1873 Oscar de Cocatrix
1874 Charles-Louis de Bons
1874-1875 Joseph Couchepin

Chasseurs de droite. Capitaines :

1852-1859 Eugène Besse
1859-1863 Eleuthère Besse
1864-1867 Modeste Germanier
1868-1869 Maurice Delaloye
1869-1875 César Meizoz

1^{re} compagnie du centre. Capitaines :

1852-1859 Joseph-Louis Gay
1860-1861 Germain Francey
1861-1862 Augustin Torrent
1862-1865 Eugène de Riedmatten
1866-1867 Maurice Delaloye
1868-1871 Martin Lamon
1872-1873 Ludovico de Courten
1873-1875 Basile Monnier

2^e compagnie du centre. Capitaines :

1852-1859 Etienne Denier
1860-1861 Jean-Joseph Fontannaz
1861-1868 Joseph Frossard
1869-1870 Etienne Massard
1871-1875 Léon Berclaz

3^e compagnie du centre. Capitaines :

1852-1857 Eleuthère Besse
1857-1859 Germain Francey
1860-1861 Etienne Denier
1861-1875 Hyacinthe Brouzoz

4^e compagnie du centre. Capitaines :

1852-1857 Germain Francey
1857-1859 Jean-Joseph Fontannaz
1860-1861 Pierre-Marie Donnet
1861-1864 Pierre-Marie Favre
1865-1866 Ferdinand Fessler
1867-1868 Hippolyte Trottet
1868-1871 Camille Cropt
1872-1873 Louis Richard
1873-1875 Benjamin Baillifard

Chasseurs de gauche. Capitaines :

1852-1857 Jean-Pierre Germanier
1857-1859 Eleuthère Besse
1860-1863 Joseph-Louis Gay
1864-1866 Alexandre Bussien
1866-1868 Ernest de Werra
1869 Oscar de Cocatrix
1869-1872 Félicien-Nicolas Rausis
1873-1875 Emile Gaillard

2. Le demi-bataillon de réserve oriental N° 124

Fait partie, en 1871, de la brigade fédérale N° 10, 4^e division.

Commandants :

1852-1867 Elie-Nicolas Roten
1867-1870 Pierre-Louis Inalbon
1871-1873 Maurice Allet
1873-1875 Antoine Carlen

Majors :

1857-1858 Charles de Rivaz
1859-1860 Léon de Werra
1862-1867 Pierre-Louis Inalbon
1868-1870 Antoine Guntern
1870-1873 Antoine Carlen
1873-1875 Adolphe de Courten

Compagnie de chasseurs. Capitaines :

1852-1858 Meinrad Nellen
1860-1862 Valentin Escher
1863-1864 Alexandre Fanroth
1865-1866 Alexandre Seiler
1867-1875 Raphaël Julier

1^{re} compagnie du centre. Capitaines :

1852-1858 François Kenzelmann
1860-1861 François Eggs
1861-1862 Maurice Walden
1863-1864 François Allet
1866-1867 Gaspard de Sépibus
1867-1875 Auxilius Schmidt

2^e compagnie du centre. Capitaines :

1852-1859 Aloys Supersaxo
1860-1862 Joseph de Courten
1863-1864 Basile Monnier
1864-1865 Alexandre Seiler
1865-1866 Raphaël Julier
1867-1871 Gaspard de Sépibus
1872-1873 Ferdinand Mengis
1873-1875 Joseph Zufferey

b) Les carabiniers de réserve : La compagnie N° 63

Capitaines :

1849-1856 Emmanuel Joris
1856-1858 Emile Bioley
1859-1864 Pierre Brindlen

1865-1866 Alphonse de Sépibus
1866-1869 Raphaël Dallèves
1870-1875 Adrien Zimmermann

c) L'artillerie de réserve

La compagnie d'artillerie de réserve devient compagnie d'artillerie N° 55 en 1856. Attachée à la 14^e brigade d'artillerie fédérale de réserve en 1871.

Capitaines :

1849-1859 Pierre-Marie de Werra
1861-1863 Adrien Delacoste
1864-1871 Miltiade Fumey

1872-1873 Théodomir Franc
1873-1875 Maurice Ribordy

B. Etat militaire de 1819 à 1875

(selon l'ordre alphabétique des officiers)

Abréviations

Afin de faciliter la consultation des notices, nous avons adopté, autant que possible, les abréviations actuellement en usage dans notre armée.

arrond.	= arrondissement	cp.	= compagnie
art.	= artillerie	em.	= état-major
bat.	= bataillon	fus.	= fusilier
bttr.	= batterie	instr.	= instructeur
cap.	= capitaine	lt	= lieutenant
car.	= carabinier	off.	= officier
cdt	= commandant	rés.	= réserve
chass.	= chasseur	slt	= sous-lieutenant
cont.	= contingent	sup.	= supérieur

A

- Abbet, Joseph (1814-1853), 1843-1844 lt instr. d'art., 1849-1856 cap. cp. art. 1^{er} cont. et inspecteur de l'arsenal. — Avocat à Sion
- Allet, Aloys (* 1793), de Loèche, 1815 1^{er} slt au bat. valaisan, cap. au 1^{er} cont. de landwehr, 1841 major
- Eugène (1784-1837), de Loèche, 1819-1825 cap. cp. fus. 5 du bat. 3. — Conseiller d'Etat
- François (1786-1864), 1863-1864 cap. cp. fus. 1 du demi-bat. 124. — Président du dizain de Loèche, juge à la cour d'appel
- Maurice (1829-1887), de Loèche, 1860-1871 major du bat. 35, 1871-1873 cdt du demi-bat. 124, 1873-1875 cdt bat. 35. — Député au Grand Conseil

- Amacker, Antoine-Joseph (1793-1862), de St-Maurice, 1839-1841 cap. cp. fus. 2 du bat. 3, 1841-1848 major du bat. 1, 1848-1862 cdt bat. 53. — Député au Grand Conseil, préfet du district de St-Maurice, conseiller aux Etats
- Jean-Chrétien (1785-1862), d'Unterbäch, 1819-1825 cap. cp. fus. 1 du bat. 2, 1825-1827 cap. cp. fus. 4 du bat. 3, 1827-1828 major du bat. 3, 1828-1839 lt-col. cdt arrond. oriental. — Député au Grand Conseil, président du tribunal de district
- Joseph (1820-1878), 1859-1862 cap. cp. fus. 3 du bat. 35, 1862-1866 cap. cp. chass. de gauche du bat. 35
- Antonin, Pierre-François, de Conthey, 1819 2^e slt cp. fus. 5 du bat. 2, 1833-1836 cap. cp. fus. 5 du bat. 2. — Grand châtelain de Conthey

B

- Bacher, Louis (1823-1892), 1861-1862 cap. cp. fus. 1 du bat. 35, 1862-1868 cap. cp. chass. de droite du bat. 35
- Baillifard, Benjamin, 1873-1875 cap. cp. fus. 4 du bat. 114
- Barlatay, Cyprien (1827-1891), 1848-1852 cap. cp. chass. de droite du bat. rés. arrond. occidental, 1857-1860 cap. cp. chass. de gauche du bat. 53. — Avocat, président du tribunal du district de Monthey, député au Grand Conseil et au Conseil des Etats, juge à la cour d'appel
- Barman, Joseph (1800-1885), de St-Maurice, 1819-1828 1^{er} slt cp. fus. 4 du bat. 1, 1828-1836 lt cp. chass. du bat. 1, 1836-1838 cap. cp. chass. du bat. 3, 1852 col. fédéral. — Président du tribunal de St-Maurice, député au Grand Conseil, ministre de la Confédération à Paris
- Maurice (1808-1878), de Saillon, 1828-1833 2^e slt cp. car. élite, 1833-1838 1^{er} slt cp. car. élite, 1838-1839 lt cp. car. élite, 1839-1840 cap. cp. car. élite, 1840-1841 cap. cp. car. arrond. occidental, 1843 membre du conseil de guerre. — Président de Saillon, député, conseiller d'Etat chef du département militaire, conseiller national
- Bayard, Ignace (1806-1857), 1829-1834 2^e slt cp. car. réserve, 1834 1^{er} slt cp. car. rés., 1834-1839 lt cp. car. rés., 1839-1848 cap. cp. car. rés.
- Beeger, Hyacinthe, 1861-1862 cap. cp. fus. 2 du bat. 40, 1862-1866 cap. cp. chass. de droite du bat. 40
- Benjamin, Antoine, 1868-1870 cap. cp. fus. 1 du bat. 40
- Bérard, Modeste, 1849-1850 cap. cp. fus. 3 du bat. 40
- Berclaz, Léon, 1871-1875 cap. cp. fus. 2 du bat. 114
- Bertrand, Adrien (1804-1868), 1848-1850 cap. cp. fus. 2 du bat. rés. arrond. occidental. — Sous-préfet du district de St-Maurice
- Besse, Eleuthère (* 1827), 1852-1857 cap. cp. fus. 3 du bat. 114, 1857-1859 cap. cp. chass. de gauche du bat. 114, 1859-1863 cap. cp. chass. de droite du bat. 114
- Etienne, 1848-1852 cap. cp. fus. 4 du bat. rés. arrond. occidental
- Eugène (1822-1866), de Bagnes, 1852-1859 cap. cp. chass. de droite du bat. 114, 1859-1866 major du bat. 114. — Préfet du district d'Entremont
- Jean-Martin (1787-1835), de Sarreyer, 1819-1828 cap. cp. fus. 1 du bat. 1, 1828 major du bat. 2, 1828-1832 lt-col. du bat. 3. — Président du dizain d'Entremont, député
- Bioley, Emile (1819-1857), 1849-1856 lt cp. car. rés., 1856-1858 cap. cp. car. 63. — Député au Grand Conseil
- Blanc, Romain (1808-1862), d'Ayent, 1839-1849 cap. cp. fus. 3 du bat. 3. — Notaire, président d'Ayent
- Blatter, Antoine, 1839-1840 cap. cp. fus. 5 du bat. 2
- Bons, Charles-Louis de — (1809-1879), 1841-1848 cap. cp. car. rés., 1874 major du bat. 114. — Homme de lettres, député, conseiller d'Etat chef du département militaire
- Borrat, César, 1872-1875 cap. cp. fus. 3 du bat. 40
- Bovier, Charles (1787-1863), de Vex, 1819-1823 cap. cp. fus. 5 du bat. 1, 1850 nommé major du bat. rés. arrond. du Centre se récuse. — Avocat et notaire, député, président du dizain d'Héremence
- Brégy, Félix (1832-1902), d'Oberems, 1863-1864 cap. cp. fus. 4 du bat. 35, 1864-1865 cap. cp. fus. 2 du bat. 35, 1868-1869 cap. cp. chass. de gauche du bat. 35, 1869-1870 cap. cp. fus. 3 du bat. 35, 1870-1872 cap. cp. chass. de gauche du bat. 35, 1873-1875 major
- Briguet, Jean-Baptiste (1801-1882), de Lens, 1819 2^e slt cp. fus. 3 du bat. 2, 1831-1841 cap. cp. fus. 6 du bat. 3, 1841 major. — Notaire, grand châtelain de Sierre, conseiller d'Etat
- Brindlen, Pierre, 1849-1850 1^{er} slt cp. car. 32, 1850-1852 lt cp. car. rés., 1852-1856 lt cp. car. 32, 1859-1864 cap. cp. car. rés. 63
- Brouzoz, Hyacinthe (* 1824), 1861-1875 cap. cp. fus. 3 du bat. 114
- Bruttin, Joseph, 1819-1823 lt cp. fus. 5 du bat. 1, 1823-1828 cap. cp. fus. 5 du bat. 1, 1828-1829 major du bat. 2, 1830-1834 major du bat. 1, 1834-1841 lt-col. du bat. de landwehr 1. — Président de Grône
- Burgener, Adolphe (1811-1894), de Viège, 1833 2^e slt cp. car. rés., 1839 lt cp. car. rés., 1849-1856 cap. cp. car. rés. — Député, président et préfet de Viège
- Bussien, Alexandre (1822-1889), 1852-1864 cap. cp. fus. 4 du bat. 53, 1864-1866 cap. cp. chass. de gauche du bat. 114. — Juge, député

C

- Calpini, Jacques (1804-1870), de Sion, 1829 2^e slt cp. fus. 5 du bat. 2, 1830-1833 2^e slt cp. fus. 2 du bat. 1, 1833-1839 1^{er} slt cp. fus. 5 du bat. 2, 1839-1842 lt cp. fus. 5 du bat. 2, 1842-1843 cap. cp. fus. 5 du bat. 2, 1843-1848 cap. cp. fus. 2 du bat. 1, 1848-1850 major du bat. 40, 1850-1852 major du bat. rés. arrond. du Centre, 1852-1870 cdt de l'arrond. du Centre. — Commerçant, vice-président de Sion
- Othmar, 1865-1866 2^e slt cp. car. 32, 1866-1869 1^{er} slt cp. car. 32, 1869-1871 lt cp. car. 32, 1871-1875 cap. cp. car. 32
- Carlen, Antoine, de Gluringen, 1862-1869 cap. cp. fus. 1 du bat. 35, 1869-1870 cap. cp. chass. de droite du bat. 35, 1870-1873 major du demi-bat. 124, 1873-1875 cdt du demi-bat. 124
- Joseph, de Törbel, 1819-1828 lt cp. chass. bat. rés. 3, 1828-1829 cap. cp. chass. du bat. 3
- Louis, 1870-1871 cap. cp. fus. 1 du bat. 35, 1871-1875 cap. cp. chass. de droite du bat. 35
- Carraux, Jean-Joseph, 1848-1852 cap. cp. fus. 1 du bat. rés. arrond. occidental
- Cathrein, André (1798-1874), 1846 cdt, 1848 cdt bat. rés. de arrond. oriental. — Préfet du district de Brigue
- Chapelet, Maurice (1830-1896), de St-Maurice, 1857-1862 major du bat. 53, 1862-1873 cdt bat. 53, 1873-1875 cdt bat. de landwehr arrond. central-occidental. — Juge instructeur du tribunal de St-Maurice, conseiller national
- Chanton, François, 1866-1868 cap. cp. fus. 2 du bat. 35, 1869-1870 cap. cp. chass. de gauche du bat. 35
- Claivaz, Maurice (1798-1883), 1848 médecin en chef. — Médecin, préfet du district de Martigny, député, conseiller d'Etat chef du département militaire
- Clausen, Félix (1834-1916), 1873-1875 cap. cp. chass. de gauche du bat. 35. — Député, conseiller d'Etat, juge fédéral
- Clemenz, Antoine (1810-1872), 1848 commissaire des guerres. — Conseiller d'Etat
- Clivaz, Meinrad, 1869-1875 cap. cp. fus. 3 du bat. 53
- Closuit, Louis (1817-1885), de Martigny-Ville, 1852-1858 major du bat. 40, 1852-1854 inspecteur en chef des milices, 1858-1867 cdt bat. 40. — Président de Martigny-Ville
- Cocatrix, Joseph de — (1822-1897), de St-Maurice, 1862-1867 major du bat. 53, 1867-1868 cdt bat. 114, 1868-1875 instr. en chef des milices
- Joseph-Antoine (1789-1858), 1819-1825 cap. cp. fus. 1 du bat. 3, 1825-1832 cap. cp. fus. 2 du bat. 3. — Notaire, syndic, juge
- Maurice-François, 1819-1825 cap. cp. fus. 4 du bat. 1
- Oscar (1829-1907), 1862-1868 cap. cp. fus. 3 du bat. 53, 1869 cap. cp. chass. de gauche du bat. 114, 1869-1870 major du bat. 53, 1870-1873 major du bat. 114. — Capitaine au service de Naples, préfet du district de St-Maurice
- Xavier (1789-1862), 1819-1825 cap. adjudant-major du bat. 2, 1825-1827 major du bat. 3, 1828 major du bat. 1, 1828-1840 cdt arrond. occidental, 1846-1847 cdt brigade occidentale. — Châtelain et président du dizain de St-Maurice, conseiller d'Etat
- Constantin, Romain (1788-1852), 1842-1849 cap. cp. fus. 5 du bat. 1, 1849-1850 cap. cp. chass. de droite du bat. 40, 1850-1852 cap. cp. chass. de gauche du bat. rés. arrond. du Centre
- Copt, Joseph (* 1832), 1867-1875 cap. cp. fus. 2 du bat. 40
- Cornut, Aldobrand (1821-1895), 1857-1861 cap. cp. fus. 2 du bat. 53, 1862-1868 cap. cp. chass. de gauche du bat. 53. — Député suppléant
- Couchepin, Gaspard-Joseph, 1848-1852 cap. cp. chass. de gauche du bat. rés. arrond. occidental
- Joseph (1833-1899), 1874-1875 major du bat. 114. — Avocat, juge à la cour d'appel
- Courten, Adolphe de — (1812-1892), de Sion, 1843-1846 major, 1848-1852 cdt bat. 40, 1852-1861 cdt bat. 114
- Adolphe, 1867-1868 cap. cp. chass. de gauche du bat. 35, 1868-1869 cap. cp. fus. 3 du bat. 35, 1869-1871 cap. cp. fus. 2 du bat. 35, 1871-1873 major du bat. 35, 1873-1875 major du demi-bat. 124
- Adrien (1806-1887), 1841 nommé major refuse, 1843-1846 membre du conseil de guerre, 1846-1847 lt-col. cdt de la brigade du Centre. — Député à la Diète fédérale et au Conseil national
- Antoine-Pancrace (1774-1845), 1830-1845 major cdt bat. de landwehr de Sierre et Hérens méridional. — Capitaine au service d'Espagne.

- Elie († 1863), de Sierre, 1846-1848 commandant, 1848 cdt sup. arrond. oriental
- Eugène (1800-1874), 1850-1852 cap. cp. fus. 4 du bat. rés. arrond. du Centre. — Officier au service de France
- Frédéric (1823-1895), 1862-1868 major de landwehr arrond. central-occidental. — Président de Sierre, préfet
- Joseph, 1860-1862 cap. cp. fus. 2 du demi-bat. 124
- Lodovic (* 1840), 1872-1873 cap. cp. fus. 1 du bat. 114. — Officier au service du St-Siège
- Louis (1800-1874), de Sierre, 1831-1834 cap. aide-major, 1834-1837 major du bat. 1 de landwehr, 1837-1841 lt-col., 1846-1847 col. chef de l'em. cantonal
- Crettex, Joseph, 1841-1842 cap. cp. fus. 4 du bat. 2
- Joseph-Marie († 1850), d'Orsières, 1841-1848 major, 1848 off. sup. d'art. — Préfet du district d'Entremont
- Cropt, Camille, 1868-1871 cap. cp. fus. 4 du bat. 114
- Jules-Samuel (1800-1873), 1839-1848 cap. cp. fus. 5 du bat. 3, 1848-1850 major du bat. rés. arrond. du Centre. — Juge de Martigny-Ville, grand châtelain de Martigny.

D

- Dallèves, Alexis, de Sion, 1815 lt au 1^{er} bat. valaisan, 1819-1828 cap. cp. fus. 2 du bat. 1
- Raphaël (1829-1895), 1866-1869 cap. cp. car. rés. 63. — Officier au service de Naples, président du tribunal de Sion, député, chancelier d'Etat
- Darbellay, Georges († 1856), 1848-1852 cap. cp. fus. 3 du bat. rés. arrond. occidental. — Président de Liddes, député au Grand Conseil.
- Pierre-Hyacinthe (1774-1852), de Monthey, 1819-1827 cap. cp. chass. du bat. rés. 3. — Président de Monthey, député
- Delacoste, Adrien (1823-1883), 1856-1861 cap. cp. art. 27, 1861-1863 cdt bttr. art. 55. — Président de Monthey
- Delaloye, François (1822-1876), d'Ardon, 1866 nommé major refuse. — Président du tribunal de Conthey
- Maurice, 1866-1867 cap. cp. fus. 1 du bat. 114, 1868-1869 cap. cp. chass. de droite du bat. 114, 1869-1875 cap. cp. fus. 4 du bat. 40
- Delasoie, Etienne-Joseph, de Sembrancher, 1819-1827 cap. cp. fus. 4 du bat. 2. — Capitaine au service de Naples
- Etienne-Marie, de Sembrancher, 1833-1839 cap. cp. car. élite. — Châtelain, vice-bailli, président du tribunal suprême
- Délez, Louis, 1850-1852 cap. cp. fus. 2 du bat. rés. arrond. occidental
- Dénériaz, Alexandre (1830-1885), de Sion, 1866-1869 cap. cp. car. 7. — Conseiller national
- Amédée, 1832-1841 cap. cp. fus. 5 du bat. 1, 1848-1852 cdt bat. rés. arrond. du Centre
- Pierre († 1858), 1832-1838 cap. cp. fus. 3 du bat. 3, 1841-1843 major de landwehr, 1843 cdt du bat. de landwehr. — Président de la bourgeoisie de Sion, sous-préfet
- Denier, Etienne (1826-1863), 1852-1859 cap. cp. fus. 2 du bat. 114, 1860-1861 cap. cp. fus. 3 du bat. 114. — Notaire, président de Liddes, député au Grand Conseil
- Desfayes, Pierre-Gabriel (1791-1848), de Riddes, 1840-1841 major du bat. 1, 1841-1842 lt-col. du bat. 2, 1848 membre de l'em. sup. — Notaire, grand châtelain d'Entremont, président du tribunal cantonal
- Donnet, Pierre-Marie, 1860-1861 cap. cp. fus. 4 du bat. 114
- Duc, Jean-Baptiste (1782-1863), de Conthey, 1830-1837 major cdt bat. de landwehr de Sion-Conthey-Hérens septentrional, 1837-1840 lt-col. de landwehr, 1840 cdt arrond. du Centre. — Président de la commune de Conthey
- Jean-Séverin († 1827), 1819-1827 cap. cp. fus. 5 du bat. 2. — Châtelain de Conthey
- Pierre-François († 1853), de Conthey, 1837-1838 cap. cp. fus. 5 du bat. 2, 1839-1843 cap. cp. fus. 2 du bat. 1, 1846 major cdt bat. rés. arrond. du Centre. — Président du dizain de Conthey
- Duchoud, André, 1848-1852 cap. cp. fus. 4 du bat. 53
- Pierre-Joseph (1804-1871), du Bouveret, 1839-1843 cap. cp. chass. du bat. 1, 1848-1851 major du bat. 53. — Notaire, député au Grand Conseil, président de St-Gingolph

- Du Fay, Antoine (1791-1861), de Monthey, 1827-1839 secrétaire au département militaire, 1840-1841 major, 1848-1852 cdt bat. rés. arrond. occidental, 1852-1861 off. sup. de l'ordre judiciaire em. cantonal. — Officier de la garde au service de France, conseiller de Monthey, grand châtelain
- Charles-Louis (1813-1882), 1849-1850 cap. cp. fus. 2 du bat. 40, 1850-1856 cap. cp. chass. de droite du bat. 40. — Officier au service de Sardaigne.
- Dufour, Casimir (1798-1858), 1841-1842 major, 1842-1850 lt-col., 1850-1856 col., 1842-1843 inspecteur des milices. — Conseiller d'Etat
- Louis (1788-1863), 1830 major cdt bat. de landwehr de St-Maurice et Monthey. — Aide-major au service de France, colonel à Rome
 - Michel (1768-1843), 1826-1839 chef de la commission militaire puis du département militaire. — Major puis grand châtelain de Monthey, inspecteur des milices sous le gouvernement helvétique, juge d'appel, conseiller d'Etat, grand bailli
 - Pierre-Marie (1790-1862), 1819-1820 major du bat. 2, 1820-1827 lt-col. cdt bat. 2. — Officier au service de France puis au service de Prusse, major au 3^e régiment suisse de Naples, général de brigade

E

- Eggs, Félix, 1857-1861 cap. cp. fus. 1 du bat. 40
- François, 1848-1852 cap. cp. fus. 3 du bat. rés. arrond. oriental, 1860-1861 cap. cp. fus. 1 du demi-bat. 124
- Emonet, Joseph (1819-1901), 1859-1860 cap. cp. fus. 3 du bat. 53. — Notaire à Martigny-Bourg
- Escher, Joseph, de Brigue, 1843-1846 cap. cp. fus. 3 du bat. 1, 1846-1847 major, 1847 commandant
- Valentin, 1849-1856 cap. cp. fus. 2 du bat. 35, 1856-1859 cap. cp. chass. de droite du bat. 35, 1860-1862 cap. cp. chass. de droite du demi-bat. 124
- Eyer, Maurice, 1848-1852 cap. cp. chass. de gauche du bat. rés. arrond. oriental

F

- Fanroth, Alexandre, 1861-1862 cap. cp. fus. 4 du bat. 35, 1863-1864 cap. cp. chass. du demi-bat. 124
- Joseph, 1849-1852 cap. cp. fus. 1 du bat. 40
- Favre, Pierre-Antoine (1810-1887), d'Evolène, 1848-1850 cap. cp. fus. 4 du bat. rés. arrond. du Centre
- Pierre-Marie (* 1834), de Bramois, 1861-1864 cap. cp. fus. 4 du bat. 114
- Fessler, Ferdinand, 1865-1866 cap. cp. 4 du bat. 114
- Filliez, Benjamin (1808-1894), 1848-1852 cap. cp. chass. de droite du bat. 53. — Juge de Bagnes, député au Grand Conseil
- François, 1852-1856 cap. cp. fus. 1 du bat. 53
 - Maurice-Eugène (1810-1856), de Bagnes, 1848-1852 major de car., 1852 nommé cdt de bat. rés. 114 refuse. — Député au Grand Conseil, préfet d'Entremont, président de Bagnes, conseiller national
- Fontannaz, Jean-Joseph, 1857-1859 cap. cp. fus. 4 du bat. 114, 1860-1861 cap. cp. fus. 2 du bat. 114
- Franc, Théodomir († 1886), 1872-1873 cap. btr. art. 55. — Vice-président de Monthey
- Francey, Germain, 1852-1857 cap. cp. fus. 4 du bat. 114, 1857-1859 cap. cp. fus. 3 du bat. 114, 1860-1861 cap. cp. fus. 1 du bat. 114
- Frossard, Joseph († 1868), 1861-1868 cap. cp. fus. 2 du bat. 114. — Président d'Ardon
- Fumeaux, François (1815-1857), 1852-1857 cap. cp. fus. 2 du bat. 40
- Fumey, Alexandre, 1842-1848 cap. cp. fus. 2 du bat. 3, 1848-1852 cap. cp. chass. de gauche du bat. 53. — Président de Vouvry
- César, 1873-1875 cap. cp. fus. 4 du bat. 53
 - Miltiade, 1864-1871 cap. btr. art. 55, 1872-1875 cap. btr. art. 27
- Furrer, Chrétien, 1842-1843 cap. cp. chass. de gauche du bat. 2, 1846 major

G

- Gaillard, Emile, 1865-1872 cap. cp. fus. 4 du bat. 53, 1873-1875 cap. cp. chass. de gauche du bat. 114

- Maurice, 1832-1840 cap. cp. fus. 4 du bat. 2
- Ganios, Emmanuel (1802-1847), 1841-1842 cap. cp. fus. 5 du bat. 2. — Député au Grand Conseil et à la Diète fédérale
- Germain-Eugène (* 1790), 1819-1824 cap. cp. fus. 4 du bat. 3, 1828 major du bat. 3, 1829 major du bat. 2, 1829-1837 lt-col. cdt bat. 1. — Député à la Diète
- Joseph-Louis-Augustin (1773-1865), 1819-1822 cap. cp. fus. 2 du bat. 2, 1822-1828 major du bat. 2, 1828 nommé lt-col. refuse. — Officier au bataillon valaisan au service de France
- Théodore, de Sion, 1859-1864 cap. instr. en chef des milices, 1860 nommé major, 1862-1866 major du bat. 40. — Commandant de la gendarmerie
- Gard, Joseph-Arnold (1750-1828), de St-Maurice, 1819-1828 col. cdt de l'arrond. occidental. — Capitaine au service de France, gros-major puis lt-col. au service d'Espagne
- Gay, Bruno († 1830), de Martigny, 1819-1822 lt-col. cdt du bat. 1. — Capitaine au régiment de Kalbermatten au service du Piémont, capitaine de la milice de Martigny
- Cyprien, 1859-1860 cap. cp. fus. 2 du bat. 40
- Joseph-Louis (1814-1880), de Martigny-Ville, 1850-1852 cap. cp. fus. 1 du bat. rés. arrond. du Centre, 1852-1859 cap. cp. fus. 1 du bat. 114, 1860-1863 cap. cp. chass. de gauche du bat. 114. — Avocat et notaire
- Michel, 1848-1850 cap. cp. fus. 1 du bat. rés. arrond. du Centre
- Genoud, Basile, de Liddes, 1852-1856 cap. cp. fus. 2 du bat. 53
- Georges, d'Ayer, 1848-1852 cap. cp. fus. 1 bat. rés. arrond. oriental
- Germanier, Jean-Pierre, 1850-1852 cap. cp. fus. 2 du bat. rés. arrond. du Centre, 1852-1857 cap. cp. chass. de gauche du bat. 114
- Jean-Pierre-Joseph, de Conthey, 1828-1833 cap. cp. fus. 5 du bat. 2
- Modeste (* 1827), de Granges, 1864-1867 cap. cp. chass. de droite du bat. 114, 1867-1870 major du bat. 114, 1870-1874 major du bat. de landwehr arrond. central-occidental, 1874 cdt. — Sous-préfet du district de Sierre, juge suppléant
- Gillioz, Maurice (1804-1870), 1842-1848 cap. cp. fus. 6 du bat. 3, 1848-1850 cap. cp. chass. de gauche du bat. rés.

arrond. du Centre. — Vice-grand châtelain du district de Sierre, président de Granges, député à la Diète cantonale puis au Grand Conseil, vice-président du tribunal de district

- Glassey, Jacques-Magloire (* 1814), 1849-1856 cap. cp. chass. de gauche du bat. 40. — Député
- Grillet, André, 1860-1862 cap. cp. chass. de droite du bat. 40
- Hyacinthe (1811-1867), 1848 chirurgien en chef. — Médecin, président de Sion, président de la commission sanitaire cantonale
- Guex, Emmanuel, 1852-1856 cap. cp. fus. 3 du bat. 40
- Guntern, Antoine (1830-1873), de Münster, 1868-1870 major de l'arrond. oriental. — Député
- Antoine (1834-1904), 1870-1871 cap. cp. fus. 3 du bat. 35
- Pierre (1804-1887), 1848-1850 cap. cp. fus. 4 du bat. rés. arrond. oriental. — Président du tribunal de Conches

H

- Huber, Jacques, 1862-1870 cap. cp. chass. de gauche du bat. 40

I

- Inalbon, Pierre-Louis (1823-1892), de Brigue, 1859-1860 cap. cp. fus. 2 du bat. 35, 1861-1862 cap. cp. chass. de droite du bat. 35, 1862-1867 major du demi-bat. 124, 1867-1870 cdt du demi-bat. 124. — Avocat, député au Grand Conseil, conseiller aux Etats
- Indermatten, François, de Viège, 1819-1825 cap. cp. fus. 3 du bat. 3. — Notaire, député au Grand Conseil helvétique, membre de la Chambre administrative, grand châtelain, président du dizain de Viège

J

- Jacquemoud, Maurice, 1852-1856 cap. cp. chass. de gauche du bat. 53
- Jacquier, Jean-Baptiste (1769-1843), de Savèse, 1819-1825 cap. cp. fus. 2 du bat. 3, 1825-1831 cap. cp. fus. 3 du bat. 3. — Notaire, député au Grand Conseil helvétique, châtelain de Savèse, membre du tribunal suprême

- Joris, Alexis (1800-1867), d'Illarsaz, 1819-1822 2^e slt cp. car. d'élite, 1822 1^{er} slt cp. car. d'élite, 1848 chef em. cant. — Officier dans la garde royale de Charles X, chef militaire de la Jeune Suisse
- Emmanuel (1812-1894), d'Orsières, 1840-1841 2^e slt cp. car. arrond. occidental, 1841 1^{er} slt cp. car. arrond. occidental, 1849-1856 cap. cp. car. N^o 63. — Avocat, député au Grand Conseil, président du tribunal de Martigny
- Louis, 1857-1866 cap. cp. fus. 3 du bat. 40
- Pierre-Frédéric, d'Orsières, 1819-1829 lt cp. fus. 4 du bat. 2, 1829-1830 cap. cp. fus. 4 du bat. 2. — Notaire, député à la Diète cantonale, vice-grand châtelain
- Jost, Joseph-Arnold (1781-1854), de Saint-Maurice, 1819-1821 cap. cp. car. rés., 1846 lt-col.
- Valentin (1790-1867), de Brigue, 1819-1825 cap. cp. fus. 6 du bat. 2, 1825-1828 cap. cp. fus. 1 du bat. 3, 1828-1832 major, 1832-1836 lt-col. cdt bat. 3. — Major de Conches, président du dizain de Conches
- Victor (1792-1867), d'Ernen, 1819-1832 cap. cp. fus. 3 du bat. 1, 1845 major demi-bat. de landwehr arrond. oriental. — Membre du tribunal suprême
- Julier, Chrétien, de Varone, 1819 1^{er} slt cp. chass. du bat. 1, 1829-1836 cap. cp. chass. du bat. 3
- François, 1819-1832 lt cp. fus. 3 du bat. 1, 1832-1843 cap. cp. fus. 1 du bat. 3, 1843-1845 major au 1^{er} cont. de landwehr, 1845 major en élite. — Député à la Diète
- Raphaël, 1865-1866 cap. cp. fus. 2 du demi-bat. 124, 1867-1875 cap. cp. chass. du demi-bat. 124

K

- Kalbermatten, Emmanuel de —, de Sion, 1819-1828 1^{er} slt cp. fus. 2 du bat. 1, 1828-1829 lt cp. fus. 2 du bat. 1, 1829-1838 cap. cp. fus. 2 du bat. 1
- Guillaume de — (1793-1875), de Sion, 1844 cdt en chef de la landwehr et des volontaires organisés, 1844 col. cdt en chef de l'armée cantonale, 1847 général. — Conseiller d'Etat chef du département militaire

- Louis de — (1806-1862), 1850-1852 cap. cp. fus. 2 du bat. 40. — Député
- Kanzelmann, François, 1849-1850 cap. cp. fus. 3 du bat. 35, 1850-1852 cap. cp. chass. de droite du bat. rés. arrond. oriental, 1852-1858 cap. cp. fus. 1 du demi-bat. 124
- Kuntschen, Eugène (* 1825), 1863-1868 cap. cp. fus. 4 du bat. 40

L

- Lamon, Pierre-Martin (1829-1886), 1868-1871 cap. cp. fus. 1 du bat. 114
- Lampert, Jean-Baptiste, 1862-1867 cap. cp. fus. 1 du bat. 40, 1868-1871 cap. cp. chass. de droite du bat. 40
- Lavallaz, Guillaume de —, 1861-1862 1^{er} slt bttr. art. 27, 1862-1864 lt bttr. art. 27, 1864-1871 cap. bttr. art. 27
- Pierre-Marie de —, 1862-1864 2^e slt cp. car. 7, 1864-1865 1^{er} slt cp. car. 7, 1866-1870 lt cp. car. 7, 1870-1875 cap. cp. car. 7
- Lorétan, Gaspard (1837-1915), 1864-1865 2^e slt cp. car. 32, 1865-1866 1^{er} slt cp. car. 32, 1866-1870 lt cp. car. 32, 1870-1871 cap. cp. car. 32, 1872-1875 cdt bat. car. 6. — Inspecteur forestier
- Luder, Antoine (1804-1873), de Sembracher, 1828-1833 1^{er} slt cp. chass. bat. 1, 1833-1841 lt cp. fus. 1 du bat. 1, 1841-1845 cap. cp. fus. 1 du bat. 1, 1845-1847 major du demi-bat. de landwehr arrond. occidental, 1847 cdt dans l'armée cantonale. — Juge au tribunal du dizain d'Entremont, député à la Diète cantonale, puis au Grand Conseil et à la Diète fédérale, conseiller national, membre du tribunal cantonal, conseiller d'Etat

M

- Macognin de La Pierre, Maurice (1832-1907), 1867-1868 cap. cp. fus. 3 du bat. 40, 1868-1870 major du bat. de landwehr central-occidental. — Conseiller d'Etat
- Martin, Jean-Louis (1799-1876), de Mas-songex, 1848-1851 cap. cp. fus. 3 du bat. 53, 1851-1853 major du bat. 53. — Député au Grand Conseil

Massard, Etienne, 1869-1870 cap. cp. fus. 2 du bat. 114, 1871-1875 cap. cp. chass. de gauche du bat. 40

— François, 1848-1852 cap. cp. fus. 2 du bat. 53

Meizoz, César, 1869-1875 cap. cp. chass. de droite du bat. 114

Mengis, Ferdinand (1809-1895), 1872-1873 cap. cp. fus. 2 du demi-bat. 124, 1873-1875 cap. cp. fus. 4 du bat. 35. — Médecin

Mermoud, Séraphin (1814-1870), 1849-1856 cap. cp. fus. 4 du bat. 40, 1857-1861 cap. cp. chass. de gauche du bat. 40. — Député, président de Saxon

Métroz, Etienne, 1866-1867 cap. cp. 1 du bat. 53, 1868-1875 cap. cp. chass. de droite du bat. 53

Monnier, Basile (1837-1894), 1863-1864 cap. cp. fus. 2 du demi-bat. 124, 1864-1872 cap. cp. fus. 4 du bat. 35, 1873-1875 cap. cp. fus. 1 du bat. 114. — Député, président de Grimentz

— Chrétien, de Grimentz, 1850-1852 major du demi-bat. rés. arrond. oriental, 1852-1856 major du bat. 114

Montheys, Melchior de — (1785-1848), 1840-1848 cap. insp. de l'arsenal. — Officier en France et en Espagne

Morand, Alphonse (1809-1886), 1842-1849 cap. cp. fus. 2 du bat. 2. — Membre du comité de la Jeune Suisse de Martigny, député au Grand Conseil.

— Charles (1832-1894), 1874-1875 major de landwehr. — Président de Martigny-Ville

— Joseph, 1849-1852 1^{er} slt cp. car. 7, 1852-1856 lt cp. car. 7, 1856-1866 cap. cp. car. 7. — Président de Martigny-Ville

— Valentin (1792-1864), 1819-1823 lt cp. fus. 4 du bat. 3, 1823-1837 cap. cp. fus. 2 du bat. 2, 1837-1840 major, 1840-1841 lt-col. cdt du bat. 3, 1841-1846 lt-col. à l'arrond. du Centre, 1849-1851 cdt sup. arrond. du Centre, 1851-1864 cdt sup. de l'arrond. occidental. — Président de Martigny-Ville

Moulin, Joseph-Marie, 1869-1871 cap. cp. fus. 3 du bat. 40, 1872-1875 cap. cp. chass. de droite du bat. 40

Murmann, Martin, 1859-1860 cap. cp. fus. 4 du bat. 35

Mutter, Valentin, 1852-1858, cap. cp. fus. 1 du bat. 35

N

Nellen, Meinrad, 1849-1850 cap. cp. fus. 1 du bat. 35, 1850-1852 cap. cp. fus. 4 du bat. rés. arrond. oriental, 1852-1858 cap. cp. chass. du demi-bat. 124

Nucé, Anne-Joseph de — (1799-1869), 1841 major, 1841-1843 cdt bat. 3, 1843-1848 cdt bat. 2, 1848-1860 cdt bat. 35. — Officier en France, directeur des postes, commandant de la gendarmerie cantonale, président du tribunal de district de Sion

— Maurice-Hyacinthe-Charles-Xavier de —, 1843-1848 major, 1848 cdt bat. 53. — Officier en France.

O

Odet, Charles-Pierre-Marie-Louis d' — (1776-1846), de Sion, 1819-1825 major bat. 3, 1825-1828 lt-col. bat. 3

P

Pache, Martin, 1857-1860 cap. cp. fus. 1 du bat. 53

Penon, Charles (* 1813), 1850-1852 major bat. 40, 1852-1858 cdt bat. 40. — Juge suppléant au tribunal d'appel

Perren, Jean († 1867), de Randa, 1840-1843 cap. cp. fus. 1 du bat. 2, 1843-1847 cap. cp. fus. 4 du bat. 3, 1847 major, 1848-1850 major bat. rés. arrond. oriental

Perrig, François (1769-1825), de Brigue, 1819-1825 lt-col. cdt bat. 3

— François-Etienne (1799-1888), de Brigue, 1819-1830 lt cp. fus. 6 du bat. 2, 1830-1831 cap. cp. fus. 1 du bat. 3, 1832-1838 cap. cp. fus. 3 du bat. 1

Pignat, Louis, 1842-1849 cap. cp. fus. 4 du bat. 1. — Officier au service de France, grand châtelain du dizain de Monthey, député au Grand Conseil, officier au service de Naples

— Michel-Hippolyte (1790-1842), de Vouvy, 1819-1822 lt cp. car. d'élite, 1820-1829 cap. cp. car. d'élite, 1829-1836 major, 1836-1837 lt-col. bat. 3. — Membre du tribunal d'appel

- Piotaz, Charles (1818-1894), de Martigny, 1861-1862 cap. cp. fus. 3 du bat. 53, 1864-1867 cap. cp. chass. de droite du bat. 53, 1867-1868 major arrond. occidental, 1868-1873 cdt bat. de landwehr central-occidental, 1873-1875 cdt bat. 53
- Pittier, Etienne († 1881), 1842-1847 cap. cp. fus. 4 du bat. 2, 1847 major du demi-bat. de landwehr arrond. occidental. — Grand châtelain du district d'Entremont
- Pottier, Félix (1793-1855), de Monthey, 1819-1826 lt cp. fus. 4 du bat. 1, 1826-1837 cap. cp. fus. 4 du bat. 1. — Député à la Constituante puis au Grand Conseil et au Conseil national
- Preux, Aloys de —, de Venthône, 1819-1825 lt cp. fus. 5 du bat. 3, 1825-1830 cap. cp. fus. 6 du bat. 3. — Président de la Contrée de Sierre, grand châtelain puis vice-président du dizain
- Antoine (1768-1820), 1819-1820 lt-col. — Capitaine en Espagne, lieutenant-colonel dans les troupes fédérales
- Charles, de Sion, 1849-1856 major commissaire des guerres et inspecteur de l'arsenal, 1858 nommé major du bat. 40 refuse
- François († 1873), 1819-1822 cap. cp. chass. bat. 1
- François-Antoine (1769-1839), de Venthône, 1819 1^{er} slt cp. fus. 5 du bat. 3, 1829-1839 cap. cp. fus. 3 du bat. 2. — Grand châtelain de Sierre, juge au tribunal suprême, président du dizain de Sierre
- Joseph, de Venthône, lt-col., 1847 col. cantonal
- Pierre-Antoine, de Sierre, 1819-1828 cap. cp. fus. 3 du bat. 2, 1828 major, 1828-1840 lt-col. cdt bat. 2

R

- Rappaz, Joseph, 1860-1865 cap. cp. 1 du bat. 53
- Rard, Antoine-Joseph, 1857-1862 cap. cp. 4 du bat. 40
- Rausis, Félicien-Nicolas († 1899), 1869-1872 cap. cp. chass. de gauche du bat. 114. — Président d'Orsières
- Reynard, Jean-Marie (1809-1871), 1848-1850 cap. cp. 2 du bat. rés. arrond. du Centre, 1850-1852 cap. cp. 3 du bat. rés. arrond. du Centre. — Notaire, président de Savièse

- Ribordy, Antoine (1826-1888), 1862 nommé major refuse. — Conseiller d'Etat chef du département militaire, avocat, député, président de la cour d'appel
- Daniel (Etienne-) (1812-1880), 1848-1852 cap. cp. fus. 1 du bat. 53, 1852-1863 cap. cp. chass. de droite du bat. 53. — Président de Sembrancher, assesseur et rapporteur près le tribunal d'Entremont
- Gaspard-Daniel (1784-1851), de Sembrancher, 1819-1828 lt cp. fus. 1 du bat. 1, 1828-1829 cap. cp. fus. 4 du bat. 2, 1829-1840 cap. cp. fus. 1 du bat. 1. — Châtelain et président de Sembrancher
- Maurice, 1866-1867 2^e slt cp. art. 27, 1867-1872 1^{er} slt cp. art. 55, 1872-1873 lt cp. art. 55, 1873-1875 cap. btr. art. 55
- Pierre-Antoine (1794-1878), 1819 1^{er} slt cp. fus. 4 du bat. 3, 1829-1838 cap. cp. fus. 5 du bat. 3, 1839-1841 cap. cp. fus. 2 du bat. 2. — Député à la Diète cantonale puis au Grand Conseil
- Richard, Louis, 1872-1873 cap. cp. fus. 4 du bat. 114. — Capitaine au service du St-Siège
- Riedmatten, Adrien de — (1789-1870), de Sion, 1819-1822 cap. aide-major du bat. 1, 1822-1827 major bat. 1, 1827-1828 lt-col. cdt bat. 2. — Officier au service d'Espagne, capitaine des troupes valaisannes au siège de Huningue, lieutenant-colonel fédéral
- Antoine (1811-1898), 1841-1848 commissaire des guerres. — Conseiller national, conseiller d'Etat, préfet de Sion
- Eugène (1791-1862), de Sion, 1819-1822 lt cp. car. rés., 1822-1832 cap. cp. car. rés., 1832-1837 major, 1837-1840 lt-col. cdt bat. 3, 1840-1841 lt-col. cdt bat. 2, 1843-1847 inspecteur des milices, 1847 col. — Grand châtelain de Sion, colonel fédéral
- Eugène, 1862-1865 cap. cp. fus. 1 du bat. 114
- Pierre-Louis (1780-1866), de Sion, 1819 cap. commissaire des guerres et inspecteur de l'arsenal, 1824 col., 1843 président du conseil de guerre. — Lieutenant-colonel fédéral
- Ritz, Laurent-Justin (1796-1870), de Niederwald, 1837-1841 cap. cp. chass. du bat. 1, 1841-1843 major, 1848 nommé cdt bat. rés. arrond. oriental refuse. — Portraitiste et peintre religieux

- Rivaz, Charles de — (1822-1879), de Sion, 1852-1856 cap. cp. fus. 1 du bat. 40, 1856-1857 cap. cp. chass. de droite du bat. 40, 1857-1858 major du demi-bat. rés. 124, 1858-1862 major du bat. 40, 1862-1867 cdt bat. rés. 114, 1865-1867 instructeur en chef des milices. — Conseiller d'Etat
- Charles-Louis (1796-1878), 1837-1840 major, 1840 nommé cdt refuse, 1840-1842 lt-col. inspecteur des milices, 1842-1844 chef du département militaire, 1865-1867 instr. en chef des milices, 1872-1875 chef du département militaire
- Robatel, Louis (1788-1877), 1830-1845 major cdt bat. de landwehr de Martigny et Entremont, 1845-1848 cdt bat. arrond. occidental
- Roten, Edouard (1811-1890), de Rarogne, 1835-1839 2^e slt cp. car. rés., 1839-1841 1^{er} slt cp. car. rés., 1841 1^{er} slt cp. car. arrond. oriental, 1849-1852 cap. cp. car. 32. — Préfet de Rarogne, grand châtelain et député au Grand Conseil
- Elie-Nicolas (1805-1867), de Rarogne, 1843-1848 membre du conseil de guerre, 1848-1852 cdt bat. arrond. oriental, 1852-1867 cdt bat. rés. arrond. oriental 124
 - Hildebrand (1784-1863), de Rarogne, 1819-1828 lt cp. fus. 3 du bat. rés. 3, 1828-1829 cap. cp. fus. 1 du bat. 2, 1829-1830 cap. cp. fus. 4 du bat. 3
 - Jean-Antoine (1826-1895), 1850-1856 2^e slt cp. car. 32, 1856-1857 1^{er} slt cp. car. 32, 1859-1865 cap. cp. car. 32. — Président de Rarogne, député au Grand Conseil puis au Conseil des Etats et au Conseil national, préfet de Rarogne
 - Léon-Lucien (1824-1897), de Rarogne, 1860-1861 cap. cp. chass. de droite du bat. 35, 1861-1871 cdt bat. 35. — Conseiller aux Etats, conseiller d'Etat.
 - Nicolas († 1872), de Brigue, 1850-1852 cap. cp. fus. 3 du bat. 40, 1870-1871 major de landwehr arrond. oriental, 1871-1872 cdt bat. 35
- Ruff, Christian, de Törbel, 1819 1^{er} slt cp. fus. 1 du bat. 2, 1843-1849 cap. cp. fus. 1 du bat. 2. — Député, grand châtelain de Viège
- François, 1872-1875 cap. cp. fus. 2 du bat. 35

S

- Saudan, Pierre-Joseph, 1848-1852 major bat. rés. arrond. occidental, 1852 cdt bat. rés. arrond. occidental. — Député
- Schmidt, Auxilius, 1867-1875 cap. cp. 1 du demi-bat. 124
- Seiler, Alexandre (1819-1891), de Blitzingen, 1861-1863 cap. cp. 2 du bat. 35, 1864-1865 cap. cp. 2 du demi-bat. 124, 1865-1866 cap. cp. chass. du demi-bat. 124. — Hôtelier, fondateur de la station de Zermatt
- Sépibus, Alphonse de — (1820-1898), 1852 2^e slt cp. car. rés. arrond. oriental, 1857-1865 lt cp. car. 32, 1865-1866 cap. cp. car. 63, 1866-1869 cap. cp. car. 32. — Grand châtelain de Mörel, député au Grand Conseil
- Gaspard, 1866-1867 cap. cp. fus. 1 du demi-bat. 124, 1867-1871 cap. cp. fus. 2 du demi-bat. 124
- Stockalper, Adolphe, de St-Maurice, 1866-1868 cap. cp. fus. 2 du bat. 53, 1870-1875 major du bat. 53
- Antoine (1810-1892), 1854-1859 major du bat. 35. — Officier au service de Rome, député au Grand Conseil, préfet du district de Brigue
 - Camille (1822-1877), 1849-1852 lt cp. car. 32, 1852-1858 cap. cp. car. 32
 - Eugène (1783-1852), 1819-1820 cap. cp. car. d'élite, 1820-1822 major bat. 2, 1822 lt-col. — Député à la Diète fédérale, lt-col. fédéral, colonel puis brigadier, maréchal de camp, inspecteur des troupes suisses au service de Naples, gouverneur de Naples
 - Ferdinand (* 1834), 1872-1875 cap. cp. fus. 3 du bat. 35. — Capitaine au service du St-Siège
 - Gaspard-Maurice (1808-1873), 1828 2^e slt cp. fus. 3 du bat. 1, 1833-1839 lt cp. fus. 3 du bat. 1, 1839-1842 cap. cp. fus. 3 du bat. 1. — Archiviste d'Etat
 - Maurice, 1866-1867 cap. cp. fus. 3 du bat. 35
- Supersaxo, Aloys, 1848-1852 cap. cp. fus. 2 du bat. rés. arrond. oriental, 1852-1859 cap. cp. fus. 2 du demi-bat. 124

T

- Taffiner, François (1789-1852), de Reckingen, 1830-1846 lt-col. cdt bat. de landwehr arrond. oriental, 1846-1847 col. cdt brigade orientale, 1847 cdt en second de l'armée cantonale. — Chef du département militaire
- Tavernier, Antoine (1812-1883), de Martigny-Bourg, 1849-1852 cap. cp. car. 7, 1856-1858 major bat. 114. — Avocat, juge au tribunal cantonal
- Theiler, Calasance (* 1795), de Brigue, 1819-1828 1^{er} slt cp. fus. 6 du bat. 2, 1828-1834 lt cp. car. rés., 1834-1838 cap. cp. car. rés.
- Theytaz, Jean, de Veyras, 1849-1850 cap. cp. chass. de gauche du bat. 35, 1850-1854 major du bat. 35. — Président de Vissoie, grand châtelain, député à la Diète cantonale
- Tichelli, Laurent, 1859-1861 cap. cp. chass. de gauche du bat. 35
- Torrent, Augustin, 1861-1862 cap. cp. fus. 1 du bat. 114
- Jean-Joseph (1795-1885), de Monthey, 1819-1822 lt cp. chass. du bat. 1, 1822-1835 cap. cp. chass. du bat. 1, 1840 major, 1849-1851 cdt sup. arrond. occidental, 1851 lt-col. — Préfet de Monthey, député au Grand Conseil puis au Conseil national
 - Joseph, de Monthey, 1834-1836 major de landwehr, 1836-1837 major du bat. 2, 1838-1840 major du bat. 1
 - Pierre († 1853), de Monthey, 1821-1822 1^{er} slt cp. car. rés., 1822-1826 lt cp. car. rés., 1826-1831 lt cp. car. élite, 1831-1833 cap. cp. car. élite, 1843 membre du conseil de guerre. — Avocat et notaire, officier au service de France, président de Monthey, député, président du Grand Conseil, conseiller d'Etat
- Torrenté, Adrien de —, 1819 1^{er} slt cp. fus. 5 du bat. 1, 1829-1831 cap. cp. fus. 5 du bat. 1
- Charles-Louis (1812-1879), de Sion, 1861-1862 major du bat. central-occidental de landwehr, 1862-1868 cdt bat. central-occidental de landwehr. — Capitaine au service de Naples, bourgmestre de Sion
 - Philippe, 1849 cap. du génie
 - Philippe, 1859 1^{er} slt cp. art. 27, 1860 lt cp. art. 27, 1861-1863 cap. bttr. art. 27, 1868-1875 cap. bttr. de position 22

- Trottet, Alphonse, 1862-1865 cap. cp. fus. 2 du bat. 53, 1869-1875 cap. cp. fus. 1 du bat. 53
- Hippolyte, 1867-1868 cap. cp. fus. 4 du bat. 114, 1868-1869 cap. cp. fus. 1 du bat. 53

U

- Udrisard, Pierre, 1871-1875 cap. cp. fus. 1 du bat. 40

V

- Vernay, Nicolas († 1854), d'Orsières, 1819 1^{er} slt cp. fus. 4 du bat. 2, 1831-1832 cap. cp. fus. 4 bat. 2. — Président d'Orsières, député au Grand Conseil
- Veuthey, Alexandre, de Vionnaz, 1819 1^{er} slt cp. fus. 1 du bat. 3, 1833-1838 cap. cp. fus. 2 du bat. 3, 1839-1841 cap. cp. fus. 4 du bat. 1
- Vouilloz, Jean-Antoine, 1848-1852 cap. cp. chass. de droite du bat. rés. arrond. du Centre

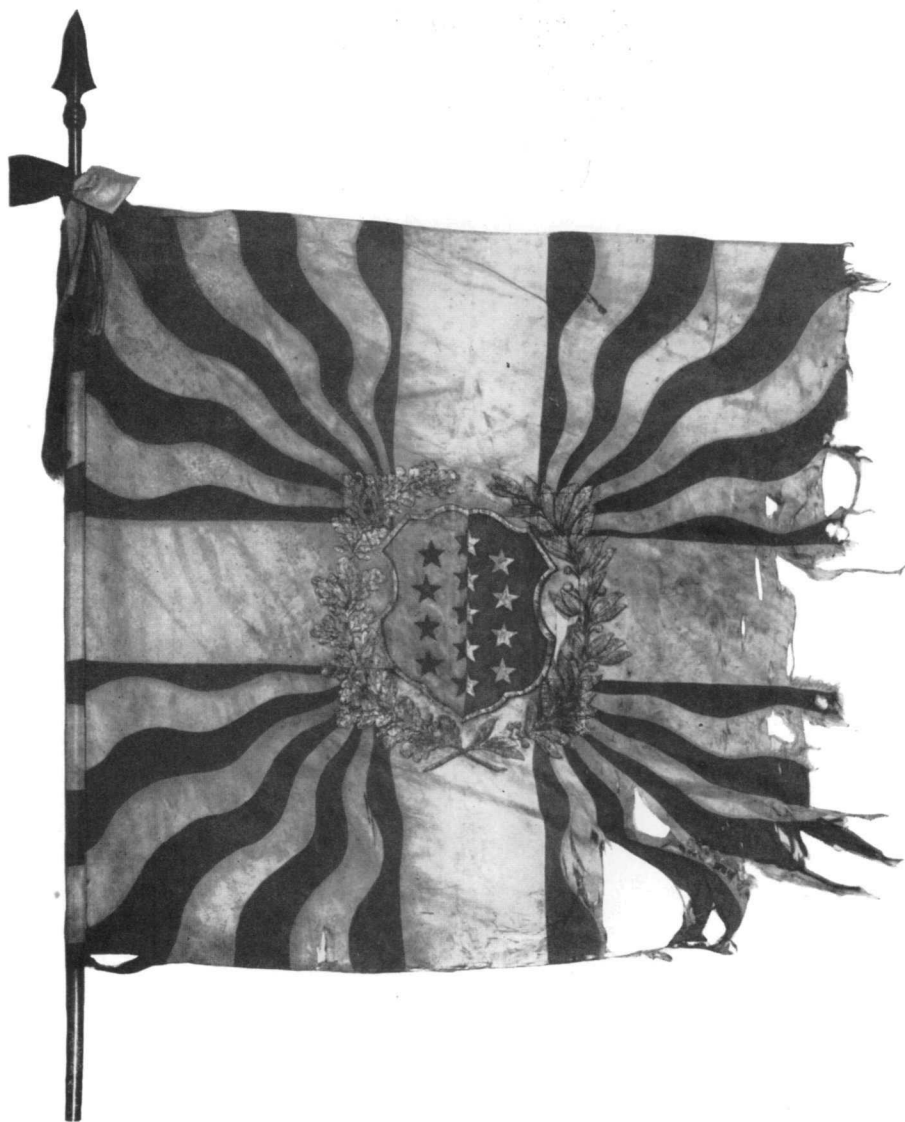
W

- Walden, Maurice, 1861-1862 cap. cp. fus. 1 du demi-bat. 124
- Walpen, Léopold, 1859-1860 cap. cp. fus. 1 du bat. 35. — Député au Grand Conseil
- Weger, Dominique (1758-1828), de Münster, 1815 cdt bat. fus. 2, 1819-1828 cdt arrond. oriental
- Werra, Alexis de — (1767-1846), de Loèche, 1819-1839 cdt arrond. du Centre. — Capitaine en France et en Espagne, bourgmestre de Loèche, colonel du Haut et du Bas-Valais
- Ernest, 1866-1868 cap. cp. chass. de gauche du bat. 114, 1869-1875 cap. cp. chass. de gauche du bat. 53
 - Eugène, de Sion, 1866-1867 cap. cp. fus. 2 du bat. 40, 1867 cap. cp. chass. de droite du bat. 40, 1867-1869 major du bat. 40, 1869-1875 cdt bat. 114
 - Gaspard-Ignace, de Loèche, 1819 1^{er} slt cp. fus. 3 du bat. 2, 1830-1840 cap. cp. fus. 1 du bat. 2, 1840 nommé major refuse, 1846-1847 cdt, 1847 cdt brigade orientale. — Député à la Diète

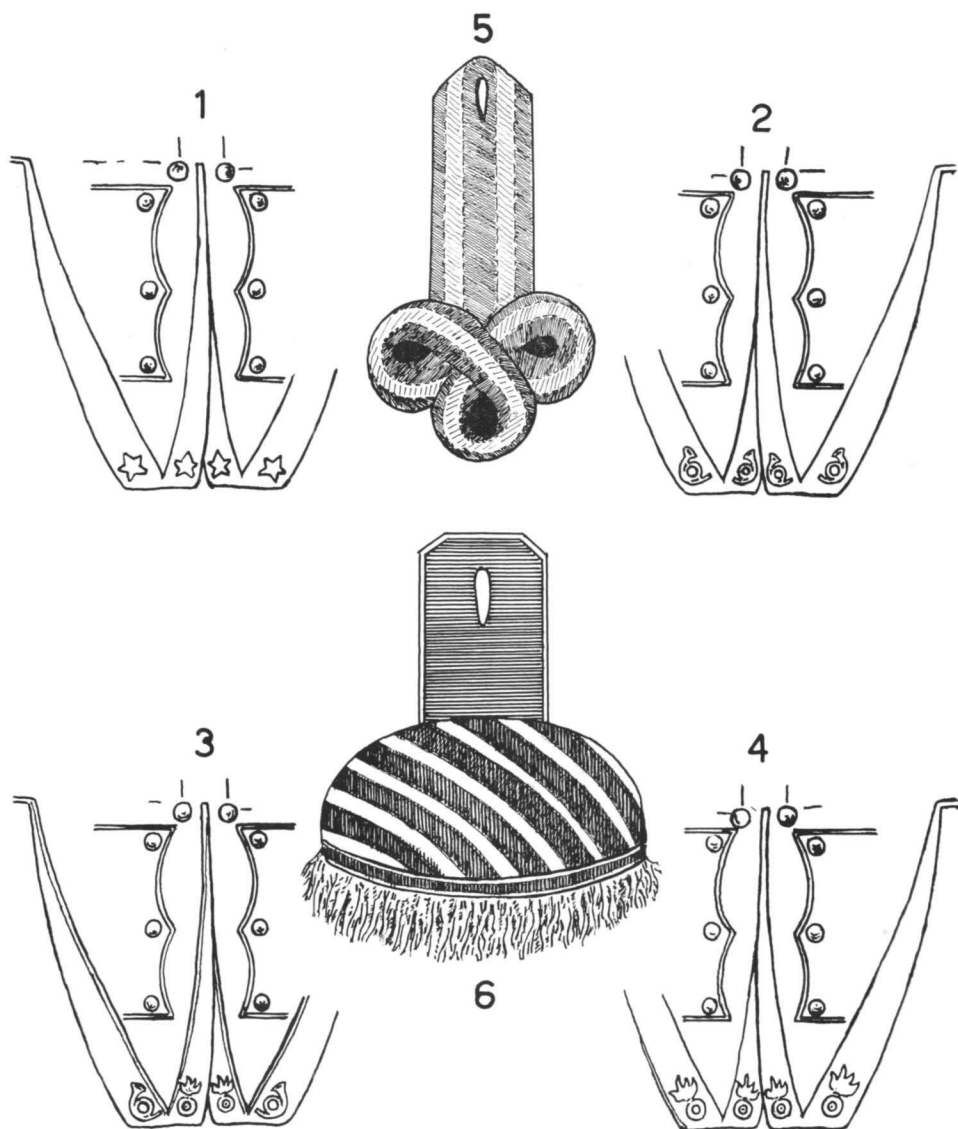
- Léon (1822-1899), 1859-1860 major arrond. oriental. — Président de Loèche, député au Grand Conseil, préfet
- Pierre-Marie, 1849-1859 cap. bttr. art. 55
- Willa, François-Joseph (1790-1878), de Loèche, 1819-1825 lt cp. fus. 3 du bat. 2, 1825 cap. cp. fus. 4 du bat. 3, 1825-1828 cap. cp. fus. 5 du bat. 3. — Capitaine au service de Naples
- Marc, 1848-1850 cap. cp. chass. du bat. rés. arrond. oriental, 1850-1858 cap. cp. chass. de gauche du bat. 35
- Meinrad (1788-1869), 1835 cap. cp. car. de landwehr. — Juge de dizain, grand châtelain
- Wolff, Edouard (1808-1881), 1847 cdt de l'artillerie cantonale. — Lieutenant-colonel, puis brigadier et général au service de Naples, président de la ville de Sion, président du Grand Conseil

Z

- Zengaffinen, Laurent, 1853-1858 cap. cp. fus. 3 du bat. 35
- Zenklusen, François, 1848-1856 cap. cp. chass. de droite du bat. 35
- Zermatten, Joseph (1832-1876), de Sion, 1867-1875 cdt bat. 40. — Préfet d'Hérens, député
- Zimmermann, Adrien (1777-1829), de Sion, 1819-1822 major du bat. 1, 1822-1828 lt-col. du bat. 1, 1828-1829 col. — Officier au service du Piémont, puis de France
- Adrien, 1865-1866 1^{er} slt cp. car. rés., 1866-1870 lt cp. car. rés., 1870-1875 cap. cp. car. 63
- Gustave, 1848-1850 major du bat. 35
- Zufferey, Joseph, 1873-1875 cap. cp. fus. 2 du demi-bat. 124
- Zumstein, Donat, 1849-1858 cap. cp. fus. 4 du bat. 35



Drapeau de bataillon valaisan, XIX^e siècle
(Sierre, château de Villa, Musée des tireurs valaisans)



Insignes d'armes et de spécialités. Ech. 1 : 12 (1-4) ; 1 : 4 (5-6)

1. Retroussis de fusilier. — 2. Retroussis de chasseur. — 3. Retroussis de carabinier. — 4. Retroussis d'artilleur, de musicien et d'officier d'état-major. — 5. Trèfle de musicien. — 6. Nid d'hirondelle de tambour.

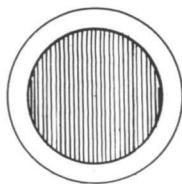
(5-6 : Coll. J. Calpini)



1



3



2

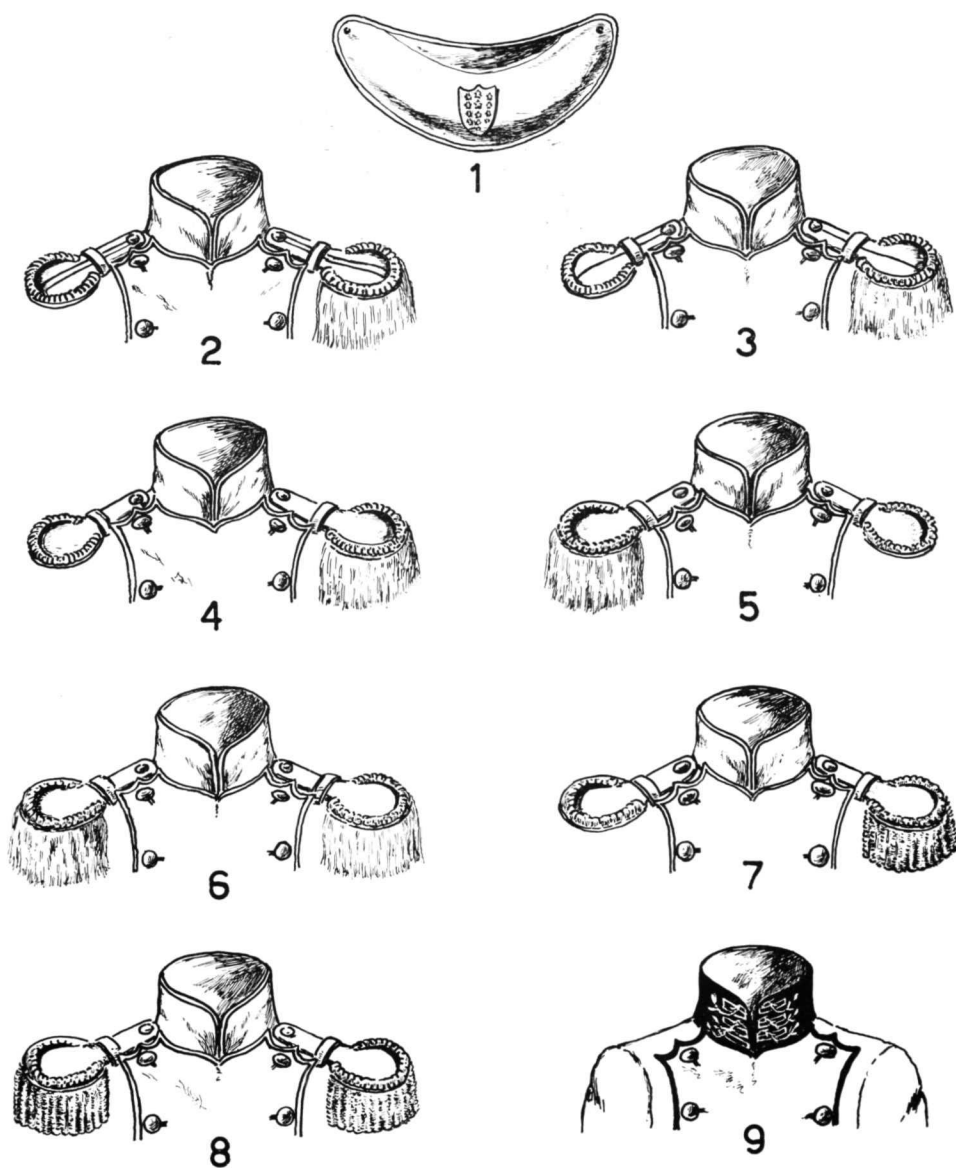


4

Shako. Ech. 1 : 4

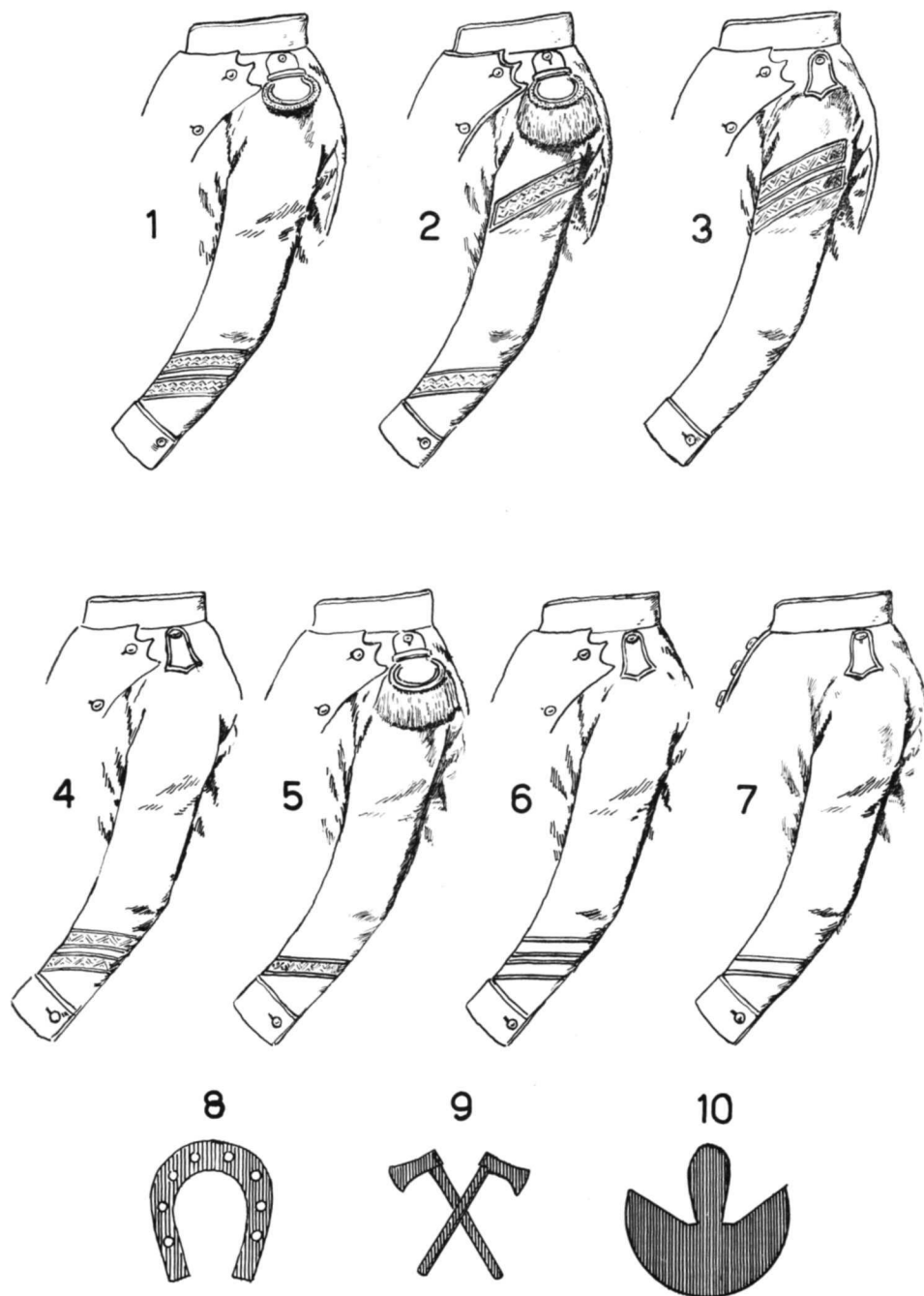
1. Shako avec jugulaire et pompon. — 2. Cocarde. — 3. Plaque modèle 1819. — 4. Plaque modèle 1827.

(Coll. J. Calpini)



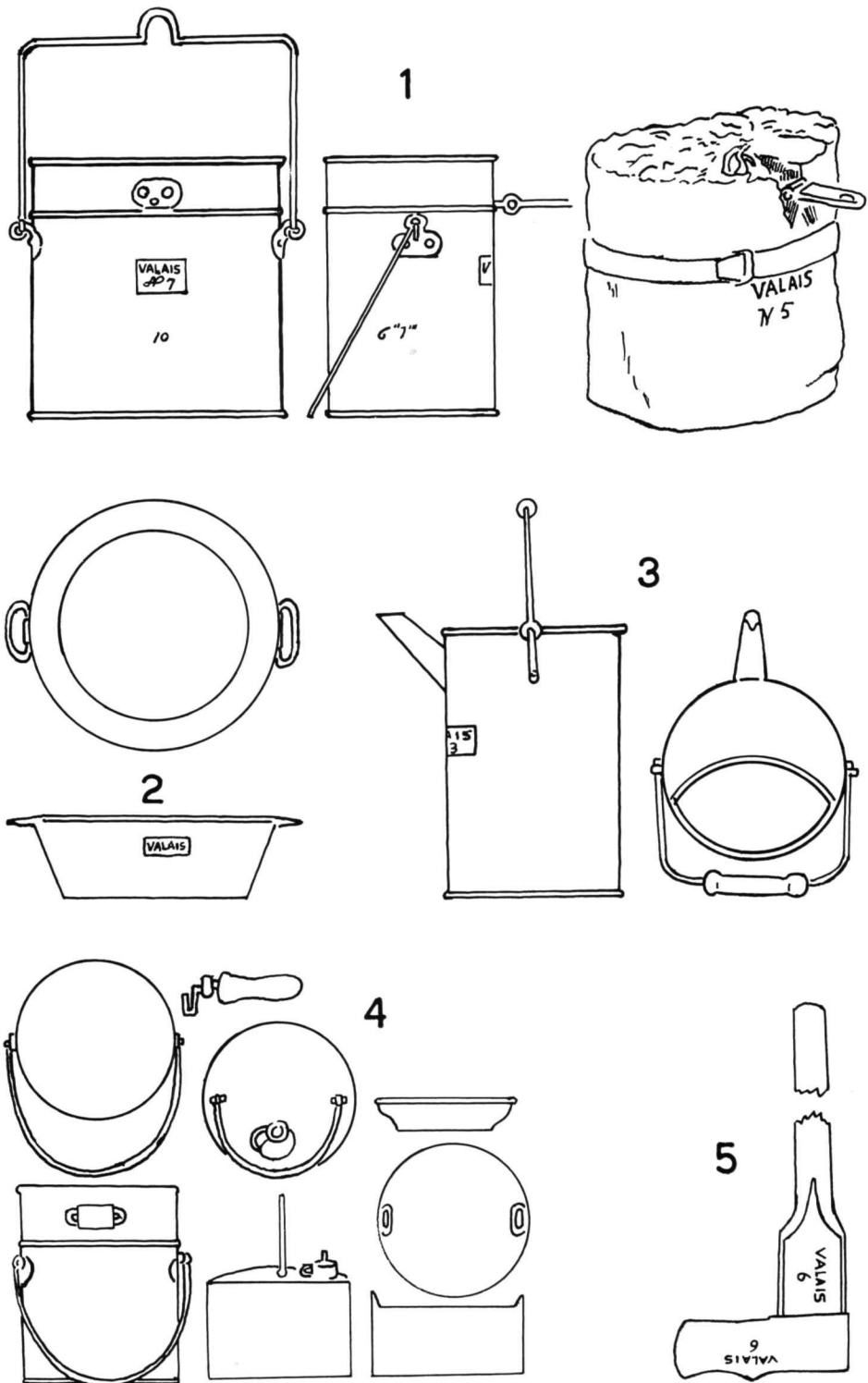
Insignes de grades d'officiers. Ech. 1 : 4 (1) ; 1 : 16 (2-9)

1. Hausse-col (Coll. J. Calpini). — 2. Sous-lieutenant. — 3. Lieutenant. — 4. Capitaine. — 5. Aide-major. — 6. Major puis commandant. — 7. Lieutenant-colonel. — 8. Colonel. — 9. Chirurgien de bataillon.



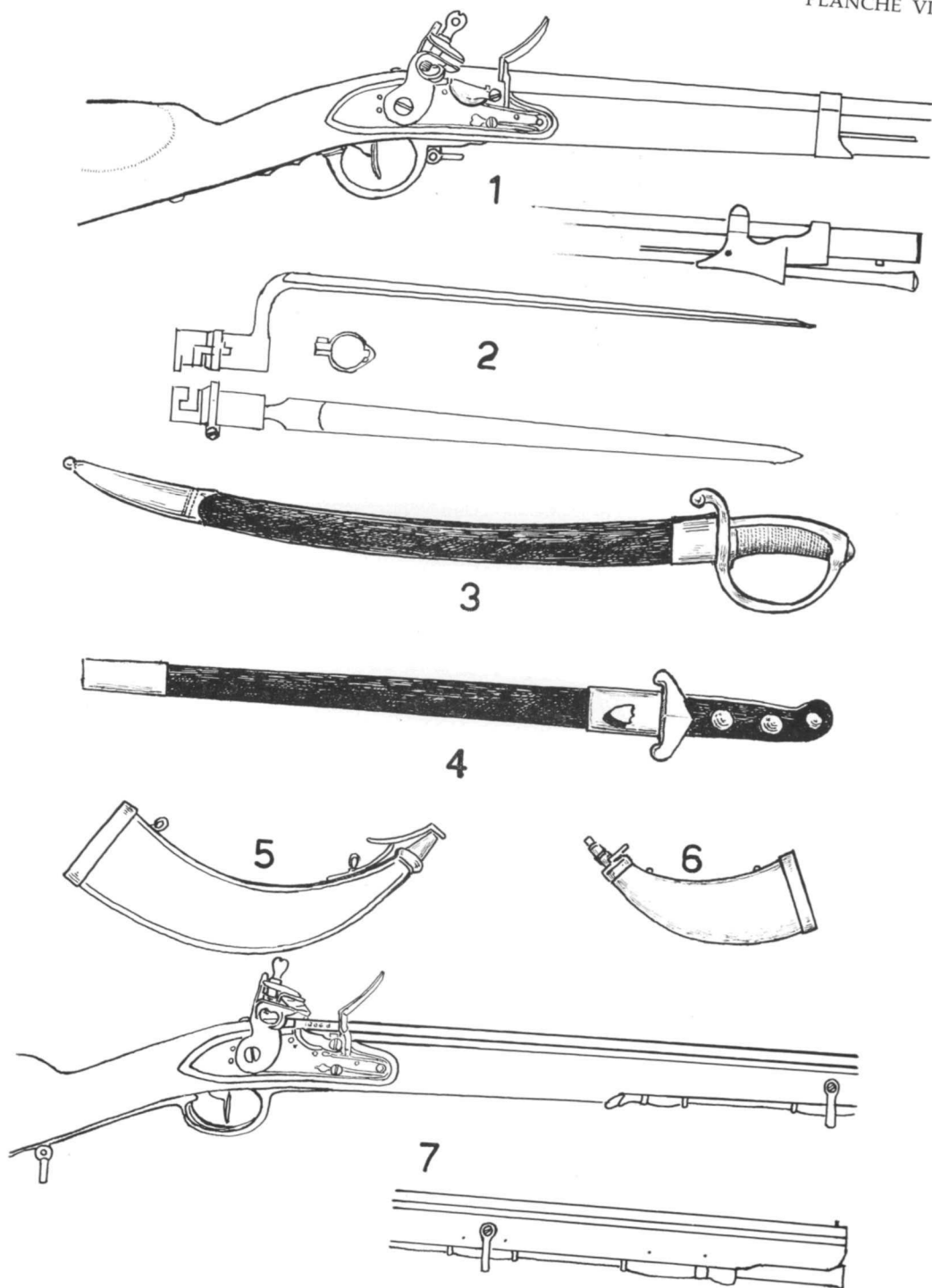
Insignes de grades de sous-officiers ; insignes de spécialistes. Ech. 1 : 16 (1-7) ; 1 : 2 (8-10)

1. Adjudant. — 2. Fourrier. — 3. Fourrier d'état-major. — 4. Sergent-major. — 5. Sergent. — 6. Caporal. — 7. Appointé. — 8. Maréchal-ferrant. — 9. Sapeur. — 10. Sellier.



Matériel de bivouac. Ech. 1 : 30

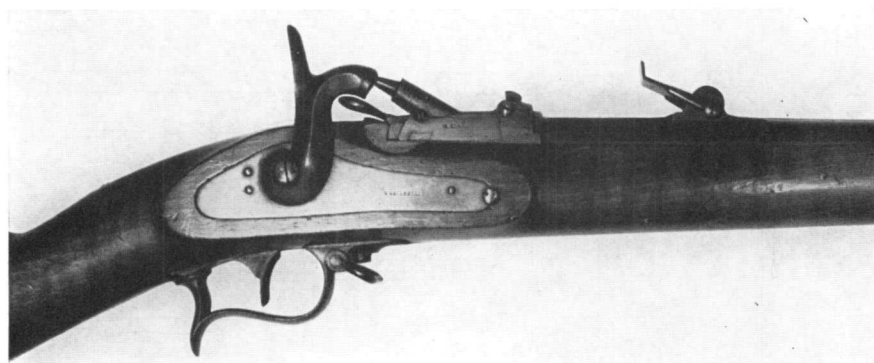
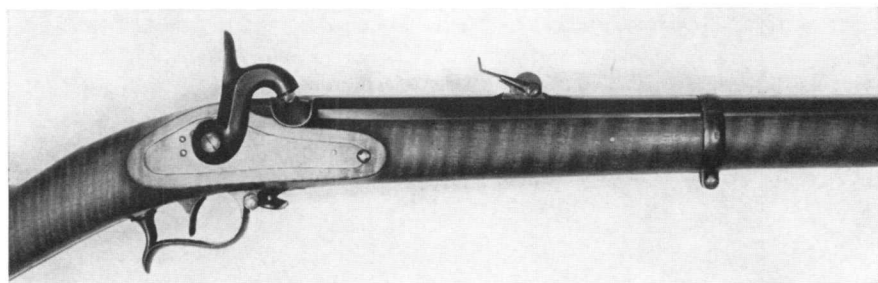
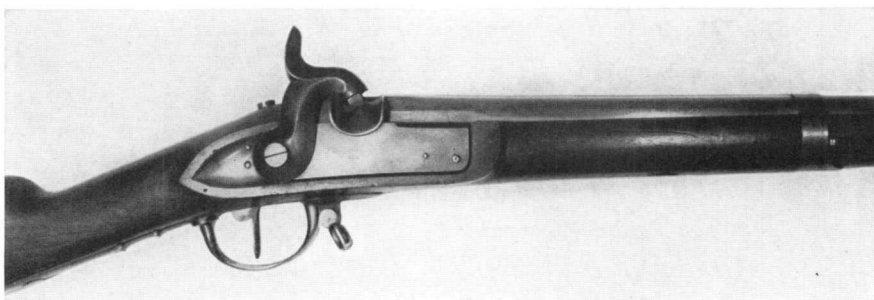
1. Marmite. — 2. Bidon. — 3. Gamelle. — 4. Cantine d'officier. — 5. Hache de campagne.
 (D'après le règlement de 1843)



Armement. Ech. 1 : 8

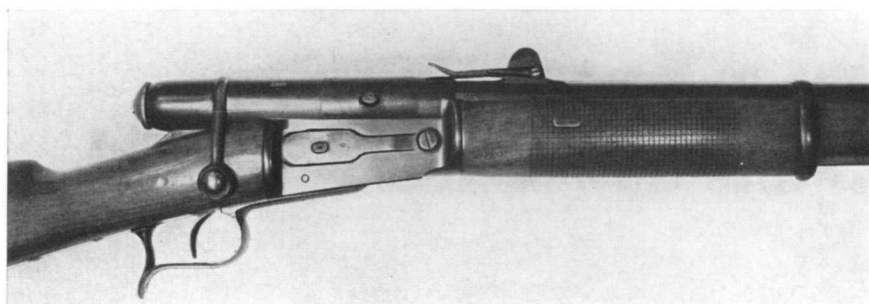
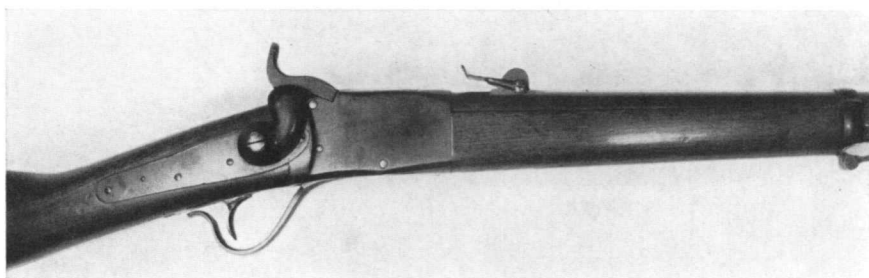
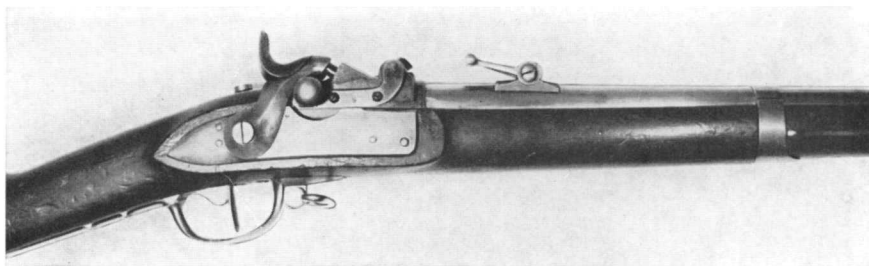
1. Fusil d'infanterie modèle 1777 : platine et embouchoir. — 2. Baïonnette. — 3. Sabre-briquet. — 4. Couteau de chasse. — 5 et 6. Poires à poudre. — 7. Carabine : platine et embouchoir.

(Coll. J. Calpini)



Armement

1. Fusil à percussion 1842. — 2. Carabine fédérale 1851. — 3. Fusil d'infanterie 1863. — 4. Fusil de petit calibre (10,5 mm) transformé suivant le système Milbank-Amsler 1867.
- (1, 2 et 4 : Genève, Musée d'Art et d'Histoire ; 3 : Coll. A. Menzi, Payerne)



Armement

1. Fusil de gros calibre (18 mm) transformé pour le chargement par la culasse suivant le système Milbank-Amsler 1867. — 2. Carabine Peabody 1867. — 3. Fusil Vetterli 1869. — 4. Fusil Prélaz-Burnand 1889.

(2, 3 et 4 : Genève, Musée d'Art et d'Histoire)



Capitaine de carabiniers 1819-1840

Habit vert foncé ; épaulettes, passepoils et boutons jaunes ; cordon et glands verts et jaunes.

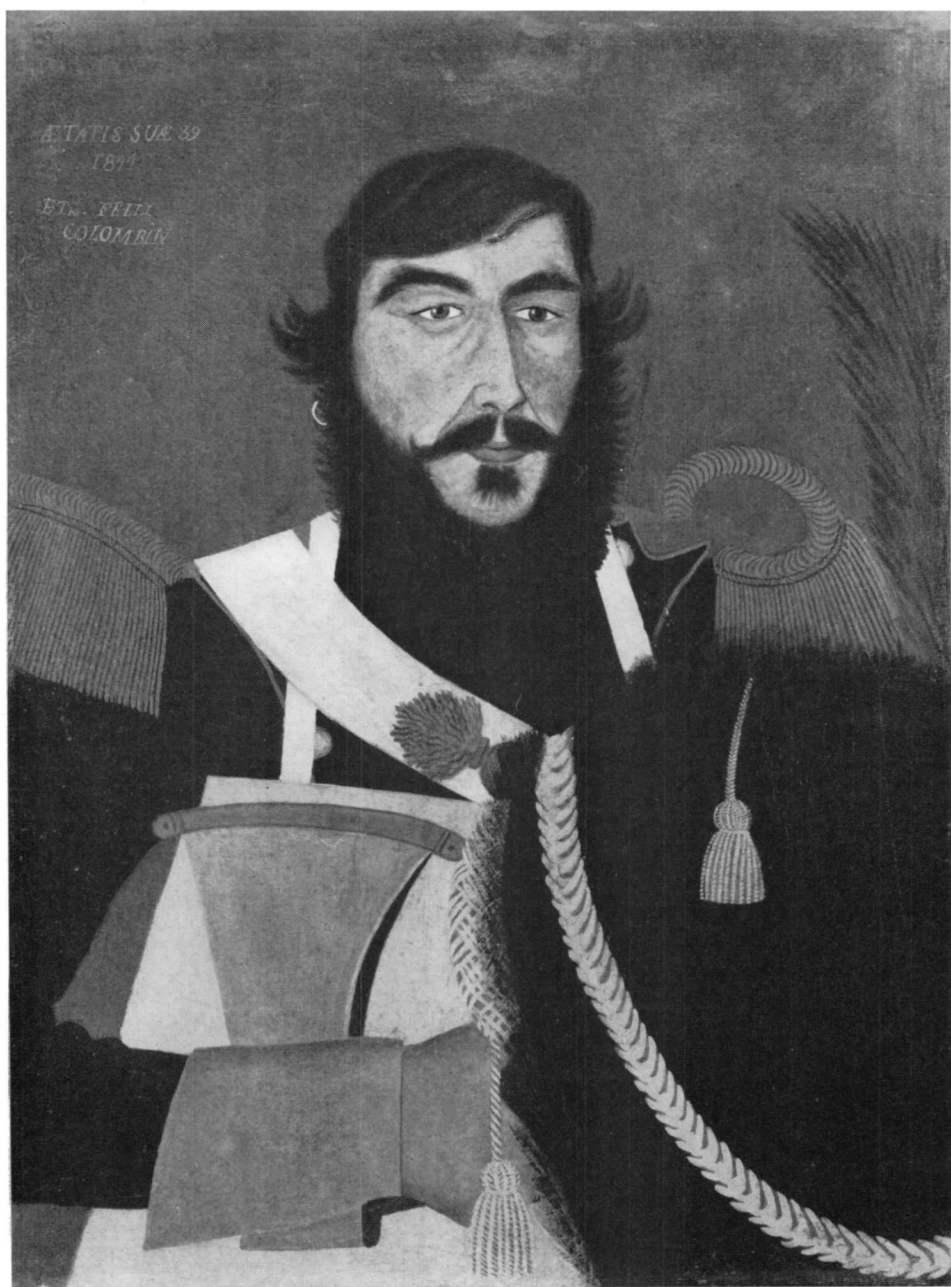
Portrait d'Eugène de Riedmatten (1791-1862) peint par un anonyme, 1824.

(Propriété de M^{me} Eug. de Riedmatten, Sion)



Capitaine d'infanterie 1827-1840

Habit bleu foncé ; collet et passepoils rouges ; épaulettes et boutons argent
Portrait de Pierre-Louis de Preux (ca 1800-1885) peint par Laurent Ritz, 1830
(Propriété de Mme F. Contat-de Preux, Sion)



Sapeur en uniforme de l'ordonnance 1827

Habit bleu foncé ; collet, passepoils, épaulettes et plumet rouges ;
buffleterie, tablier et cordon blancs ; boutons argent

Portrait d'Etienne-Félix Collombin, de Prareyer (Bagnes),
peint par Michel Collombin, 1844

(Sion, Musée de la Majorie)

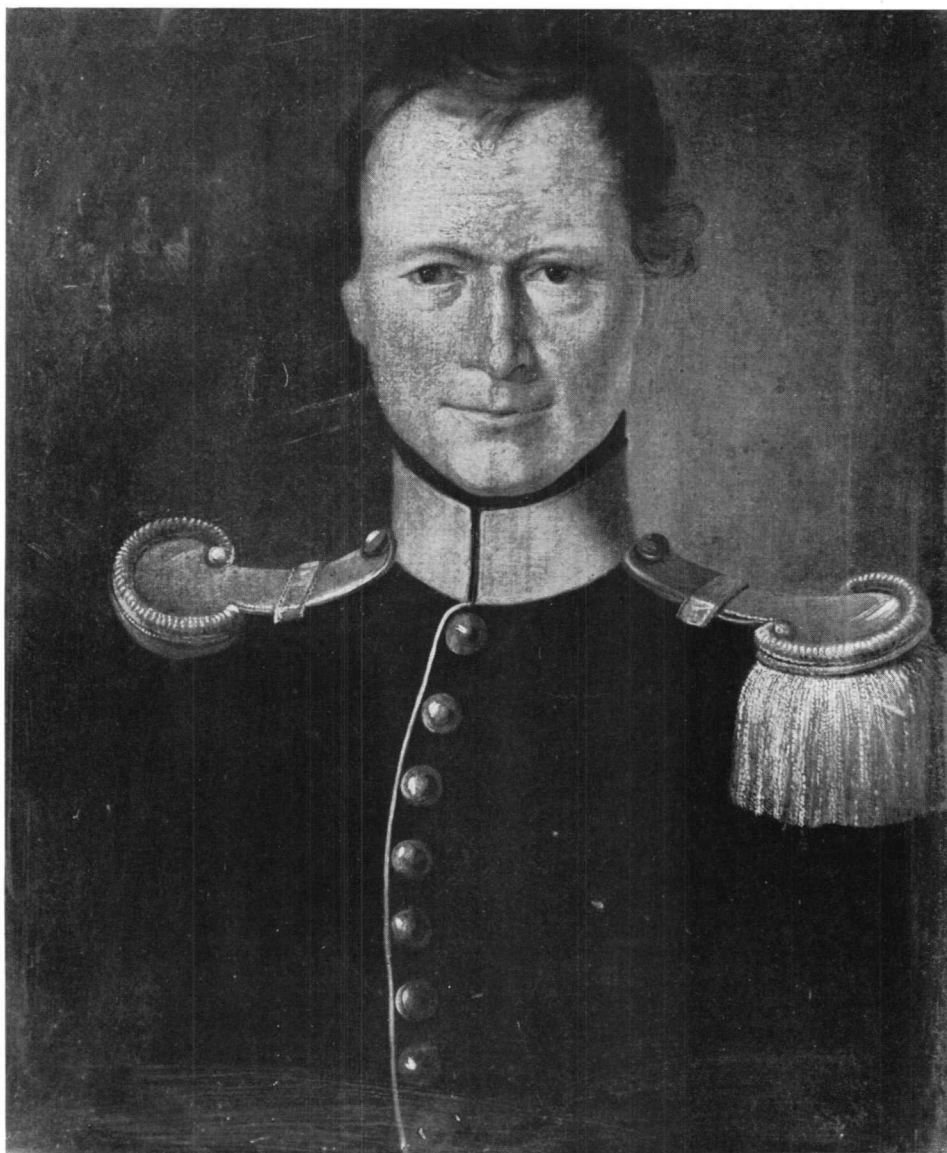


Lieutenant-colonel d'état-major cantonal 1830

Habit bleu foncé ; collet, revers, doublure et parements cramoisis ;
épaulettes et glands du chapeau or ; culotte et plumet blancs

Portrait d'Adrien de Riedmatten (1789-1870) peint par Laurent Ritz, 1832

(Propriété de M. Louis de Riedmatten, Sion)



Capitaine de fusiliers 1840-1850

Habit bleu foncé ; collet et passepoils rouges ; épaulettes et boutons argent

Portrait du capitaine Pierre Lamon (1798-1878), de Lens, peint par Laurent Ritz, 1850

(Sion, Musée de Valère)



Capitaine de chasseurs 1840-1850

Habit bleu foncé ; collet et passepoils rouges ; épaulettes et boutons argent :
hausse-col doré, écusson argent ; cordon et glands verts et argent ;
cornet de chasse en os ; poignée de sabre dorée, dragonne rouge et argent ;
shako modèle 1827-1840

Portrait de Pierre-Joseph Duchoud (1804-1871), du Bouveret,
peint par un anonyme, s. d.

(Sion, Musée de Valère)



Capitaine aide-major breveté de landwehr 1846

Habit bleu foncé de l'ordonnance de 1827 ; collet et passepoils rouges ;
épaulettes et boutons argent ;
brassard rouge et blanc avec étoiles blanches sur fond rouge

Portrait d'un capitaine peint par un anonyme, 1847

(Sion, Musée de Valère)

Table des matières

Avant-Propos	1
Sources : A. Législation fédérale	4
B. Législation valaisanne	5
<i>Introduction : Aperçu de l'organisation militaire fédérale</i>	8
 Chapitre premier : <i>L'organisation militaire cantonale</i>	 11
I. — <i>Les autorités militaires</i>	11
<p>Autorité législative : la Diète. — Autorités exécutives : a) le Conseil d'Etat ; b) la commission militaire qui devient département cantonal ; c) les fonction- naires : le commissaire des guerres ; le directeur de l'arsenal ; les comman- dants d'arrondissement et l'inspecteur des milices ; le conseil d'administration militaire qui devient le conseil de recrutement ; le secrétaire d'arrondisse- ment ; l'officier de ronde, puis de quartier, enfin de section ; les commis militaires.</p>	
II. — <i>Les subdivisions militaires</i>	15
Les arrondissements. — Les sections. — Les quartiers.	
 Chapitre II : <i>L'obligation de servir et le recrutement</i>	 17
I. — <i>Généralités</i>	17
<p>1. L'obligation de servir : a) les prescriptions fédérales ; b) étendue et durée : modifications apportées de 1819 à 1875 ; c) dispenses : pour cause de charges publiques ; pour cause de famille ; autres motifs : quelques exem- ples ; modifications de 1819 à 1875.</p> <p>2. Le service étranger : a) rapide aperçu des prestations du Valais ; b) res- trictions au recrutement, sanctions.</p> <p>3. Financement de l'organisation cantonale : a) prestations du Valais selon le pacte fédéral ; b) aspects financiers du problème sur le plan canto- nal ; c) décret du Conseil d'Etat et solution adoptée.</p>	
II. — <i>Le recrutement</i>	21
<p>1. Autorités de recrutement : conseil d'administration puis conseil de recru- tement ; composition et modifications apportées de 1819 à 1875.</p> <p>2. Le recrutement : a) tirage au sort et volontariat ; b) le remplacement ; conditions et opérations de remplacement.</p>	

3. Opérations de recrutement : a) époques et lieux ; b) opérations d'après la loi de 1819 ; c) opérations d'après la loi de 1827 ; d) modifications de détails.
4. Incorporation des recrues : a) dans les différentes classes ; b) dans les différentes armes ; c) conditions pour les armes spéciales.

Chapitre III : *Le contingent fédéral (Elite et Réserve)* 26

I. — *Organisation* 26

1. Prestations militaires du Valais : d'après le règlement fédéral de 1817 ; modifications apportées en 1818 ; prestations de 1819 à 1850 ; prestations de 1850 à 1875 ; répartition des effectifs entre les dizains.
2. Organisation de l'infanterie : compagnies de fusiliers ; compagnies de chasseurs ; bataillons ; composition ; modifications de 1819 à 1875, numérotation après 1850, état-major : composition.
3. Organisation des armes spéciales : carabiniers ; train ; artillerie ; musique.
4. Cadres : a) sous-officiers et spécialistes ; nomination et avancement. — b) officiers ; conditions à remplir, obligations ; nomination et avancement.

II. — *Habillement et équipement* 35

1. Généralités : prescriptions fédérales ; coupe générale des uniformes valaisans.
2. Fourniture de l'habillement et de l'équipement : prestations de l'homme ; prestations de l'Etat ; prestations des communes.
3. Conservation de l'habillement.
4. Description de l'habillement : de l'infanterie et du train en 1819, en 1827, en 1840 ; des carabiniers en 1819 et 1827, en 1840 ; des musiciens de 1819 à 1840, en 1856.
5. Tenue des spécialistes et insignes de grade des spécialistes, des sous-officiers, des officiers.
6. Aperçu des uniformes fédéraux de 1850 à 1875.

III. — *L'armement* 42

1. Prescriptions fédérales : caractéristiques de l'armement de l'infanterie ; caractéristiques de l'armement des carabiniers ; évolution de l'armement de 1819 à 1875.
2. Fourniture de l'armement : prestations de l'homme ; prestations de l'Etat ; prestations des communes.
3. Entretien de l'armement : par l'homme ; par l'Etat et les communes.
4. Armement des milices cantonales : caractéristiques de l'armement de certains corps ; caractéristiques de l'armement des officiers.
5. Les munitions : caractéristiques et évolution ; fourniture, prestations du canton.

IV. — <i>Le matériel de corps</i>	48
Règlement fédéral.	
1. Drapeaux de bataillon : cantonal : description ; fédéral : description ; évolution ; — fourniture.	
2. Matériel de bivouac : prescriptions fédérales ; dotation ; description.	
3. Matériel de campement : dotation ; description.	
4. Matériel divers : sanitaire ; de réparation.	
5. Moyens de transport : catégories ; description, dotation ; prestations du Valais de 1817 à 1875.	
Chapitre IV : <i>Le contingent cantonal ou landwehr</i>	54
I. — <i>Son rôle et son évolution</i>	54
La landwehr et les lois fédérales de 1815 et de 1817 ; le rôle de la landwehr dans la défense du pays. — Arrêté fédéral de 1831 : formation du 1 ^{er} contingent de landwehr ou seconde réserve. — La constitution fédérale de 1848 et la loi fédérale de 1850 : mainmise de la Confédération sur la landwehr. — Influence de ces événements sur les lois cantonales. — Organisation transitoire de 1846 : l'armée cantonale.	
II. — <i>La landwehr cantonale</i>	55
1. Organisation : recrutement ; obligation de servir.	
2. Armes : unités tactiques de 1827 à 1875.	
3. Organisation de l'infanterie : compagnies de fusiliers et de chasseurs ; composition, effectifs. — Bataillons : nombre, régions de recrutement, organisation. — Etats-majors : organisation.	
4. Organisation des armes spéciales : carabiniers ; artillerie ; train ; mousquetaires ; sapeurs du génie ; pionniers de bataillon.	
5. Les cadres : nomination et choix des officiers et des sous-officiers.	
6. Numérotation des unités de landwehr.	
III. — <i>Le 1^{er} contingent de landwehr ou 2^e réserve fédérale</i>	59
1. Organisation fédérale : effectifs ; mission ; mise sur pied.	
2. Organisation cantonale : recrutement de 1841 à 1850 ; recrutement après 1850.	
3. Effectifs, armes : formation des compagnies ; formation du bataillon et du demi-bataillon ; état-major du bataillon ; état-major du demi-bataillon.	
4. Les cadres : nomination ; avancement.	

IV. — <i>L'organisation temporaire de 1846 ou l'armée cantonale de 1846 à 1847</i>	62
Rappel des événements à l'origine de cette organisation. — Caractéristiques de cette organisation. — Etat-major général : composition ; états-majors de brigade : composition. — Compétences des différents grades des états-majors ; insignes de grade.	
V. — <i>L'habillement</i>	65
1. Fourniture.	
2. Prescriptions fédérales.	
3. Règlements cantonaux de 1827 à 1861.	
VI. — <i>L'armement. — Le matériel de corps</i>	68
1. Fourniture de l'armement.	
2. Description de l'armement.	
3. Fourniture du matériel de corps.	
Chapitre V : <i>L'instruction</i>	70
I. — <i>Prescriptions fédérales</i>	70
1. Directives fédérales de 1817 ; de 1850.	
2. Inspections fédérales.	
3. Camps fédéraux.	
4. Ecole de Thoune.	
II. — <i>Le personnel d'instruction</i>	72
1. Les commis d'exercice et les instructeurs : nombre, choix, nomination ; tenue ; formation.	
2. Le personnel de contrôle : les officiers de ronde ; les officiers supérieurs ; l'instructeur en chef.	
III. — <i>L'instruction</i>	74
1. Buts de l'instruction : de l'homme ; des unités.	
2. Instruction individuelle : dans le cadre des communes ; dans les écoles de recrues ; dans les subdivisions de quartier.	
3. Instruction des unités : exercices de quartier ; nombre ; organisation.	
4. Les revues de sections ; d'arrondissement ou de bataillon ; nombre ; organisation.	
5. Instruction des armes spéciales : carabiniers et chasseurs ; artilleurs ; soldats du train ; musiciens ; tambours et trompettes ; cadres.	
6. Instruction de la landwehr de 1827 à 1846 ; de 1846 à 1847 ; après 1847.	

Appendice : <i>Les milices valaisannes dans le cadre de l'armée fédérale</i> (1875-1960)	80
1. L'organisation fédérale de 1875 ; causes ; caractéristiques ; autorités fédérales législative et exécutive ; autorités cantonales ; divisions militaires de la Confédération ; organisation de l'armée (classes, armes) ; habillement, armement (transformations, fourniture) ; instruction.	
2. Modifications successives de 1907 et 1911 ; de 1912 ; de 1938 et 1950.	
3. Les milices valaisannes de 1875 à 1960 : divisions militaires du Valais ; numérotation des bataillons d'élite de la 1 ^{re} division et de la Br. mont. 10, de la 8 ^e puis 3 ^e division et de la Br. mont. 11 ; carabiniers ; bataillons de la landwehr.	
Conclusion	84

ANNEXES

A. Etat militaire du Valais de 1819 à 1875

I. — *Les autorités militaires cantonales*

A. Les chefs du département militaire 1827-1875	86
B. Les fonctionnaires :	
1. — Les commissaires des guerres 1819-1856	86
2. — Les directeurs de l'arsenal 1819-1856	86
3. — Les commandants d'arrondissement 1819-1839 et 1849-1875	87
4. — Les inspecteurs des milices 1840-1854	87
5. — Les instructeurs en chef 1856-1875	87

II. — *Le contingent fédéral (Elite et Réserve)*

A. Les bataillons d'infanterie (compagnies de fusiliers) de 1819 à 1850 : état-major et cadres des compagnies (Bataillons 1, 2 et 3)	87
B. Les compagnies de chasseurs de 1819 à 1850	91
C. L'infanterie d'élite de 1850 à 1875 : états-majors et cadres des com- pagnies (Bataillons 35, 40 et 53)	91
D. Les carabiniers de 1819 à 1850 : cadres des compagnies	95
E. Les carabiniers d'élite de 1850 à 1875 : cadres des compagnies	95
F. L'artillerie d'élite de 1850 à 1875 : cadres des compagnies	95

III. — *Le contingent cantonal (Landwehr)*

A. La landwehr cantonale de 1819 à 1875	96
B. Etat-major cantonal en 1847	96
C. Le premier contingent de landwehr ou réserve fédérale	96
1. <i>De 1848 à 1852</i>	
a) Bataillon de réserve de l'arrondissement occidental	96
b) Bataillon de réserve de l'arrondissement du Centre	97
c) Bataillon de réserve de l'arrondissement oriental	97
2. <i>De 1852 à 1875</i>	98
a) Infanterie de Réserve	
1. Bataillon de réserve central et occidental 114	98
2. Demi-Bataillon de réserve oriental 124	99
b) Carabiniers de réserve compagnie 63	99
c) Artillerie de réserve	99

B. Etat militaire de 1819 à 1875 selon l'ordre alphabétique des officiers	100
--	------------

Planches	112
--------------------	-----

Table des matières	113
------------------------------	-----